

# AFRIQUE

# 2050

**Réaliser tout le potentiel du continent**





# Table des matières



N° de  
page

---

<b>v</b>	<b>Liste des graphiques, tableaux et encadrés</b>
<b>vii</b>	<b>Liste des abréviations</b>
<b>ix</b>	<b>Avant-propos</b>
<b>xi</b>	<b>Préface</b>
<b>xiii</b>	<b>Remerciements</b>
<b>xv</b>	<b>Messages-clés</b>
<hr/>	
<b>1</b>	<b>Chapitre 1. Introduction</b>
<b>7</b>	<b>Chapitre 2. Une vision 2050 pour répondre aux aspirations africaines</b>
<b>13</b>	<b>Chapitre 3. Perspective historique et enseignements tirés d'Asie et d'Amérique latine</b>
<b>21</b>	<b>Chapitre 4. Les moteurs de changement dans le monde et en Afrique</b>
<b>33</b>	<b>Chapitre 5. Risques majeurs appelant une gestion active</b>
<b>41</b>	<b>Chapitre 6. Cadre stratégique pour la « Vision Afrique 2050 » - Les peuples, les économies et le continent</b>
<b>63</b>	<b>Chapitre 7. Une meilleure gouvernance pour obtenir des résultats</b>

<b>69</b>	<b>Chapitre 8. Scénarios alternatifs : énorme coût de l'échec</b>
<b>75</b>	<b>Chapitre 9. Conclusion : l'heure d'une Afrique maîtresse de son destin</b>
<b>77</b>	<b>Annexe 1 : La résilience des économies africaines</b>
<b>79</b>	<b>Annexe 2 : Impact des variations des termes de l'échange</b>
<b>81</b>	<b>Annexe 3 : Modèle d'élaboration des scénarios de croissance mondiale</b>
<b>87</b>	<b>Bibliographie</b>

# Liste des graphiques, tableaux et encadrés



N° de  
page

## Graphiques

- 2 Graphique 1 : Les économies Africaines ont marqué un tournant depuis 1995 (taux de croissance du PIB par habitant sur cinq ans - 1960–2012)
- 4 Graphique 2 : L'Afrique est en grande partie constituée de pays à revenus faibles ou intermédiaires
- 14 Graphique 3 : La part de l'Afrique dans la population mondiale a augmenté depuis 1900, mais sa part dans le PIB a continué à diminuer jusqu'en 1995 (part du PIB mondial et de la population)
- 14 Graphique 4 : Le PIB de l'Afrique a pris du retard sur celui du monde jusqu'à 2000
- 18 Graphique 5 : La PTF dans les pays africains a augmenté à un taux faible par rapport à la Chine et à l'Inde
- 26 Graphique 6 : Le nombre d'enfants et d'adultes en âge de travailler dépend de façon critique de la fertilité
- 27 Graphique 7 : Le taux de croissance du PIB par habitant en Afrique a généralement suivi le taux de croissance des prix des produits de base
- 34 Graphique 8 : La pauvreté a diminué plus rapidement en Asie qu'en Afrique
- 35 Graphique 9 : L'Afrique sub-saharienne a de plus fortes disparités après l'Amérique latine
- 36 Graphique 10 : L'Afrique du Sud a la plus forte inégalité en Afrique
- Graphique 11 : Le PIB de l'Afrique par habitant par rapport au PIB mondial par habitant est aujourd'hui inférieur à ce qu'il était à l'indépendance (1960)
- 42 Graphique 12 : Cadre pour la réalisation de la vision 2050
- 45 Graphique 13 : Un cycle vertueux d'inclusion, de transition démographique et de capital humain
- 49 Graphique 14 : Une partie importante de l'Afrique est considérée comme fragile
- 70 Graphique 15 : La croissance du PIB de l'Afrique a fortement augmenté depuis 1995 (croissance réelle du PIB)

- 71 Graphique 16 : Il y a un coût d'opportunité élevé pour la non-réalisation du scénario de convergence
- 73 Graphique 17 : Le coût d'opportunité élevé pour la non-réalisation du scénario de convergence, comme le montre les niveaux de revenus
- 80 Graphique A2.1 : Historique et projections des niveaux des termes de l'échange et des taux de croissance du PIB et du RIB
- 80 Graphique A2.2 : Projections des termes de l'échange et niveaux du PIB et du RIB (2012 = 100)

### **Tableau**

- 78 Tableau A1.1 : Indice de résilience (moyenne mondiale = 100)

### **Encadrés**

- 16 Encadré 1 : Les différentes leçons de l'Asie orientale et de l'Amérique latine
- 19 Encadré 2 : Gestion des ressources naturelles : l'exemple du Chili
- 28 Encadré 3 : Termes de l'échange des produits de base d'Afrique — Une bénédiction fragile
- 38 Encadré 4 : Certaines économies africaines sont-elles embourbées dans le piège des revenus intermédiaires ?
- 46 Encadré 5 : L'éducation
- 48 Encadré 6 : Conflits et fragilité
- 51 Encadré 7 : La concurrence, le développement du secteur privé, et productivité
- 52 Encadré 8 : Programme pour l'emploi
- 55 Encadré 9 : Agriculture
- 57 Encadré 10 : Les industries extractives
- 64 Encadré 11 : L'État de droit
- 66 Encadré 12 : Gouvernance

## List des Abréviations



BAD	Banque Africaine de Développement
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CDEAO	La Communauté des États d'Afrique de l'Ouest
CEA	(ONU) Commission Economique pour l'Afrique
IDE	Investissement direct étranger
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGM	Organisme génétiquement modifié
ONU	Organisation des Nations Unies
PTF	Productivité totale des Facteurs
PIB	Produit Intérieur Brut
PNI	Pays Nouvellement Industrialisé
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PPA	Parité de pouvoir d'achat
RDC	République Démocratique du Congo
RIB	Revenu Intérieur Brut
R&D	Recherche et développement
UA	Union Africaine
UNU/PIDH	Université des Nations Unies/Programme international sur les dimensions hu maines



## Avant-propos



L'Afrique est une région immense et très diverse. Elle a la deuxième plus grande population et aussi la deuxième plus grande superficie (après l'Asie) de toutes les régions. Composée de 54 pays de différentes tailles et avec des histoires, des cultures, des ressources naturelles, des capacités institutionnelles et humaines et des niveaux de revenu par habitant aussi différents, le continent offre à la fois un défi de taille et une opportunité majeure pour le développement économique et social. Ce qui se passera dans ces pays au cours des deux prochaines générations aura un impact décisif non seulement sur le bien-être des plus de deux milliards d'Africains qui habiteront le continent, mais aussi sur le reste de l'humanité.

Depuis 1995, la performance sociale et économique de l'Afrique a été forte. Elle bénéficie du second taux de croissance mondiale. Au cours des 40 dernières années, son revenu par habitant a augmenté de 2,2 % par an et le taux de pauvreté a baissé de 10 points au total. Simultanément, le continent a fait des progrès importants en ce qui concerne de nombreux indicateurs sociaux dont le taux de mortalité infantile et le taux de scolarisation primaire.

Les Africains et leurs partenaires pour le développement devraient tirer beaucoup de satisfaction de la reprise économique et sociale depuis 1995, sans pour autant prendre complaisamment ces progrès pour acquis. Si l'Afrique a fait des progrès bienvenus depuis ses indépendances dans les années 50 et 60, sa progression a été lente par rapport à celle de l'Asie du Sud-est. Pourtant, ces progrès récents lui fournissent une excellente base pour faire encore mieux à l'avenir et rattraper les économies émergentes en croissance rapide, en particulier en Asie. Dans ces conditions, en 2050, le continent pourrait occuper une place dans l'économie mondiale correspondant mieux à sa taille, à sa population et à ses ressources naturelles. Pour y arriver, l'Afrique doit adopter une vision plus ambitieuse de l'avenir et travailler dur pour la réaliser.

Nous félicitons le Forum des marchés émergents d'avoir proposé une telle vision en réponse à une demande de la 5e réunion ministérielle annuelle conjointe de l'Union africaine et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique tenue en mars 2012 à Addis-Abeba. À notre avis, une telle vision ambitieuse et les stratégies qui y sont associées sont nécessaires pour mobiliser de manière efficace les immenses ressources physiques, humaines et politiques de l'Afrique et porter les conditions de vie collective au niveau auquel l'Afrique aspire et qu'elle mérite.

Nous considérons la vision proposée par ce rapport comme ambitieuse mais plausible. Les dirigeants et les peuples africains devraient l'adopter et mettre tout en œuvre pour y parvenir. Échouer risquerait de mettre à mal le tissu social et politique du continent. Le plus grand danger serait que les Africains se satisfassent du rythme actuel du changement. Ce n'est que si les Africains et leurs partenaires internationaux -publics et privés- portent plus haut leurs ambitions que le continent réalisera son plein potentiel.

Nous félicitons les auteurs du rapport d'avoir présenté une incontestable vision susceptible de susciter la confiance et l'engagement en discutant de questions difficiles avec tout le respect et le professionnalisme requis. Le rapport mérite l'attention de tous les Africains et de leurs partenaires. Nous espérons qu'il suscitera d'urgence les initiatives indispensables.

Benjamin Mkapa

Horst Koehler

Michel Camdessus

# Préface



L'Afrique est à un tournant décisif. Après des décennies de résultats décevants, une combinaison de politiques macroéconomiques saines et un boum des prix des produits de base a entraîné une hausse spectaculaire des taux de croissance et une amélioration concomitante des indicateurs sociaux.

Cette très bonne performance donne lieu à un nouveau défi pour le leadership africain. Il doit répondre aux nouvelles aspirations des peuples et à l'attente du monde entier. Pour y parvenir, il s'agira non plus de maintenir le cap mais de conduire des politiques audacieuses et tenaces et de prendre des initiatives multiformes avec intégrité intellectuelle, détermination et courage politique.

C'est dans ce contexte que l'expérience des autres économies des marchés émergents peut fournir des leçons alors que les dirigeants africains sont aux prises avec le problème complexe et multidimensionnel de ne pas seulement maintenir, mais d'accélérer la croissance économique pour la prospérité et le bien-être de leur population. Pour préparer le terrain et définir les opportunités et les promesses qui peuvent être réalisées, ce rapport trace plusieurs scénarios alternatifs des résultats qui pourraient être atteints, sans prédire qu'ils le seront.

Le scénario privilégié « Afrique 2050: réaliser le plein potentiel du continent » est, de l'aveu général, très ambitieux. Il montre que d'ici à 2050, l'Afrique pourrait être transformée. Ses habitants pourraient bénéficier de revenus par habitant multipliés par six pour atteindre 17.000 USD par an; la pauvreté absolue serait pratiquement éliminée, les disparités réduites; la population pourrait avoir un accès universel à l'énergie, à l'eau potable et aux services de santé de base. Bien instruits et bien formés, les Africains pourraient soutenir la concurrence dans une économie mondialisée, et la violence et les guerres civiles pourraient être un lointain souvenir. Dans ce scénario, les économies africaines seraient beaucoup plus diversifiées et compétitives, dotées d'un secteur privé prospère, l'Afrique devenant un pôle d'attraction pour les flux mondiaux de capitaux privés et les investissements étrangers. Les économies pourraient générer des millions d'emplois bien rémunérés, permettant à environ 80% des personnes d'accéder à la classe moyenne. En parallèle, les relations du continent, à la fois en interne et avec le reste du monde, pourraient être transformées. Le scénario recommandé prévoit en outre la libre circulation des échanges et des investissements dans la région. Dans le contexte mondial, les relations de l'Afrique avec le reste

du monde pourraient être caractérisées par des flux de capitaux privés beaucoup plus importants et la disparition progressive de l'aide concessionnelle. Devenue ainsi maîtresse de son destin, l'Afrique se doterait d'une voix plus importante dans la gouvernance mondiale.

Il n'y a en cela ni rêve, ni vœu pieux. Des transformations comparables ont été accomplies dans un certain nombre de pays, grands et petits. Certes, l'inverse est également vrai: il y a un plus grand nombre de pays où la réforme s'est enlisée et la promesse d'un avenir meilleur n'a pas été tenue. Il demeure que dans les deux cas, les résultats sont attribuables à des actions des dirigeants. Le leadership est plus important que les ressources naturelles ou les circonstances extérieures

Cette étude présente un cadre et un programme d'action pour réaliser cette vision ambitieuse. Le programme d'action est indéniablement ardu et beaucoup le considèreront peut-être comme trop exigeant. Mais, à mon avis, les leaders de l'Afrique, s'ils veulent répondre aux aspirations de leurs populations, n'ont d'autre choix que de concevoir et de réaliser un tel ensemble d'actions politiques multifformes et multi-générationnelles pour tenir les promesses de l'Afrique.

Les Africains ne méritent pas moins, de la part de leurs dirigeants actuels et futurs, que des efforts herculéens pour assurer prospérité et bien-être. Les dirigeants doivent cet effort rigoureux et courageux aux milliards d'Africains des générations à venir et à la mémoire des pères fondateurs qui se sont battus si durement pour conquérir l'indépendance et la dignité de leur peuple.



Gautam S. Kaji  
Directeur fondateur, Emerging Markets Forum  
Président, Centennial Group International  
Ancien directeur général de la Banque mondiale

## Remerciements



L'étude sur l'Afrique 2050, menée par le Forum des marchés émergents, a été commandée par la 5e Réunion ministérielle annuelle conjointe de l'Union africaine (UA) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA), à Addis-Abeba en mars 2012. La CEA a joué un rôle-clé dans sa conception et a contribué à son financement. L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a fourni un soutien intellectuel et financier important.

L'étude a été dirigée par une équipe de base dirigée par Callisto Madavo. Les autres membres de ce noyau étaient Theodore Ahlers, Harinder Kohli, Praful Patel, et Anil Sood.

L'équipe de recherche a travaillé sous la direction de Theodore Ahlers, qui en a aussi été l'auteur principal. Il a rédigé le présent rapport de synthèse avec Harinder S. Kohli et Anil Sood, sur la base des informations fournies par des documents préparés par les auteurs suivants (cités ici dans l'ordre alphabétique): Emmanuel Akpa, Mahmood Ayub, Anupam Basu, James Bond, Fantu Cheru, José Fajgenbaum, Birger Fredriksen, Jean-Pierre Guengant, Ruth Kagia, Harpaul Alberto Kohli, Brian Levy, Claudio Loser, John May, John McIntire, Serge Michailof, Letitia Obeng, Jeff Racki, et Graham Stegmann. Drew Arnold a fourni un appui précieux pour la recherche des auteurs tout au long du projet. Kathryn Grober était responsable de la préparation du document. Charlotte Hess a conçu la couverture.

L'équipe de recherche est redevable à Michel Camdessus et Gautam Kaji pour leurs précieuses réflexions, leurs conseils et leurs suggestions.

Enfin, les auteurs tiennent à remercier pour leur inspiration et le soutien apporté les anciens présidents Benjamin Mkapa de Tanzanie et Horst Koehler d'Allemagne.



## Messages-clés



***L'Afrique est à un tournant décisif.*** Ce qu'elle et ses dirigeants entreprennent aujourd'hui va déterminer le sort des aspirations grandissantes des Africains.

« Afrique 2050 » offre une vision de ce que pourrait être une Afrique répondant aux aspirations de son peuple et rattrapant le niveau de vie du reste du monde. Dans un tel scénario, en 2050, le revenu moyen par habitant serait multiplié par six, atteignant plus de 17.000 USD, passant du quart de la moyenne mondiale à la moitié. 1,4 milliard d'Africains supplémentaires rejoindraient la classe moyenne. Le nombre de pauvres serait divisé par dix et serait réduit à moins de 50 millions. La part de l'Afrique dans le PIB mondial triplerait pour atteindre 9 %. Pour la population, le plus grand changement serait de meilleurs emplois, moins fragiles et plus productifs. Pour les économies, le plus grand changement résulterait de gains de productivité spectaculaires entraînés par les investissements du secteur privé, la diversification et une plus grande concurrence. Pour le continent, le plus grand changement résiderait en une meilleure intégration sous-régionale et des relations avec le monde basées sur le commerce et l'investissement plutôt que sur l'aide. Cette vision est possible ; elle n'est certainement pas garantie ; elle est un des nombreux scénarios possibles. La complaisance du fait des progrès récents et une résolution politique insuffisante sont les plus grandes menaces pour sa réalisation.

Huit facteurs de changement doivent être exploités et orientés vers des résultats positifs:

- Une économie mondiale de plus en plus multipolaire offrant de nouveaux marchés et de nouvelles sources d'investissement
- La concurrence pour les ressources naturelles limitées créant des opportunités d'exportation pour le pétrole et les minerais de l'Afrique ainsi que pour les produits agricoles
- Un monde vieillissant ouvrant des perspectives de croissance pour l'Afrique grâce à son ratio de dépendance en diminution et sa force de travail en augmentation
- L'innovation et les progrès technologiques créant des opportunités de rattrapage
- Le changement climatique, lui-même défi pour l'Afrique mais l'obligeant à développer sa résilience

- La population de l'Afrique va continuer à croître; cela peut produire un dividende démographique ou un facteur d'explosion sociale à retardement, selon le rythme de la transition démographique
- L'Afrique est riche en pétrole et en minéraux ; que cela soit une bénédiction ou une malédiction dépendra de la façon dont la rente correspondante sera utilisée
- 60 % des Africains vivront dans des villes en 2050; que celles-ci soient des centres dynamiques d'innovation et de croissance ou des méga-bidonvilles, terreau d'anarchie, dépendra de la façon dont la croissance des villes sera planifiée et gérée

... et trois risques spécifiques doivent être maîtrisés:

- Toutes les fragilités qui peuvent donner lieu à des conflits persistants et constituent une menace pour la sécurité, mettant en cause les perspectives d'investissement et de croissance
- Les inégalités au sein des pays et les disparités entre les pays qui ralentissent le rythme de réduction de la pauvreté et entravent la croissance économique à plus grande échelle
- Le risque de tomber dans le piège du revenu intermédiaire qui, déjà, freine l'évolution de certains pays d'Afrique à revenu moyen dans leur progression vers le statut de pays avancés

« Afrique 2050 » offre un cadre stratégique pour la gestion de ces chances et de ces risques et pour réaliser cette vision audacieuse. Le cadre comporte trois dimensions: des populations prospères jouissant de cohésion sociale, des économies compétitives et une Afrique intégrée. Des emplois et une croissance soutenue sont au cœur de cette vision et sont le moyen de construire l'Afrique 2050. Les programmes d'action devront être, bien sûr, spécifiques à chaque pays, mais dix questions concernent tout le continent:

Des populations prospères jouissant de cohésion sociale nécessiteront des politiques visant à :

- Promouvoir intégration et inclusion — Ceci exige d'égaliser les chances de telle sorte que ce soit le talent et l'effort qui déterminent les résultats, et non les revenus des parents, le lieu de naissance, le sexe ou l'origine ethnique. C'est un grand défi, car l'Afrique est la deuxième région la plus inégalitaire du monde et les disparités grandissent.
- Accélérer la transition démographique — Éduquer et créer des emplois pour 600 millions d'adultes en âge de travailler en 2050 dans un contexte dans lequel chaque travailleur aurait moins de personnes à charge est un défi, mais un défi réalisable. Faire cela pour 900 millions avec un nombre croissant de personnes à charge par travailleur est probablement infaisable. Le rythme de la baisse de la fécondité sera donc déterminant et dépendra des progrès réalisés dans l'éducation des filles et dans l'augmentation du taux de prévalence contraceptive.

- Renforcer le capital humain — Au-delà de l'égalité des chances, l'éducation et les compétences sont la pierre angulaire de la croissance économique future. Ils exigent des actions pour accroître les interventions auprès de la petite enfance, l'alphabétisation et des programmes de « seconde chance » la qualité de l'enseignement et la formation professionnelle.
- Réduire les conflits et les fragilités — Plus d'un quart des Africains sont touchés par des conflits. Au niveau régional, il est nécessaire de renforcer le rôle de médiation pré-conflits des institutions régionales et si leurs médiations échouent, leur capacité d'intervention militaire pour mettre fin à un conflit. Au niveau national, il est nécessaire de renforcer les institutions assurant la sécurité, l'économie et les services publics.

Des économies diversifiées et compétitives créatrices d'emplois nécessiteront des mesures pour :

- Favoriser la création d'emplois par le secteur privé — Seul le secteur privé peut créer les emplois nécessaires. Pour que les entreprises croissent et créent les emplois dont elles ont besoin, en plus de la stabilité macroéconomique, il s'agit de susciter une confiance suffisante dans les règles du jeu de l'investissement et une réelle concurrence pour entraîner l'amélioration de la compétitivité et la réallocation des ressources aux entreprises les plus productives. Les deux nécessitent qu'il soit mis fin à un capitalisme de collusion et à des rentes bureaucratiques. En outre les entreprises ont besoin d'un accès à des services d'infrastructures fiables et abordables. Deux domaines appellent particulièrement une action à l'échelle continentale : le transport et l'énergie électrique. Les coûts de transport élevés sont en partie imputables à l'insuffisance de ces infrastructures, mais aussi aux politiques de gestion des infrastructures. Une action est nécessaire pour améliorer la performance des ports, favoriser la concurrence dans le transport routier et introduire une politique de « cioux ouverts ». Les entreprises, qu'elles soient grandes ou petites, ne peuvent pas être compétitives sans accès fiable à l'électricité. Une action à l'échelle continentale est nécessaire pour étendre le réseau de distribution d'électricité et accroître les investissements dans la production d'énergie ; il s'agira de combiner l'investissement privé pour la production thermique et un partenariat public-privé pour l'hydroélectricité et le solaire hors réseau.
- Transformer l'agriculture — Il est possible d'augmenter la productivité agricole et les revenus des campagnes et accroître les exportations de produits agricoles grâce à une agriculture pluviale mécanisée dans les zones subhumides, des cultures de rente intensives dans les zones humides et une agriculture périurbaine intensive autour villes. Les principaux domaines d'action sont les suivants : améliorer l'accès à la terre et sa sécurité, la promotion de l'irrigation, le renforcement de l'utilisation d'engrais et la maîtrise mondiale de la technologie (y compris les organismes génétiquement modifiés).

- Mobiliser et investir la rente des ressources naturelles — L’Afrique est riche en pétrole et en minéraux. Pour que cette richesse amène à la « vision de 2050 », l’Afrique doit mobiliser une plus grande part des bénéfices tirés de ces ressources; les transformer en richesses humaines, physiques et financières, et favoriser le développement d’industries de services de classe mondiale. Cela exige la transparence dans les termes et les paiements, une expertise de classe mondiale en négociation de contrat, des règles de gestion des revenus retenus, des fonds de stabilisation et d’investissement qui reposent sur des règles et une programmation des finances publiques solide.
- Gérer l’urbanisation pour la croissance — Ce sont les entreprises privées qui stimuleront la croissance et la création d’emplois. Les villes doivent fournir non seulement des services urbains traditionnels à leurs résidents, mais doivent aussi se concentrer sur la création de l’environnement nécessaire pour attirer et soutenir les entreprises privées. Les autorités urbaines doivent accorder, de façon explicite, une attention aux politiques favorables aux entreprises, à l’aménagement du territoire, aux liens entre l’industrie et les universités et, surtout, à la sécurité. Les progrès exigeront des mesures pour établir des cadres structurants à travers des politiques et une fiscalité saines, des mécanismes de responsabilisation efficaces des élus municipaux et des habitants de la ville, et un « apprentissage par la pratique » en matière de renforcement des capacités municipales.

Un continent assumant un rôle mondial et bénéficiant de l’économie mondiale, devra agir pour:

- Promouvoir les échanges et la coopération régionale — La plupart des marchés africains sont petits et ils offrent peu de chances pour les entreprises de se développer, de se spécialiser et d’accroître la productivité et par conséquent de créer des emplois, sans accès à des marchés plus importants à la fois sous-régionaux et mondiaux. L’action la plus simple et la plus rentable est de « faire tomber les barrières » au sens propre et figuré. La première priorité des principales organisations économiques régionales et de leurs États membres devrait être d’identifier de manière pragmatique et puis de supprimer avec détermination les obstacles au franchissement des frontières pour les personnes et les marchandises.
- Faire du commerce et de l’investissement étranger direct (IED) et de l’aide la base des relations mondiales. Si l’Afrique veut rattraper son retard rapidement, elle doit passer directement à l’ouverture des marchés et à l’IED à la fois pour les biens et les services. L’accent mis sur l’identification et la levée des barrières à l’exportation et sur l’élargissement de l’accès au marché et l’intégration de la chaîne d’approvisionnement grâce à l’IED, à la fois avec les « anciens » et les « nouveaux » partenaires, sera déterminante. L’amélioration des échanges commerciaux et des partenariats faciliterait à la fois la croissance économique et le repositionnement de l’Afrique au niveau mondial, passant du statut de spectateur passif des débats mondiaux à celui de participant respecté.

Une meilleure gouvernance est essentielle à l'obtention de résultats. Les dix domaines d'actions évoqués ci-dessus sont importants, mais ils ne sont pas nouveaux. Le défi n'est pas d'identifier ce qu'il faut faire, mais sa mise en œuvre et la persévérance dans ce qui est nécessaire pour obtenir des résultats. Il y faudra des dirigeants pragmatiques concentrés sur les résultats et des institutions qui fonctionnent. Ainsi la clé du succès de la « vision de 2050 » se trouve dans la gouvernance et le fonctionnement des institutions.

Il y a un large consensus sur ce que la bonne gouvernance signifie, mais peu sur la façon d'y arriver. Il faut se concentrer sur le renforcement des capacités, la crédibilité et la responsabilité. Il y a cinquante ans, le problème était une faible capacité liée à l'héritage colonial. Ce n'est plus le cas. Le problème est aujourd'hui d'utiliser les compétences d'un grand nombre d'Africains hautement qualifiés. Les arrangements institutionnels sont cruciaux, un professionnalisme accru et la récompense des mérites sont nécessaires pour mobiliser le meilleur de l'Afrique. La crédibilité se construit sur les résultats et la responsabilisation. Cela exige des dirigeants concentrés sur l'obtention des résultats, suffisamment clairvoyants pour évoluer et faire face aux défis de demain et acceptant d'en être tenus pour responsables.

L'avenir de l'Afrique est entre ses propres mains. Aujourd'hui, le moment critique que nous vivons offre l'occasion de rompre avec le passé et de réaliser la vision d'un continent transformé en 2050. Le coût de l'échec serait énorme en termes humains et conduirait à une marginalisation mondiale. Le revenu par habitant serait inférieur de plus de 10.000 dollars américains ; environ 40 % de la population (900 millions) seraient incapables d'accéder à la classe moyenne et 15 % supplémentaires de la population (325 millions) resteraient enlisés dans la pauvreté. Avec la plupart des pays africains à l'approche d'un siècle d'indépendance, un continent comprenant un quart de la population mondiale mais seulement 3 % de l'activité économique serait non seulement très peu attrayant, mais trouverait également sa stabilité politique et sociale gravement menacée.

En plus des questions de fond évoquées ci-dessus, quatre éléments incontournables sont susceptibles de faire la différence entre le succès et l'échec : la capacité des dirigeants à centrer leur action sur une vision à long terme et la recherche des résultats malgré la pression de tous les jours ; la volonté de tous les Africains de conserver une approche pragmatique pour l'élaboration des politiques plutôt que des approches idéologiques ou géopolitiques ; la réussite dans la promotion d'une plus grande confiance entre les pays de la région, ainsi que la détermination et la capacité des dirigeants africains à moderniser la gouvernance et à renforcer les institutions grâce à une meilleure transparence et une plus grande responsabilisation.



# Introduction



Chapitre

**1**

## Contexte

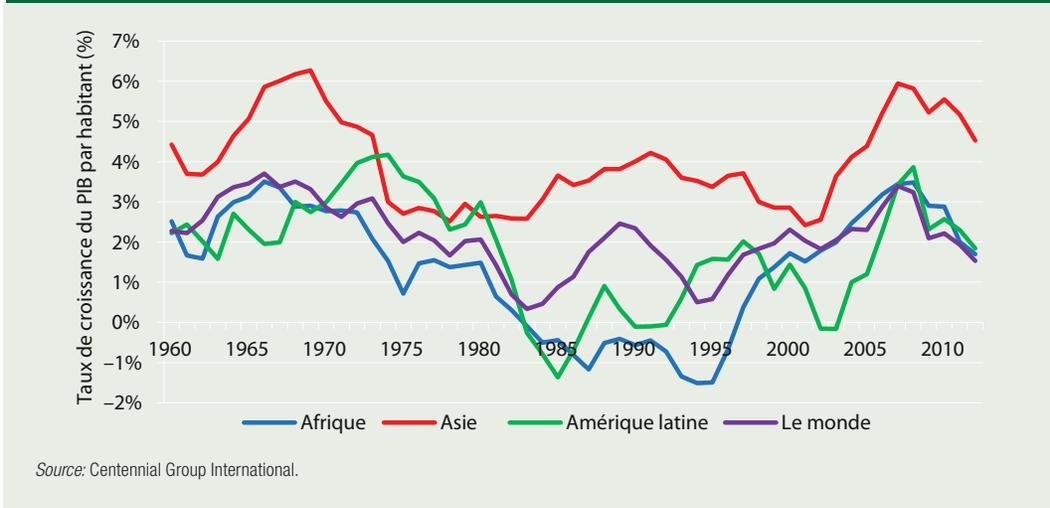
L'Afrique est à un tournant décisif. Après des décennies de performances décevantes, les actions qui seront entreprises par ses dirigeants détermineront les réponses aux aspirations grandissantes des Africains et donc leur avenir: une société solidaire, une population prospère, des économies compétitives et le développement des synergies régionales et globales.

Après le tournant du milieu des années 1990, la performance économique et sociale de l'Afrique au cours de la dernière décennie a été très forte et ouvre la voie à un effort plus ample et concerté pour tirer parti de ce succès initial à travers un programme complet visant à répondre aux aspirations de son peuple. L'Afrique est ainsi devenue la seconde région à forte croissance dans le monde au cours de cette période derrière l'Asie, mais devant l'Amérique latine, l'Europe et l'Amérique du Nord. Le PIB a progressé de 4,5 % et le revenu par habitant a crû en moyenne de 2,2 % par an; le taux de pauvreté médian a chuté au total d'environ 10 points de pourcentage et est ramené autour de 43 %. En même temps, le taux médian de mortalité infantile chez les enfants de moins de 5 ans est passé de 135 décès pour mille à 93 et le taux brut de scolarisation primaire s'est accru de 35 points pour s'établir à 110 %.

## Aspirations croissantes

Depuis 1995, les économies africaines ont donc connu une croissance économique impressionnante. Ce succès apporte avec lui de nouveaux défis. Deux en particulier méritent d'être soulignés. Tout d'abord, l'histoire économique nous enseigne que très peu de pays ont réussi à maintenir une forte croissance économique ininterrompue pendant une génération ou plus. Le continent devra ainsi faire face à des défis de taille pour maintenir au cours des 40 prochaines années la dynamique économique acquise depuis le début du redressement en 1995. Deuxièmement, la réussite récente de l'Afrique a entraîné une augmentation des aspirations de ses peuples et du monde entier pour des performances encore meilleures à l'avenir. Comme les événements récents en Afrique du Nord et au Moyen-Orient l'ont montré clairement, les populations et surtout la jeunesse peuvent se sentir frustrés si leurs aspirations ne sont pas respectées.

Graphique 1 | **Les économies Africaines ont marqué un tournant depuis 1995 (taux de croissance du PIB par habitant sur cinq ans - 1960-2012)**



Ces aspirations croissantes ont ravivé à la fois l'espoir d'une vie meilleure et le désir de l'obtenir. Elles sont attisées par la révolution des communications qui permet une information instantanée sur ce qui se passe ailleurs.

Ces aspirations peuvent se résumer en demandes d'emplois décents dans la dignité. La richesse des ressources humaines et naturelles du continent et le renforcement des institutions postindépendance pour la plupart de ses 54 pays au cours des quelque 50 années peuvent fournir les bases nécessaires pour répondre à ces aspirations.

Au cours de la dernière décennie, la croissance économique a continué de s'améliorer mais l'Afrique n'a pas rattrapé le reste du monde ni les économies émergentes à croissance rapide comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie ou la Turquie. Les Africains sont conscients des expériences de ces pays et veulent que les leurs deviennent des économies émergentes suivant l'exemple de l'Asie de l'Est et de l'Amérique latine. Ils sont conscients aussi fréquemment d'une inégalité croissante chez eux -parfois due à la corruption, aux intérêts particuliers, et l'accaparement de l'État- par des minorités de privilégiés. Cela conduit à l'intensification de leur frustration devant leurs aspirations insatisfaites.

Les principaux obstacles pour répondre à ces aspirations sont la complaisance et une insuffisante volonté politique de s'attaquer aux grands problèmes tels que le manque d'accès à une éducation de qualité, la mauvaise utilisation des revenus des ressources naturelles, la résistance des intérêts particuliers, le climat peu attractif pour l'investissement et la mauvaise gouvernance. La complaisance se répand d'autant plus qu'après une décennie de forte performance, il est facile de tomber dans l'illusion que les fortes performances sont une tendance qui va

quasi-automatiquement se poursuivre. Une détermination insuffisante peut résulter d'une sous-estimation du défi; or, même la poursuite des performances de la dernière décennie ne suffirait pas pour répondre aux aspirations des populations et permettre à l'Afrique de rattraper le reste du monde. Les défis à relever sont donc grands et politiquement complexes.

Ce qui doit être fait est en grande part connu, mais le comment l'est moins. La volonté politique et le leadership qui devront s'assurer que la tâche est accomplie, seront mis à rude épreuve.

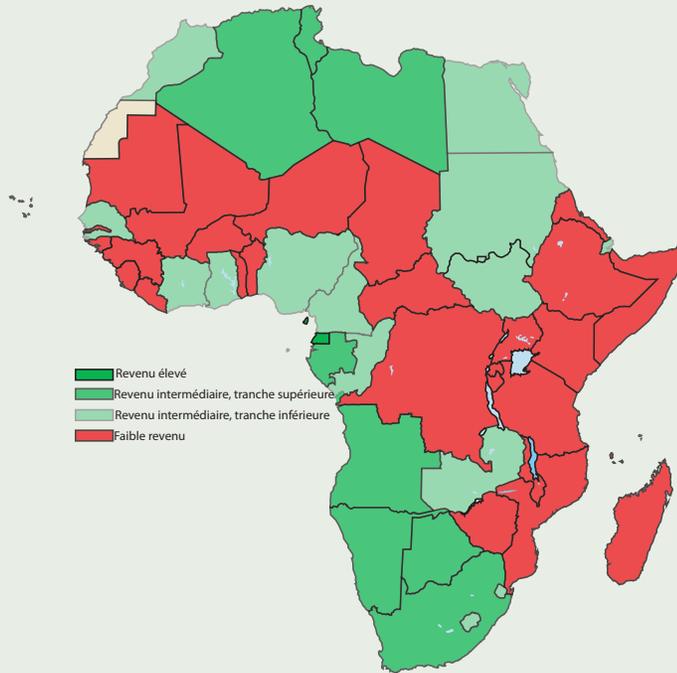
### **Une région très diverse et hétérogène**

L'Afrique est sans doute la région la plus diverse et hétérogène du monde. L'Afrique continentale, avec ses 54 pays, est le deuxième plus grand continent à la fois en termes de superficie et de population. Compte tenu de sa taille et du nombre de pays, elle est également exceptionnellement diverse. Son histoire va d'anciens royaumes à des sociétés tribales. Sa géographie englobe tout, des déserts aux forêts tropicales. Ses dotations en ressources naturelles varient selon les pays, les uns regorgeant de pétrole et de richesses minières et les autres se contentant de sols pauvres. Ces pays sont de tailles variables : six ont une population inférieure à 1 million, tandis que trois (l'Égypte, l'Éthiopie et le Nigeria) ont une population supérieure à 80 millions. Au niveau national, cette diversité est encore plus grande dans une grande partie du continent à cause des frontières tracées par les autorités coloniales qui ont plus souvent divisées plutôt qu'uni des identités ethniques, géographiques ou historiques.

La diversité économique est aussi frappante que la géographie, l'histoire ou la culture (voir graphique 2). Le continent compte 27 pays à revenus intermédiaires, y compris ceux à revenus intermédiaires supérieurs tels que l'Algérie, le Botswana, l'Afrique du Sud et la Tunisie qui ont atteint ce statut depuis des décennies. Cependant, parmi les 21 pays africains qui étaient des pays à revenus intermédiaires il y a 25 ans, aucun n'est atteint le niveau supérieur aujourd'hui. L'Afrique comporte aussi 27 pays à faibles revenus avec une population totale de 490 millions (soit 47 % des Africains), dont 8 pays avec une population de 207 millions, soit un revenu moyen par habitant inférieur à 1,25 USD par jour.

Il n'y a donc pas « une Afrique », mais plusieurs qui se partagent un seul continent, des frontières et une histoire des échanges entre de riches royaumes il y a des siècles et un contrôle étranger pendant une grande partie du 19e et du début du 20e siècles. Aujourd'hui, elle compte un certain nombre d'institutions panafricaines telles que l'Union africaine (UA), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Banque africaine de développement (BAD). Les dirigeants politiques de la région se réunissent maintenant régulièrement pour discuter de questions d'intérêt commun et pour construire des approches et des stratégies communes pour promouvoir le progrès économique et social régional. La demande conjointe de la CEA et de l'UA au Forum des marchés émergents pour l'élaboration de ce rapport est une illustration de ce type d'initiatives.

Graphique 2 | **L'Afrique est en grande partie constituée de pays à revenus faibles ou intermédiaires**



Source: Centennial Group International.

De telles études à l'échelle régionale ont à la fois des avantages et des limites. Elles sont d'excellents moyens pour élaborer et débattre une vision pour la région dans son ensemble, identifier des opportunités et des défis communs et pour s'entendre sur un cadre général pour sa réalisation. Mais au-delà, les stratégies spécifiques ainsi que les programmes d'action et leur calendrier doivent être développés au niveau de chaque économie en fonction de ses circonstances particulières, y compris son histoire économique et politique, les aspirations de son peuple, son stade de développement, sa dotation en ressources et la sophistication de ses institutions et de sa gouvernance.

### L'ambition particulière de notre étude

Le point de départ de ce rapport est une vision de ce que l'Afrique pourrait être dans 40 ans ou dans deux générations. La vision est délibérément fondée sur les objectifs ambitieux dans des domaines économiques et sociaux déterminants. Si elle est clairement ambitieuse, la vision n'en demeure pas moins réaliste. L'étude identifie aussi les enjeux-clés multi-générationnels et transversaux, enfin, les défis et les risques auxquels il faut s'attaquer de toute urgence pour la réaliser.

Le but en est d'inspirer et de faire grandir les ambitions de tous les Africains et leurs dirigeants. Les autres caractéristiques distinctives de cette étude sont les suivantes:

- Elle est le fruit des efforts d'une équipe internationale très expérimentée sans a priori institutionnel ou idéologique.
- Elle associe un travail analytique sur les leçons tirées d'autres régions, en particulier d'Asie et d'Amérique latine, avec les meilleurs travaux qui existent déjà sur l'Afrique.
- Elle propose un cadre qui transcende les débats idéologiques traditionnels et donne une priorité égale à trois conditions préalables pour sa réalisation: mettre davantage l'accent sur les personnes et la cohésion sociale ; améliorer sans cesse la compétitivité des économies africaines et augmenter la coopération, le commerce et les flux de capitaux au sein du continent et avec le reste du monde.
- Le rapport met l'accent sur des questions multi-générationnelles qui nécessitent de longs délais de mise en œuvre et qui sont essentielles pour que l'Afrique réponde aux aspirations grandissantes de sa population.

### **Hypothèses de travail et choix méthodologiques**

L'étude est basée sur un certain nombre d'hypothèses concernant l'économie mondiale. Il est d'abord supposé que l'ensemble du monde restera calme et qu'il n'y aura pas de conflit militaire de grande envergure, ni de calamité naturelle ou d'origine humaine (par exemple, une guerre nucléaire) affectant une grande partie de l'humanité. Deuxièmement, comme au cours des 50 dernières années, le changement historique de l'équilibre de l'économie mondiale, de l'Amérique du Nord et de l'Europe pour le soi-disant « Sud » continuera pacifiquement. Troisièmement, les systèmes financiers et commerciaux mondiaux resteront stables et continueront leur mondialisation, avec des hauts et des bas liés aux cycles économiques. Quatrièmement, les changements climatiques resteront dans la fourchette actuellement anticipée par la communauté scientifique. Enfin, le rythme du progrès technologique et le recul des limites de la productivité seront similaires à ceux réalisés au cours du siècle dernier. Si une ou plusieurs de ces hypothèses n'était pas avérée, les résultats pour l'économie mondiale dans son ensemble -y compris pour l'Afrique- pourraient bien se situer hors des scénarios décrits par cette étude.

L'étude n'est pas exhaustive. Au contraire, elle couvre un nombre limité de sujets qui auront un impact décisif sur les économies africaines au cours des 40 prochaines années. Les critères de choix des sujets incluent la nature intergénérationnelle des questions, l'interaction horizontale entre les questions et la disponibilité des données pour la totalité ou la grande majorité des pays. En outre, compte tenu des ressources limitées et du temps disponible, l'étude ne couvre pas certains sujets importants récemment couverts par d'autres travaux approfondis et de qualité discutés par ailleurs avec les décideurs africains. Ces sujets (changement climatique, besoins

nationaux et régionaux d'infrastructures, intégration régionale) sont pris en compte dans l'étude, mais une analyse détaillée et les programmes d'action connexes ne sont pas développés ici.

# Une vision 2050 pour répondre aux aspirations Africaines



Si des mesures sont prises pour soutenir et accélérer la croissance récente des économies africaines les plus performantes et propager cette performance à celles qui ont le moins réussi, les aspirations croissantes de leurs populations pourront être respectées et l’Afrique de 2050 sera un continent transformé. Une telle croissance implique un capital humain très enrichi, des taux d’investissement plus élevés, mais, plus encore, une croissance accélérée de la productivité par l’adoption rapide des technologies modernes, une réaffectation des ressources à travers l’économie et des améliorations fondamentales au sein des institutions et de la gouvernance. Les emplois sont essentiels pour parvenir à une telle transformation. Ils constituent le meilleur moyen d’améliorer la vie des populations; ils sont peut-être l’outil le plus important pour répondre aux aspirations des Africains.

La vision de l’Afrique en 2050 décrite ci-dessous n’est pas une prévision. En fait, elle ne constitue qu’un des nombreux scénarios possibles, le scénario de convergence modélisé dans la section 8 de ce rapport. Il s’agit d’un scénario dans lequel la convergence des niveaux de vie est liée au libre-échange qui augmente les salaires dans les pays de main-d’œuvre abondante; il conduit à l’intensification du capital dans les pays à ratios capital/travail faibles et surtout à une croissance de la productivité accélérée pour rattraper les niveaux atteints dans les économies avancées. C’est la vision de ce que pourrait être une Afrique répondant aux attentes de ses habitants et rattrapant le reste du monde en termes de productivité et de revenus.

## Vue d’ensemble

Dans un tel scénario, l’Afrique en 2050 serait peuplée d’environ 2 milliards de personnes, avec une main-d’œuvre productive et qualifiée de 1,1 milliard de travailleurs. Ce serait la région la plus jeune du monde, avec une main-d’œuvre plus importante que celle de la Chine ou de l’Inde. La majorité des gens vivrait dans les villes plutôt que dans les zones rurales.

Une baisse rapide des taux de fécondité aurait permis au continent de modérer la croissance de la population et aurait permis aux économies de fournir une éducation et une formation de qualité aux jeunes les dotant ainsi d’une main-d’œuvre plus productive utilisée et de bons emplois. Les économies généreraient notamment des emplois plus stables et mieux rémunérés dans un

secteur privé en croissance rapide. Le continent pourrait récolter les bénéfices d'un dividende démographique analogue à celui de l'Asie de l'Est ces 30-40 dernières années.

L'Africain moyen jouirait d'une augmentation de près de six fois du revenu par habitant (17.500 USD contre 2.900 USD aujourd'hui (2.010 dollars PPA) ; ceci porterait le revenu moyen par habitant à la moitié de la moyenne mondiale (contre un quart aujourd'hui). 1,4 milliard d'Africains supplémentaires auraient rejoint la classe moyenne et le nombre des pauvres aurait baissé de plus de 300 millions, soit une baisse de 8 %. La grande majorité des pays aurait obtenu une réduction sensible des disparités et les inégalités permettant une croissance mieux partagée.

En parallèle à cette croissance économique plus soutenue, les pays parviendraient à d'importantes améliorations en ce qui concerne la qualité de vie et les indicateurs sociaux. Le continent aurait un accès universel (99 %) à une énergie électrique fiable, à l'eau potable et à une hygiène de base, à un enseignement primaire et secondaire et aux soins de santé. La grande majorité des Africains vivrait sans craindre la violence et la criminalité.

En maintenant un taux de croissance annuel moyen de 6,6 % entre 2012 et 2050 (par rapport à 4,5 % ces quinze dernières années), la part de l'Afrique dans le PIB mondial aurait plus que triplé pour atteindre 9 % comparativement à 2,7 % en 2011.

### **Les peuples, les économies et le continent**

La vue d'ensemble de la réussite économique de l'Afrique se manifesterait dans la qualité de vie de sa population, le dynamisme de son économie et un rôle accru du continent sur la scène mondiale.

#### *La population et la société - Des emplois pour changer les conditions de vie*

La transformation la plus révélatrice du continent serait une forte réduction de la pauvreté et des inégalités grâce à l'emploi. Les hommes et les femmes souhaitant travailler non seulement trouveraient des emplois, mais ils accéderaient aussi à des emplois plus productifs permettant une amélioration significative des revenus et de la sécurité de l'emploi. La majorité des Africains ferait partie de la classe moyenne. Cette combinaison permettrait de répondre aux aspirations des Africains en ce qui concerne de bines meilleurs standards de vie et leur dignité.

Les détails varieraient selon les pays, mais dans l'ensemble, les parts de l'emploi dans les services et l'industrie manufacturière auraient progressé, avec la plus forte croissance portant sur des emplois rémunérateurs. L'emploi dans les entreprises familiales serait encore important, mais même là, la productivité aurait progressé en raison d'une main-d'œuvre plus qualifiée, des investissements plus importants et des services plus élaborés recherchés par la classe moyenne. D'ici 2050, les pays africains auront développé le capital humain nécessaire pour une croissance rapide, inclusive et créatrice d'emplois, de cohésion sociale et s'accompagnant de gouvernements plus responsables.

Une transition démographique accélérée vers une baisse de la fécondité et une mortalité plus faible aura permis l'investissement accru dans le capital humain. Une main-d'œuvre bien formée, qualifiée et en bonne santé aura renforcé la transformation économique de plusieurs manières : par l'accélération de la transition démographique, l'accroissement de la productivité, l'amélioration de la capacité d'adaptation et d'innovation, la promotion, enfin, des compétences managériales et techniques nécessaires au fonctionnement de plus en plus complexe des systèmes socio-économiques. Les développements ci-dessus permettraient non seulement de multiplier plusieurs fois le revenu par habitant mais aussi de réduire fortement les inégalités dans les revenus et dans la participation aux processus politiques.

Comme le reste du monde, l'Afrique se sera urbanisée. Près de deux Africains sur trois vivront dans des villes, petites et grandes. Le continent aura opéré une mutation des zones rurales vers les sociétés urbaines, avec près de 90 % de l'activité économique (PIB) venant des cités champignons et des villes.

La classe moyenne en pleine croissance, à son tour, suscitera une bien meilleure gouvernance à travers tout le continent. D'ici 2050, le continent devrait avoir des gouvernements compétents, responsables envers leurs citoyens en matière de sécurité, d'état de droit et de services sociaux essentiels. Des systèmes politiques divers s'accompagneront cependant d'un sens suffisant de la responsabilité et de la redevabilité pour donner aux citoyens la confiance nécessaire pour investir et pour empêcher l'accaparement de l'État par quelques familles influentes ou par les proches du pouvoir. Ainsi, les populations verraient leur propre avenir dans leur propre pays. La recherche de visas pour émigrer ou de moyens pour placer l'argent à l'étranger ne feront plus partie des préoccupations de la population.

Le continent finirait par se débarrasser de la malédiction des conflits et des violences émanant de la fragilité initiale de nombreux pays. L'amélioration de la sécurité contribuerait à l'amélioration de la productivité et à une plus grande confiance en l'avenir, source d'investissements et d'innovation.

### *Économies - Des investissements privés pour la création d'emplois*

Emplois et main-d'œuvre qualifiée auraient transformé le continent grâce à l'accroissement de la compétitivité et de la productivité des économies. Le secteur privé serait devenu le moteur principal de la nécessaire création d'emplois. La baisse des coûts et une productivité accrue, combinées à de plus grands marchés extérieurs, auraient conduit à une forte augmentation de l'investissement privé entraînant la diversification et la création d'emplois. Les entreprises à travers l'Afrique disposeraient de plus grands marchés sous-régionaux, grandiraient et seraient devenues plus compétitives en réponse à la forte concurrence commerciale, à la baisse des coûts des intrants, du transport, de la logistique et d'autres services d'infrastructures. Ainsi, les niveaux de productivité continueraient à rattraper les meilleures pratiques mondiales.

Une transformation fondamentale et les percées de la productivité de l'agriculture africaine auront permis à la population rurale de jouir d'une augmentation des revenus tout en augmentant la rentabilité des exploitations, grandes et petites. La part de l'agriculture dans l'emploi aurait baissé mais une bien meilleure productivité conduirait à une augmentation de la production agricole en réponse à la demande d'exportation pour les céréales et les cultures spécialisées et la forte demande urbaine pour les produits plus chers comme les fruits, les légumes, les produits laitiers et la viande. Le continent serait devenu un important fournisseur de produits agricoles pour le reste du monde.

L'Afrique continuerait à approvisionner les marchés mondiaux du pétrole, du gaz et des minéraux. Elle garderait cependant une plus grande part des revenus d'exploitation ; elle utiliserait ces ressources pour les investir dans le capital humain et dans des infrastructures physiques ; elle éviterait les cycles d'expansion et de ralentissement liés aux fluctuations des prix des matières premières et mettrait en place des mécanismes assurant des ressources aux générations futures alors même que les gisements seraient épuisés.

La plupart des économies seraient caractérisées par des entreprises en plein essor et de différentes tailles. Entre 20 à 30 entreprises africaines se classeraient parmi les 500 premières entreprises mondiales. De nombreuses entreprises plus petites, issues du secteur informel, seraient intégrées dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les entreprises de toutes tailles auraient accès à la technologie nécessaire, aux services de communication et de conseil, ainsi qu'au - financement d'un secteur financier mieux établi, y compris des institutions financières non bancaires. Plus important encore, des entreprises de toutes tailles auraient accès à une électricité fiable, à l'eau, à l'assainissement et aux infrastructures de transport. Les partenariats public-privé seraient monnaie courante, en particulier dans la construction d'infrastructures et de logements à faible coût.

Des villes grandes et petites bien gérées disposant de structures de gouvernance transparentes et responsabilisées contribueraient à la croissance économique, fournissant des services essentiels aux normes internationales et attirant les investissements grâce à un environnement favorable au secteur privé. Les villes agiraient en incubateurs d'innovation et de développement des petites et moyennes entreprises. Elles seraient les centres de création d'emplois et de poursuite des progrès de niveau de vie, accueillant une main-d'œuvre mieux instruite et plus nombreuse.

### *Continent africain - Des marchés plus vastes pour favoriser les investissements et les emplois à plus forte productivité*

Une approche de l'intégration économique régionale, pragmatique et orientée vers des résultats, créerait des marchés sous-régionaux unifiés pour les biens, les capitaux et les personnes.

Cela augmenterait considérablement augmenté la taille des marchés pour les entreprises basées en Afrique et leur permettrait de réaliser les économies d'échelle nécessaires pour faire face à la compétition sur les marchés mondiaux. Le commerce intra-régional progresserait de 11 % du commerce total à environ 25 %.

L'Afrique dans ses relations avec le reste du monde serait sur un meilleur pied d'égalité grâce surtout au commerce, à l'investissement et à l'échange de technologies et de connaissances. Elle saisirait les opportunités offertes par la convergence de l'OCDE et des pays émergents ainsi que le déplacement du poids économique mondial vers ces derniers. Elle serait autonome et aurait une voix respectée. Le commerce et l'investissement remplaceraient pour l'essentiel l'aide étrangère bilatérale et conditionnelle sur la base d'accords négociés au niveau régional ou continental. L'Afrique serait un débouché intéressant et deviendrait une destination de choix pour les IDE mondiaux.



# Perspective historique et enseignements tirés d'Asie et d'Amérique latine



## Performance passée

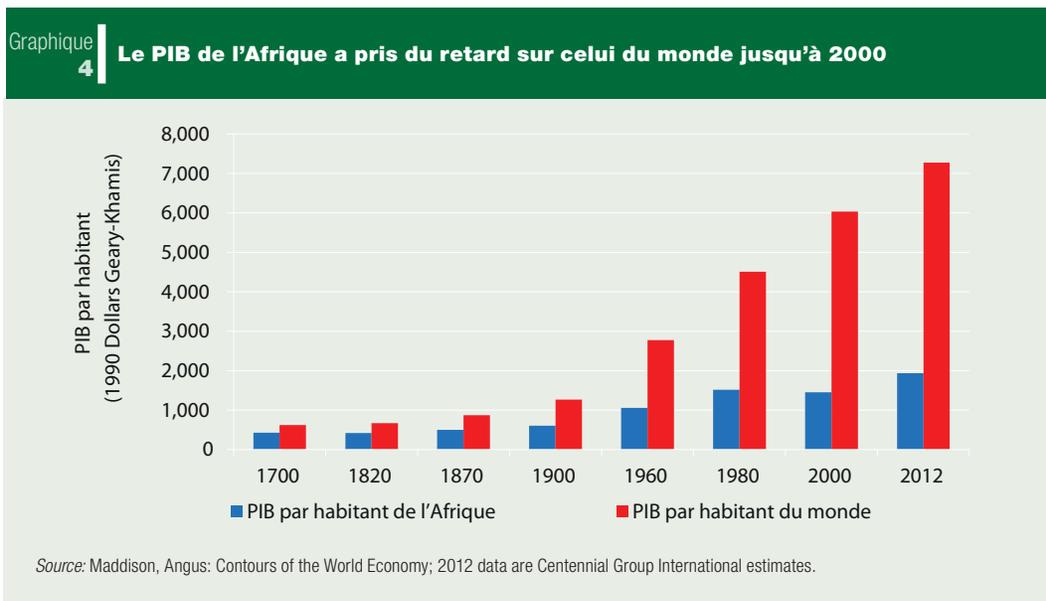
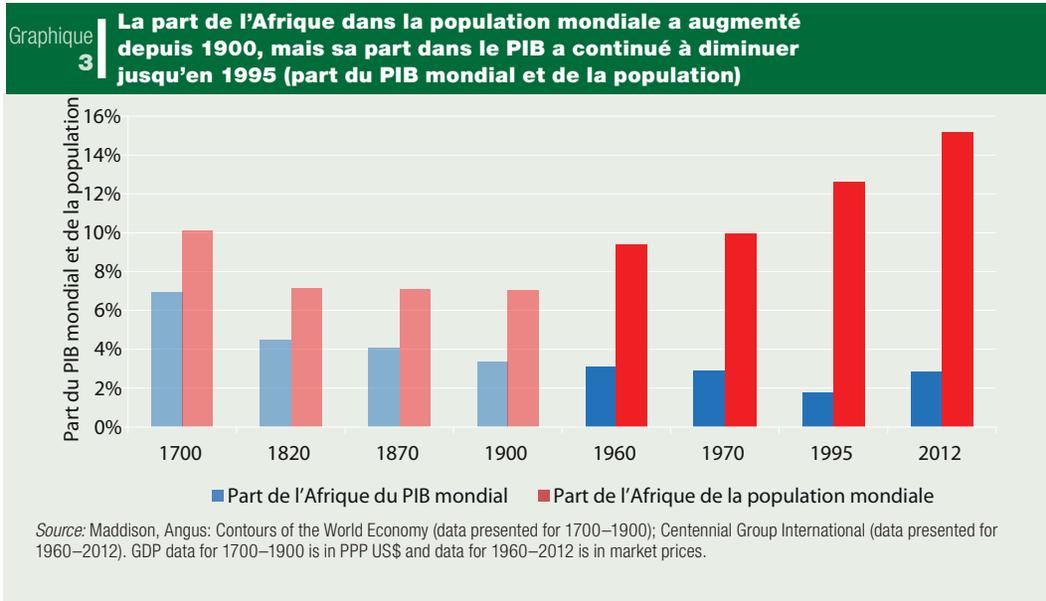
Savoir d'où l'on vient, où l'on se situe actuellement est essentiel pour arriver là où l'on souhaite. La compréhension du passé est en soi un défi pour l'Afrique car elle est très diverse. Dans un continent plus ouvert dont les pays seraient mieux interconnectés, cette diversité d'expériences et de dotations en ressources naturelles constitueraient un atout car, même si l'Afrique a beaucoup à apprendre de l'expérience des autres économies émergentes, elle n'a pas besoin de toujours chercher des solutions à l'extérieur de ses frontières. Si de « meilleures pratiques africaines » étaient généralisées dans tout le continent, que ce soit dans les soins mères-enfants, dans la responsabilisation des enseignants envers les parents, dans la gestion fiscale et celle des revenus issus des ressources naturelles, enfin en matière d'état de droit, l'Afrique en serait transformée.

## *Divergences à long terme*

Économiquement, l'Afrique s'est écartée du reste du monde pendant trois siècles. Quelles qu'en soient les raisons (conquêtes étrangères, perturbations sociales liées à la traite des esclaves, institutions économiques d'exploitation sous la domination coloniale), l'Afrique n'a pas profité de la hausse de la productivité et des revenus par habitant des 18e, 19e et début du 20e siècles. En conséquence, sa part de PIB mondial en 2012 était inférieure à la moitié de celle qui a été estimée pour 1700 (voir Graphique 3). Sa part dans la population mondiale a diminué au cours des 18e et 19e siècles, mais a rapidement augmenté au 20e siècle. Par conséquent, malgré une certaine croissance du revenu par habitant de l'Afrique au cours du siècle dernier, sa part du revenu mondial par habitant reste aujourd'hui inférieure à celle de 1700 (voir Graphique 4).

L'écart de performance économique entre l'Afrique et le reste du monde peut représenter aujourd'hui une opportunité énorme si l'on s'y attaque de façon audacieuse. L'Asie en fournit un exemple clair; sa part du PIB mondial a également diminué au 19e siècle et au cours de la première moitié du 20e siècle, mais elle a rebondi de façon spectaculaire au cours des 50 dernières années. Une grande partie du reste du monde a déjà bénéficié de puissants facteurs de productivité depuis la révolution industrielle au 18e siècle, tels que l'eau potable et l'hygiène publique, de meilleurs soins médicaux, la baisse des coûts de transport, l'accès généralisé à l'électricité et, plus

récemment, de la révolution des technologies de l'information. Tel n'est pas le cas de l'Afrique. Le rattrapage ne sera pas facile, mais il est incontestablement possible et susceptible de conduire



à d'importants gains de productivité, en brûlant des étapes grâce aux nouvelles technologies comme cela se produit déjà dans plusieurs pays de cette région.

### *Les 50 dernières années depuis l'indépendance*

Depuis les années 1960, quand la plupart des pays africains ont accédé à l'indépendance, la performance économique de l'Afrique n'a pas été, bien sûr, uniforme selon les pays. Elle peut être évaluée en plusieurs sous-périodes. En termes plus généraux, trois périodes distinctes apparaissent au niveau de la région dans son ensemble. La première décennie après l'indépendance se traduit par un fort rebond du taux de croissance mais de courte durée. Puis, de 1970 à 1995, une combinaison de politiques économiques non viables, les chocs externes, l'échec à s'adapter à des conditions économiques changeantes et des politiques d'exclusion de plus en plus fortes, donnent lieu à 25 ans de ralentissement de la croissance, aboutissant à une stagnation des progrès dans la plupart des secteurs sociaux. Cela a continué pratiquement jusqu'en 1995. Depuis lors, de douloureux ajustements économiques, une gestion macro-économique plus saine et une plus grande ouverture au commerce et à l'activité du secteur privé, favorisée essentiellement par l'amélioration spectaculaire des prix des produits de base dans la dernière décennie, et une réduction importante de la charge de la dette extérieure.

En plus de la croissance rapide au cours de la dernière décennie, la plupart des économies africaines ont également relativement bien résisté à la crise financière mondiale de 2008, certains en raison d'importantes réserves externes résultant des exportations de ressources naturelles, d'autres en raison de leur faible intégration à l'économie mondiale qui les appauvrit par ailleurs et, pour les quelques plus performants, grâce à une gestion macroéconomique solide, les réformes bancaires et la diversification des exportations (voir annexe 1).

Au cours de ces mêmes 50 années, de nombreuses autres régions en développement, surtout l'Asie, ont joui sans interruption, d'une plus forte croissance économique et d'une croissance démographique ralentie. En conséquence, le PIB par habitant de l'Asie a grimpé en flèche par rapport à la moyenne mondiale tandis que celui de l'Afrique stagnait. La performance de l'Asie montre qu'une croissance soutenue élevée est possible. Cela peut les aspirations et les attentes sociales, politiques et économiques des Africains dans un monde de plus en plus interconnecté. La croissance soutenue du Japon, suivie par celle des « tigres asiatiques » nouvellement industrialisés, et maintenant de la Chine et de l'Inde, montre qu'une croissance forte et soutenue est possible, même dans des pays étonnamment différents en matière de taille, de disponibilité de ressources, de capital humain initial, de culture et de régimes politiques.

### **Enseignements tirés de l'Asie et de l'Amérique Latine**

L'Afrique et l'Amérique latine partagent un certain nombre de caractéristiques: de riches dotations en ressources naturelles, des économies fortement dépendantes des exportations de

Entre 1965 et 2009, le revenu par habitant des PNI a progressé à un taux annuel moyen de 5,8 %, tandis que l'Amérique latine a enregistré un taux de croissance de seulement 1,8 %. En conséquence, en termes de revenu par habitant, les PNI -qui accusaient un retard marqué par rapport à l'Amérique latine en 1965 (1,794 USD contre 3918 USD, dollars américains constants 2011)- ont bondi au-dessus de l'Amérique latine (23 554 USD par rapport à 8,776 USD). Ceci illustre comment les économies les plus dynamiques d'Asie, désormais rejointes par la Chine et l'Inde, ont continué à converger avec les meilleures pratiques mondiales, alors que la plupart des économies latino-américaines sont restées engluées dans le piège des pays à revenu intermédiaire. Les différences principales entre l'Asie et l'Amérique latine sont les suivantes :

- Les dirigeants politiques en Asie orientale se sont intensément concentrés sur les questions économiques et ne se sont pas laissés distraire par des questions géopolitiques ou des débats idéologiques, contrairement à l'Amérique latine.
- Tous les pays de l'Asie orientale qui ont réussi, ainsi que la Chine et l'Inde, ont réalisé des gains importants de productivité totale des facteurs (PTF), alors que celle des pays latino-américains a stagné.
- Les pays asiatiques ont des taux d'épargne et des taux d'investissement plus élevés que ceux de l'Amérique latine (51 % contre 23 % du PIB).
- L'Asie a mis davantage l'accent sur le développement humain et un accent important sur la récompense des mérites dans son système d'éducation, des normes de formation scolaires beaucoup plus élevées et un nombre nettement plus grand d'ingénieurs, de scientifiques et de médecins parmi ses diplômés.
- L'investissement de l'Asie, à la fois publics et privés, dans les infrastructures a été beaucoup plus élevé ; elle a aussi consolidé les marchés financiers, en particulier les institutions financières non bancaires.
- Les PNI ont une économie beaucoup plus ouverte que celle de l'Amérique latine, avec un ratio total des échanges par rapport au PIB de 196 % contre 45 % pour l'Amérique latine.
- L'Asie de l'Est a considérablement restructuré sa production au cours des 40 dernières années pour devenir une plaque tournante de l'industrie manufacturière du monde, tandis que les économies latino-américaines restent fortement tributaires de produits de base et des produits agricoles.
- Le commerce régional (plus de 55 %) et les flux d'investissements (IDE) en Asie de l'Est sont beaucoup plus élevés et approchent le niveau de ceux de l'Union Européenne ; ces flux sont déterminés par sur le marché grâce à un réseau de production étendu, faiblement existant en Amérique latine, mis en œuvre par des entreprises privées.
- Alors même que les économies asiatiques ont évolué du statut de pays à revenus faibles à celui de revenus intermédiaires puis à celui de revenus intermédiaires supérieurs, leur répartition du revenu et d'autres indicateurs sociaux sont restés beaucoup plus équitables, tandis que l'Amérique latine continue de subir les plus fortes disparités parmi toutes les régions du monde.
- La répartition plus équitable des revenus et des actifs de l'Asie orientale lui a permis de développer plus rapidement une classe moyenne plus nombreuse qui est progressivement devenue un moteur de l'innovation, de l'entrepreneuriat et de la consommation intérieure, alimentant ainsi la croissance économique.

produits de base, une grande influence du marché mondial des produits de base sur l'activité économique, de grandes étendues peu peuplées, une forte dépendance à l'égard des économies de marché développées en Amérique du Nord et en Europe jusqu'à récemment, de grandes inégalités internes, un secteur « informel » important et des industries de transformation relativement peu développées. On observe cependant de nombreuses différences importantes entre les deux régions, et la grande différence entre les revenus par habitant n'est pas la moindre de celles-ci. L'Afrique peut tirer les leçons des performances de développement de l'Amérique latine et surtout d'une analyse des facteurs qui expliquent les performances très différentes avec l'Asie orientale et en particulier des pays dits nouvellement industrialisés (PNI) (voir encadré 1).

Les principaux enseignements politiques pour l'Afrique de cette comparaison entre l'Asie et l'Amérique latine (voir l'encadré 1) sont les suivants:

Pragmatisme plutôt que dogmatisme. Les pays asiatiques (et les économies prospères à travers le monde) ont porté une attention particulière aux principes économiques fondamentaux. Ils ont maintenu la stabilité macro-économique, exploité pleinement les opportunités offertes par l'économie mondiale, gardé des taux élevés d'épargne et d'investissement (y compris dans le capital humain), laissé les marchés allouer des ressources et bénéficié de gouvernements crédibles et compétents dotés d'un leadership fort. Ces principes fondamentaux sont nécessaires mais non suffisants. Les pays asiatiques les ont complétés avec de nombreuses autres initiatives politiques visant à promouvoir une croissance plus rapide. Une des clés de leur réussite a été de prendre ces décisions complémentaires sur la base d'un total pragmatisme poursuivant des résultats plutôt que l'adhésion à une idéologie particulière. Les politiques et les actions qui réussissent ont été développées et, surtout, celles qui n'ont pas donné de résultat ont été abandonnées rapidement.

Éducation pour tous. Déjà lors de l'indépendance, le capital humain constituait l'une des principales différences entre une grande partie de l'Afrique et d'autres régions. Depuis la fin de l'ère coloniale, la différence s'est encore aggravée pour la plupart des pays africains. L'Afrique ne peut reproduire la performance des marchés émergents d'Asie ou même d'Amérique latine sans faire un plus grand effort pour éduquer l'ensemble de sa population avec une attention spéciale à la sanction des mérites dans l'enseignement supérieur pour faire émerger les compétences exigées par un continent transformé.

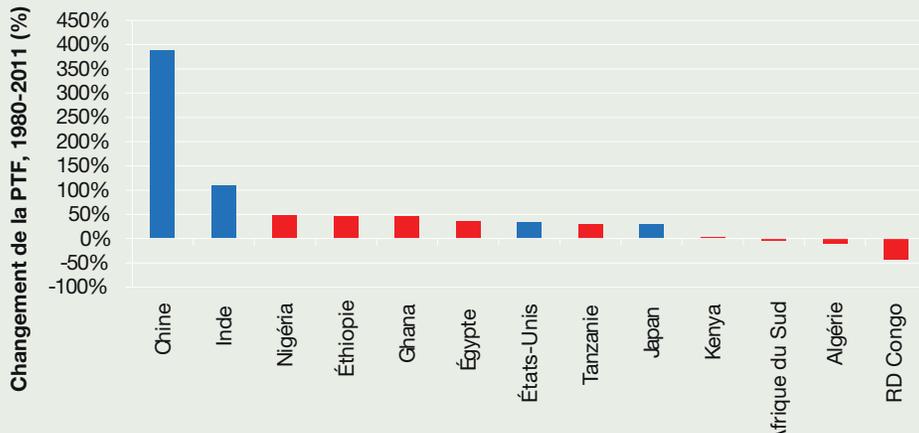
Compétition sur les marchés d'exportation pour susciter une augmentation des investissements productifs et accroître la productivité. Les économies est-asiatiques sont beaucoup plus ouvertes que les économies africaines, avec un ratio total des échanges par rapport au PIB de 70 % dans les pays émergents d'Asie de l'Est par rapport à 36 % en Afrique. L'ouverture du commerce et, en particulier, une orientation explicite vers l'exportation apporte (i) la concurrence et donc la discipline de marché nécessaire pour éliminer un capitalisme de collusion, maintenir la pression pour des services d'infrastructure compétitifs et éviter la préservation d'entreprises inefficaces publiques ou privées, (ii) l'accès aux plus grands marchés nécessaires à l'investissement

privé et à la création d'emplois, et (iii) le moyen pour apprendre et adopter de nouvelles technologies et un savoir-faire en matière de gestion.

La compétitivité de l'Afrique a été entravée par des taux d'investissement faibles et une croissance de la productivité lente. Les taux d'épargne et d'investissement en Asie sont presque le double de ceux de l'Afrique. Dans certains cas, les épargnes plus importantes en Asie sont imposées par une pression sur la consommation; la plupart des pays africains ne pourrait ni ne voudrait reproduire cela. Pourtant, la différence de taux est très grande et encore aggravée par la fuite des capitaux endémique en Afrique. L'expérience asiatique montre alors tout l'intérêt d'établir une confiance suffisante et d'assurer la sécurité de la propriété dans l'état de droit. Cette confiance, à son tour, est aussi la meilleure publicité pour un accroissement de l'investissement direct étranger en Afrique, si nécessaire à la croissance future de la région.

La performance de toutes les économies florissantes de l'Asie, y compris la Chine et l'Inde, illustre l'importance d'importants gains de productivité totale des facteurs (PTF). La plupart des

Graphique 5 **La PTF dans les pays africains a augmenté à un taux faible par rapport à la Chine et à l'Inde**



Source: Centennial Group International.

pays africains par contre ont vu leur PTF stagner ou même diminuer (voir graphique 5) jusqu'à tout récemment. Les changements de productivité en Asie résulteraient de l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre, de la création d'emplois pour permettre aux populations d'abandonner des activités à productivité faible (comme l'agriculture traditionnelle pour rejoindre une industrie

Le Chili a utilisé sa richesse en ressources naturelles pour diversifier avec succès son économie et devenir compétitif au niveau mondial dans un certain nombre de domaines. Quatre actions-clés marquent son expérience et expliquent son succès.

- Tout d'abord, afin d'ouvrir ses marchés intérieurs à la concurrence internationale et de diversifier ses marchés d'exportation, le Chili s'est concentré sur les exportations vers les marchés asiatiques depuis de nombreuses années et, plus récemment, sur la Corée et la Chine. Ces économies asiatiques à croissance rapide sont ainsi devenues d'importants partenaires commerciaux. Cette approche a nécessité une vision et une stratégie à long terme de la part du gouvernement et un suivi agressif par des entreprises chiliennes.
- Deuxièmement, le pays a ouvert le secteur minier au secteur privé et a géré les entreprises publiques sur une base strictement commerciale. Ainsi, toutes les entreprises chiliennes travaillant dans le secteur sont devenues plus efficaces et compétitives. Elles ont donné naissance en outre à des sociétés de services qui servent maintenant des compagnies minières non seulement nationales mais aussi internationales.
- Troisièmement, la banque centrale du pays a découragé l'afflux excessifs d'argent « chaud », empêchant ainsi une appréciation excessive de sa monnaie et permettant à d'autres secteurs de rester compétitifs à l'échelle mondiale.
- Enfin, le pays a habilement géré les revenus provenant des exportations de produits de base pendant la flambée des prix, stabilisant les dépenses publiques à travers les cycles, épargnant une partie de la rente pour les générations futures et utilisant une part pour accroître les investissements d'infrastructures et renforcer sa compétitivité à long terme.

manufacturière plus productive ou les services), et l'adoption de technologies et d'institutions qui encouragent et récompensent l'innovation.

Gestion de la rente des ressources naturelles en vue de les diversifier et d'éviter les cycles expansion et récession. L'un des principaux défis auxquels sont confrontés tous les pays africains riches en ressources naturelles est de gérer les rentes qui en découlent. La principale leçon à tirer des pays riches en ressources naturelles d'Amérique latine (et du Golfe persique) est la difficulté de briser les liens étroits entre les aléas des marchés mondiaux des produits de base et les performances économiques de ces pays. Quand une grande partie des exportations et du PIB est générée par les industries extractives, les autres segments de l'économie ont beaucoup de mal à améliorer la productivité et à rivaliser sur les marchés mondiaux, en partie en raison de l'appréciation de leurs monnaies.

La tâche qui attend les pays africains pour diversifier leurs économies et développer de nouvelles activités concurrentielles ne sera pas facile. Un exemple de réussite dans ce contexte est le Chili, qui a su se diversifier et devenir compétitif avec succès au niveau mondial dans un certain nombre de domaines (voir encadré 2).

# Les Moteurs du changement dans le monde et en Afrique



La vision ambitieuse dépeint que pourrait être l'Afrique. C'est un scénario plausible, mais en aucun cas garantie. Formuler une stratégie pour réaliser cette vision nécessite, tout d'abord, une évaluation précise des moteurs de changement--les tendances et les opportunités auxquels le continent est confronté. Certains d'entre eux sont d'envergure mondiale, l'Afrique peut très peu les affecter, mais doit s'en servir de levier à son profit. D'autres sont régionaux et peuvent être modifiés par les actions des gouvernements, des entreprises et des gens...

## Moteurs mondiaux de changement pour l'Afrique

Le monde change et tous les pays seront affectés par un certain nombre de phénomènes mondiaux : une économie mondiale de plus en plus multipolaire, la concurrence de plus en plus féroce pour les ressources, des sociétés vieillissantes, le développement technologique et les changements climatiques. L'Afrique seule ne peut altérer ces facteurs mais elle peut et doit les exploiter à son profit dans le cadre de solutions globales.

### *Une économie mondiale multipolaire<sup>1</sup>*

Des changements majeurs sont en cours dans l'économie mondiale et affectent l'avenir de l'Afrique. L'économie mondiale ne dépend plus du consommateur européen ou américain, mais de plus en plus de l'investisseur asiatique. La croissance structurelle dans les pays en développement a été partiellement découplée de celle des pays à revenus élevés, mais les marchés financiers mondiaux et les systèmes d'échange commerciaux lient les grandes économies plus qu'auparavant. Les cycles économiques sont devenus plus synchronisés. Il en résulte que la contribution des pays en développement à la croissance de l'investissement global est maintenant supérieure à celle des pays à revenus élevés. Dans le même temps, les phases d'expansion et de ralentissement de la croissance dans les pays en développement et à revenus élevés restent très synchronisées.

Les pays en développement conduisent déjà la croissance mondiale. Historiquement, ils ont représenté environ 20 % de la croissance du PIB mondial; en 2011, ils en représentaient plus de

---

<sup>1</sup> cf. La Multipolarité: la Nouvelle Economie Mondiale, Banque Mondiale, 2011.

la moitié. Cette tendance sera accompagnée par de grands changements sectoriels, comme une part croissante des services dans le PIB au sein des pays en développement. Les changements dans l'offre de travail seront particulièrement frappants. Au cours des 40 prochaines années, l'offre de travail va diminuer partout sauf en Afrique et en Asie du Sud.

Le commerce, l'investissement et les changements de modèles de consommation liés à la croissance dans un monde multipolaire vont créer des opportunités, telles que la croissance du commerce mondial, de nouvelles sources d'investissement et une consommation en croissance rapide dans les marchés émergents. Les économies africaines doivent se saisir de ces opportunités. Dans le même temps, ils doivent éviter le risque de voir les économies émergentes à croissance rapide converger avec les économies avancées d'aujourd'hui, alors que les pays en développement à faible productivité stagnent et restent en marge de l'économie mondiale.

### *La concurrence pour des ressources naturelles limitées*

Une concurrence intense pour des ressources naturelles rares (énergie, minéraux, eau et terres fertiles) accompagnerait la croissance et la prospérité grandissante des Asiatiques, des Latino-américains et des Africains, surtout si leurs pays imitent les modes de vie occidentaux actuels. L'offre mondiale ne peut pas facilement satisfaire des variations de cette ampleur dans la demande, en particulier pour ce qui est des matières premières non renouvelables, ce qui limite la croissance. Les inquiétudes quant à la viabilité de la croissance économique datent de Malthus et réapparaissent lorsque la croissance est rapide. Aujourd'hui se met en place un contexte récent de hausse des prix de la nourriture, des carburantes et d'autres produits de base. Le nouvel équilibre s'établira sûrement à travers une combinaison d'ajustements : la hausse des prix pour réduire la demande et augmenter l'offre, de nouvelles technologies pour réduire la consommation par unité et/ou pour les substituer par des ressources renouvelables plus abondantes et enfin, le recyclage pour réduire les déchets.

Les prix des marchandises sont également devenus plus synchronisés et ont suivi une tendance haussière rapide, mais ils demeurent volatiles. Le boum post 2005 est l'un des plus importants jamais enregistrés et les mouvements des prix de l'énergie, des métaux et des produits agricoles sont beaucoup plus étroitement liés que par le passé. Compte tenu du fait que les cycles économiques sont de plus en plus synchronisés, la fluctuation des prix des produits de base va se poursuivre. La demande de matières premières est élevée, mais les progrès technologiques permettent d'utiliser de plus en plus efficacement ces ressources et la consommation d'énergie par unité de PIB mondial continue à baisser. Les métaux, importants pour de nombreux pays africains, y font exception, car leur utilisation par unité de PIB a augmenté au cours de la dernière décennie. Les prix réels des produits de base restent élevés, mais ils sont peu susceptibles de continuer à augmenter aux taux actuels sur le long terme ; des ralentissements périodiques sont possibles.

Pour l'Afrique, ces tendances représentent deux opportunités importantes. Tout d'abord, comme un continent riche en pétrole et en minéraux, l'Afrique restera un fournisseur majeur d'énergie et d'autres minéraux dans le reste du monde pour une longue période bénéficiant de ressources financières à investir dans le futur. En raison ensuite de ses réserves d'autres ressources naturelles (y compris les terres arables sous-utilisées et l'eau), elle pourrait devenir un exportateur majeur de produits agricoles au monde.

### *Un monde vieillissant*

Au cours des deux dernières décennies, le monde a bénéficié d'un dividende démographique. Le nombre d'individus âgés de 20-64 ans, traditionnellement considérés comme force de travail potentielle, s'est accru. Environ 560 millions de personnes se sont ajoutées à la population active mondiale dans les années 1990, et près de 640 millions de plus entre 2000 et 2010. Globalement, ce dividende est en train de ralentir et perdra de son importance à partir de 2035.

Au cours des décennies suivantes, un nombre absolu encore plus faible de travailleurs entrera dans la population active mondiale, principalement en raison de la baisse des taux de croissance démographique dans les pays avancés et certains pays émergents. D'ici 2050, la main-d'œuvre mondiale sera essentiellement étale, s'accroissant peut-être de 0,4 %. Trois tendances contradictoires sont en jeu au-delà du vieillissement global de la population. Dans certains pays (en particulier dans les marchés émergents), une part beaucoup plus élevée de jeunes finira ses études secondaires et s'engagera dans un troisième cycle, n'entrant ainsi dans le marché du travail que plus tard. Dans des pays tels que l'Inde et l'Indonésie, l'écart actuel entre les taux d'emploi des hommes et des femmes se réduirait, augmentant d'autant le nombre total de travailleurs. Dans les pays avancés, plus de personnes âgées resteraient sur le marché du travail. Malgré une certaine incertitude résultant de la diversité de ces tendances, il semble clair que le taux d'augmentation du nombre des travailleurs qui a contribué à alimenter la croissance de l'économie mondiale est appelé à décliner.

L'Asie fournit une puissante illustration d'un monde vieillissant. Sa main-d'œuvre s'est accrue de 2 % par an au cours des deux dernières décennies (1991-2010). Dans les vingt prochaines années (2011-2030), la croissance de la population active de l'Asie aura été réduite de moitié, à 0,9 % par an. Et dans les deux décennies suivantes (2031-2050), sa force de travail ne se développera plus du tout. Des évolutions similaires sont attendues en Amérique latine. Il est prévu que la population totale du Japon et de l'Europe baisse, et la population chinoise aura atteint son sommet vers 2030. Dans ce contexte mondial, l'Afrique apparaît comme la région ayant une population en constante croissance et une main-d'œuvre évoluant encore plus rapidement. En effet, entre 2031 et 2050, la part de l'Afrique dans la croissance totale de la population active mondiale, pourrait représenter jusqu'à 75 %. La main-d'œuvre croissante de l'Afrique à la fois modérera la

tendance au vieillissement mondial et offrira au continent une grande occasion de rejoindre le reste du monde.

### *Innovation et progrès technologiques*

L'innovation est largement reconnue comme une source essentielle de croissance pour tous les pays, indépendamment de leur niveau de revenu. Bien qu'il y ait de grands débats sur le rythme des changements futurs, il est clair que la frontière technologique va continuer à être repoussée. Le savoir et l'innovation détermineront les performances de certains pays et l'absence de ceux-ci entraîneront des résultats décevants pour d'autres. La grande opportunité pour l'Afrique est de rattraper son retard. Au niveau des pays, les progrès peuvent consister souvent à brûler les étapes vers les technologies existantes nouvelles pour l'Afrique. L'Afrique dispose également d'entreprises à forte productivité; une seconde source d'amélioration de la productivité consistera dans le rattrapage de ces entreprises par d'autres à productivité faible. Les connaissances affecteront également les performances des pays au-delà des avancées technologiques. Des innovations qui répondent aux besoins des segments les plus pauvres de la population (innovations dites inclusives) peuvent être importantes pour une croissance inclusive et le développement social.

Les technologies d'information et de communication vont faciliter la communication et la rendre moins chère. Ces progrès ont des dimensions économiques évidentes ; ils affectent aussi la vie politique. Les téléphones mobiles au Kenya, par exemple, ont non seulement donné accès aux services bancaires à des millions de personnes alors qu'elles en étaient exclues auparavant, mais ils ont également accéléré une communication qui peut cristalliser les aspirations politiques voire enflammer les rivalités ethniques. En raison des progrès des technologies de communication, les aspirations des Africains sont façonnées par ce qui se passe dans le monde et pas seulement par ce qui se passe dans leur propre pays, et ils sont de plus en plus en mesure d'exiger des comptes, comme illustré par le Printemps Arabe.

### *Changements Climatiques*

Le réchauffement de la planète entraîne des changements climatiques difficilement quantifiables, mais qui ont de façon certaine un impact majeur sur tous les pays. Les conséquences de la raréfaction de l'eau, les phénomènes météorologiques violents plus fréquents et l'augmentation des inondations côtières sont probablement gérables au cours des 10 à 20 prochaines années. Après 2030 cependant, l'incertitude sera beaucoup plus grande et il y a des risques évidents de développements catastrophiques. Ce rapport le reconnaît mais ne cherche pas à évaluer de tels risques. Au-delà des besoins immédiats pour les investissements dans l'infrastructure à l'épreuve des changements climatiques et une recherche agricole adaptée, le développement d'institutions

solides et flexibles suggéré par ce rapport sera essentiel pour faire face aux défis du changement climatique.

### **Des moteurs africains pour des résultats positifs**

Les tendances en matière de démographie, le développement des ressources naturelles et l'urbanisation vont inévitablement conduire à un changement en Afrique. La qualité de ce changement sera toutefois déterminée par les actions de ses leaders en matière de politique, de commerce et de société civile.

#### *Bonus démographique ou explosion sociale*

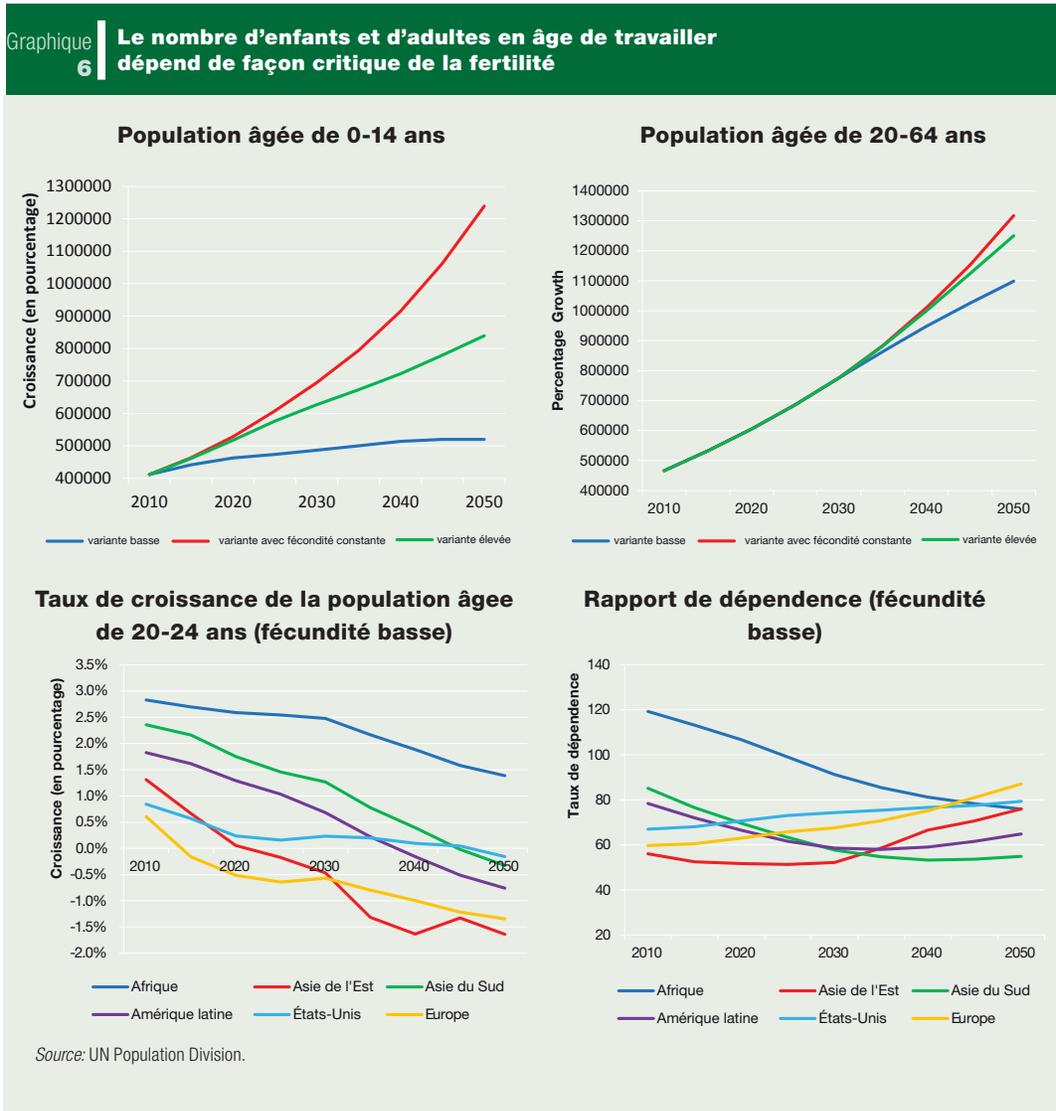
Au cours des 40 prochaines années, la population de l'Afrique devrait au moins doubler, atteignant 1,9 à 2,5 milliards d'individus, et le nombre de jeunes passera de 205 millions aujourd'hui à un nombre situé entre 330 et 450 millions. Ces changements démographiques peuvent conduire à une productivité et à un revenu par habitant accrus ou à des tensions sociales, des violences et des conflits ingérables.

Le potentiel d'un dividende démographique est clair. La part de la main-d'œuvre mondiale de l'Afrique va croître régulièrement. En 2050, l'Afrique sera la seule région au monde où le nombre d'adultes en âge de travailler sera en hausse et le taux de dépendance chutera (voir graphique 6). Ce changement dans la population crée la possibilité d'une hausse rapide des revenus par habitant, un dividende démographique, à condition que plus d'emplois soient créés et que la productivité des travailleurs soit améliorée. En termes simples, la réalisation de ce potentiel dépend de la possibilité de créer des emplois plus productifs.

Combien de personnes auront besoin de tels emplois ? D'après la variante à fécondité faible de l'ONU, les populations africaines en âge de travailler, devraient augmenter de 630 millions, passant de 470 millions aujourd'hui à 1,1 milliard en 2050 et son ratio de dépendance chuterait de 119 aujourd'hui à 76 en 2050 (voir Graphique 6). Même sans variation de la productivité, le plus grand nombre de travailleurs pour chaque enfant ou personne âgée donnerait une augmentation de près de 25 % du revenu par habitant, et rendrait possible un cercle vertueux d'augmentation des revenus entraînant une augmentation de l'épargne qui entraînerait elle-même une augmentation des investissements et des revenus encore plus élevée.

À l'opposé, dans l'hypothèse de la variante à fécondité haute de l'ONU, la population en âge de travailler augmenterait de 780 millions en 2050 et le ratio de dépendance passerait de 119 aujourd'hui à seulement 98. Sans autre changement, le résultat serait une augmentation de seulement 10 % environ du revenu par habitant. Dans le cadre de la variante à fécondité élevée supposant déjà une baisse du niveau de fécondité actuel, il est hautement improbable que l'Afrique soit en mesure d'augmenter de façon satisfaisante le nombre d'emplois et la productivité pour augmenter substantiellement les revenus par habitant.

La population continuera d’augmenter, mais le rythme de baisse de la fécondité est un facteur déterminant du nombre d’enfants à scolariser, du nombre d’emplois nécessaires, et du nombre de jeunes et de personnes âgées pris en charge par chaque travailleur adulte. Comme illustré par le graphique 6, les différences entre ces scénarios de fertilité sont très grandes. Si la fécondité devait rester au niveau d’aujourd’hui ou même diminuer jusqu’à la variante de fécondité élevée de l’ONU, il est très improbable que l’Afrique puisse donner à tous l’accès requis à une éducation ou à des emplois de qualité.



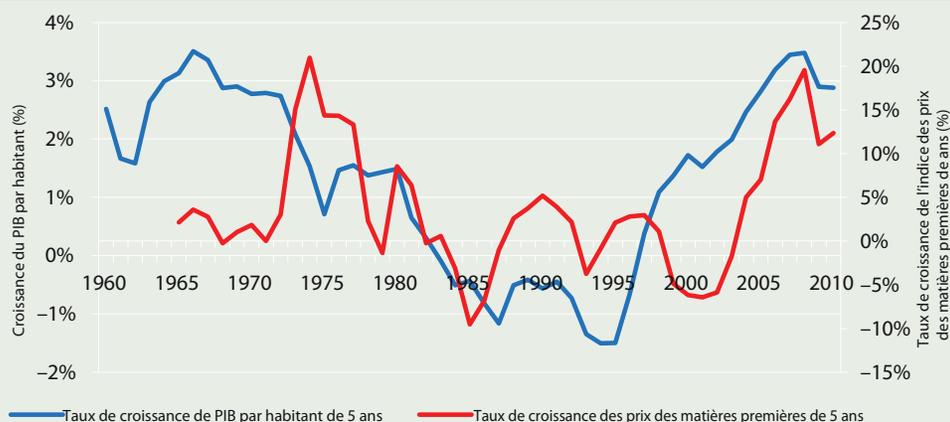
Combien d'emplois et quel genre de travail ? La création d'emplois est à la fois plus incertaine et se prête mieux à de grands changements que la croissance démographique. Même le scénario de fécondité faible suppose un besoin de 12 à 15 millions d'emplois nouveaux chaque année juste pour absorber l'augmentation de la population en âge de travailler. De fortes augmentations des emplois devront parvenir du secteur privé. Compte tenu de systèmes rudimentaires de protection sociale, le chômage n'est pas une option pour la plupart et les entreprises familiales sont appelées à rester la source résiduelle d'emplois. Il est très vraisemblable que les gens travailleront ; la question est de savoir s'ils seront employés dans une agriculture traditionnelle à faible productivité et des entreprises individuelles (emplois de survie) ou dans une agriculture à plus forte productivité, des industries manufacturières et des services qui contribuent au progrès. La réponse dépend de la formation des travailleurs et de la confiance des investisseurs privés pour investir.

### Pétrole et minéraux - Bénédiction ou malédiction ?

L'Afrique est bien dotée en ressources minérales. Le continent compte plus de 5 % de la production et des réserves de pétrole, de gaz, de bauxite, de titane, de cuivre et d'or. En plus, une grande part de ses réserves est d'une qualité particulièrement élevée. En outre, la région a été moins explorée qu'ailleurs et les perspectives de nouvelles découvertes sont bonnes, comme on a pu le voir récemment en Afrique de l'Est.

En conséquence, les ressources naturelles jouent un grand rôle dans l'économie régionale. Les exportations d'hydrocarbures et des métaux représentent plus de 50 % des exportations

Graphique 7 | **Le taux de croissance du PIB par habitant en Afrique a généralement suivi le taux de croissance des prix des produits de base**



Source: Centennial Group International, IMF Indices of Primary Commodity Prices.

dans 14 pays africains qui abritent 39 % de la population totale du continent. De même, les rentes issues de l'extraction de ressources représentent plus de 2 % du PIB dans 27 pays avec 72 % de la population. Les prix des denrées ont historiquement joué un grand rôle dans la croissance, comme l'illustre le graphique 7. Un quart de la croissance du PIB africain au cours de la dernière décennie est estimé comme imputable à la hausse des prix des produits de base (voir encadré 3).

La richesse en hydrocarbures et en minéraux est intrinsèquement une bénédiction, mais elle peut facilement devenir une malédiction. L'Afrique offre des exemples de pays où ces ressources sont gérées de façon efficace et contribuent ainsi à des améliorations importantes en matière de bien-être, comme au Botswana. Mais il y a aussi des exemples où ces ressources ont alimenté des guerres, comme en Sierra Leone ou en République démocratique du Congo (RDC), ou ont conduit à une corruption largement rémandue et à la pauvreté, comme au Nigeria.

L'extraction des ressources naturelles n'est pas, par définition, une source de croissance pérenne. Elle génère des revenus très supérieurs au coût d'extraction, ce que les économistes

### Encadré 3

#### Termes de l'échange des produits de base d'Afrique - Une bénédiction fragile

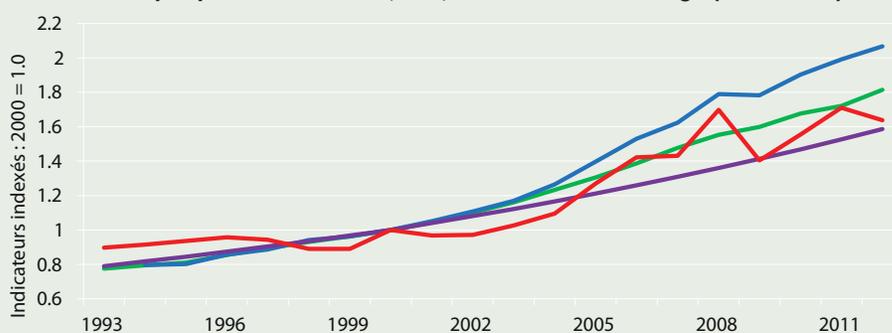
L'Afrique a développé ses liens commerciaux avec le reste du monde sur la base des exportations de matières premières. Malgré une diversification des exportations dans quelques pays, la part des matières premières dans les exportations africaines a augmenté pour atteindre 82 % en 2011, contre 71 % en 1995, alors que les prix des matières premières et la production ont eux-mêmes fortement augmenté. La hausse des prix des matières premières, bien au-delà de l'augmentation des prix des importations de l'Afrique, a entraîné une amélioration des termes de l'échange de plus de 70 % depuis 2000.

On estime que les pays africains ont gagné en pouvoir d'achat l'équivalent de 25 % du PIB en raison de l'effet cumulatif des améliorations des termes de l'échange depuis 2000. Les gains provenant de l'amélioration des termes de l'échange ne sont pas totalement pris en compte dans l'évolution du PIB puisque ce dernier ne reflète que les variations de la production. Par conséquent, le revenu intérieur brut (RIB) a augmenté plus vite que le PIB. L'effet direct et l'effet multiplicateur combinés des modifications des termes de l'échange sur le RIB pendant la période 2000-2012 sont estimés à environ 3,6 % par an. En résumé, l'impact des termes de l'échange explique près de la moitié de l'augmentation totale du revenu disponible.

Sur la base de ces estimations, si les termes de l'échange dans l'avenir se stabilisent aux niveaux élevés actuels, les taux de croissance du PIB auraient tendance à faire baisser le taux de croissance tendanciel à 3,4 %, puisque l'effet multiplicateur disparaîtrait ainsi que le pouvoir d'achat. Les exportations se stabiliseraient (voir annexe 2). Une baisse des termes de l'échange de 10 % entraînerait une baisse de 2 % du PIB et de 4,4 % du revenu disponible, soit une baisse totale de RIB d'environ 6,4 %. Une baisse de cette nature, bien que forte, n'est pas rare. Une baisse de 10 % des prix des matières premières est possible ; les prix seraient en ce cas encore près de 50 % plus élevés qu'en 2003, et certainement dans la gamme des prix des matières premières dans un cycle à long terme.

La décennie d'amélioration des termes de l'échange de l'Afrique a conduit à un degré de complaisance chez les décideurs et les acteurs économiques qui n'est pas justifié. L'impact de conditions de termes de l'échange moins bonnes serait impressionnant. Comme les prix des matières premières fluctuent et pourraient même avoir une tendance à la baisse séculaire, il est essentiel pour les pays africains de se préparer à l'éventualité d'une baisse des prix. Des règles budgétaires en base structurelle et des mesures de protection financière en constituent l'essentiel. Sans une telle action, il y aurait un risque élevé que la volatilité augmente, entravant la croissance et affectant les groupes les plus vulnérables de la société africaine.

**Graphique 1: PIB africain, RIB, et termes de l'échange (2000 = 100)**



Source: IMF World Economic Outlook, October 2012; Centennial Group International estimates.

appellent des « rentes ». Tout dépend de qui touche ces rentes et de la façon dont elles sont utilisées. Elles peuvent être détournées (et souvent envoyées à l'étranger), consommées ou investies.

Les pays peuvent obtenir plus ou moins de revenus en fonction des risques et des coûts des affaires dans leur pays, le degré de transparence pour réduire la corruption et leur expertise dans la mise en œuvre de contrats et de fiscalité. Le risque est que ces mêmes rentes conduisent à des cycles de prospérité et de récession de l'économie liées aux fluctuations des prix des matières premières, à des taux de change surévalués qui rendent difficiles la diversification et la création d'emplois, ou à une consommation non durable qui s'évanouit lorsque les ressources sont taries. Il y a donc lieu d'utiliser efficacement ces rentes pour convertir les actifs miniers en capital humain, physique et financier qui puisse à son tour transformer non seulement les économies particulières du continent, de ses peuples, mais aussi le continent dans son ensemble.

### *Urbanisation - Les villes, terreau de civilisation ou d'explosion sociale*

Les villes africaines vont tripler en taille passant d'une population de 400 millions aujourd'hui à au moins 1,1 milliard en 2050 et seront le lieu de la création de nombreux emplois. La taille des marchés urbains, l'augmentation des revenus des citoyens et la concentration de l'activité économique pourraient faire des villes des centres dynamiques pour des emplois à meilleure productivité offrant des perspectives de vie meilleure à plus d'un milliard de personnes.

Ce résultat positif serait réalisé si les populations sont dotées de bonnes compétences, si les villes étaient bien gérées et les économies ouvertes à la concurrence. Par contre, si ces populations sont analphabètes et non qualifiées, si les villes ne fonctionnent pas correctement et les économies enfermées dans des activités d'extraction d'un capitalisme de collusion, les zones urbaines seront pauvres et violentes, n'offrant que désespoir à leurs résidents.

Tous les progrès possibles en matière de santé, tout le potentiel d'amélioration des compétences, toutes les possibilités de créer des emplois et d'attirer des investissements en Afrique, dépendront de l'efficacité avec laquelle les villes seront gérées puisque les zones urbaines seront le lieu où la majorité de la population à venir habitera et où les emplois devront être créés.

Les villes africaines connaissent déjà la plus forte croissance du monde. Aujourd'hui, il n'y a que trois villes en Afrique (Le Caire, Kinshasa et Lagos) avec une population supérieure à 5 millions d'habitants mais en 2050, il pourrait y en avoir 35 dans 21 pays. Par ailleurs, en 2050, le continent pourrait abriter pas moins de 15 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants; Le Caire, Kinshasa, Lagos et Luanda pourraient déjà atteindre ce niveau d'ici 2030.

La mesure dans laquelle les villes remplissent leur rôle potentiel en tant que moteurs de la croissance économique dépendra de difficiles facteurs. Il y a premièrement le niveau, la qualité et la compétitivité de leurs services, ainsi que leur efficacité et leur viabilité dans le temps. Vient ensuite la prédictibilité de leur gouvernance et le processus de responsabilisation, la fiabilité de l'application de leur réglementation ainsi que l'environnement des affaires. En troisième lieu, on peut mentionner l'efficacité du fonctionnement des marchés fonciers, le logement et les transports ainsi que leur capacité à planifier de manière stratégique et à mettre en œuvre des initiatives qui répondent aux défis environnementaux. Quatrièmement, c'est une habitabilité renforcée tirée du lien entre des infrastructures de haut niveau et un arrière-pays attractif. Ces attributs sont nécessaires pour rendre les villes africaines compétitives au niveau mondial, attirer l'investissement international, ouvrir les marchés de capitaux locaux et l'investissement local, encourager les entreprises à s'y installer et favoriser de nouvelles initiatives dynamiques ainsi qu'une culture d'initiative et d'innovation, en complément d'un environnement stimulant pour le développement des petites et très petites entreprises.

Des populations urbaines plus importantes signifient que les villes occuperont plus d'espace pour accueillir les entreprises, les logements, les espaces publics et la circulation. Cette expansion physique exigera une augmentation des capacités de fourniture d'eau, d'assainissement et de

gestion des déchets solides, du drainage, des routes, des parcs de loisirs, de l’approvisionnement en électricité et des transports urbains, toutes choses qui doivent être fournies à très grande échelle par des villes qui, pour la plupart, n’ont pas réussi à répondre pour l’instant à des demandes de services beaucoup moins pressantes. Des études récentes ont montré que, malgré les gains économiques réalisés par l’Afrique au cours de la dernière décennie, les bidonvilles se sont multipliés ainsi qu’une aggravation de la pauvreté urbaine à une plus grande échelle qu’en Asie. L’innovation et la capacité de gestion seront donc essentielles pour la fourniture de services nécessaires.



## **Risques majeurs appelant une gestion active**



Au-delà de l'utilisation des moteurs mondiaux du changement et de ceux qui lui sont propre, l'Afrique devra, pour répondre aux aspirations des Africains, faire face à trois risques spécifiques : sa fragilité devant les menaces de conflit, les disparités croissantes de revenus et le piège des pays à revenu intermédiaire.

### **Fragilité – Sécurité accrue ou conflit contagieux ?**

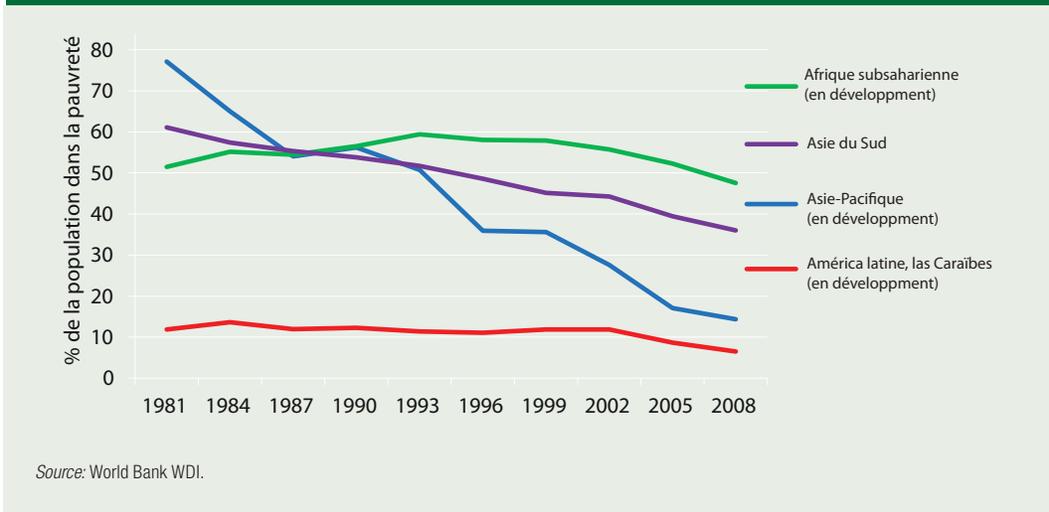
De nombreux pays ont un élément de fragilité intrinsèque compte tenu de leurs populations souvent ethniquement hétérogènes, d'un processus relativement récent de formation d'un État moderne, et la faiblesse de nombreuses institutions souveraines parfois contrôlées par un petit groupe politique, ethnique ou familial. D'autres éléments de fragilité peuvent être des divisions religieuses, des populations à croissance rapide, un manque d'emplois pour les jeunes et le défi de contrôler de vastes territoires à faible densité de population et une topographie difficile qui les rend vulnérables aux menaces criminelles et externes. Enfin, un élément critique de la fragilité de certains pays tient à des systèmes politiques qui, par des pratiques d'exclusion, alimentent la frustration et le ressentiment. Certains éléments de fragilité intrinsèque, comme les divisions ethniques et religieuses, vont persister pendant une longue période. Mais ils ne doivent pas nécessairement conduire à des conflits si d'autres éléments, notamment la faiblesse institutionnelle et l'intégration politique, sont reconnus et réformés. L'inaction, en revanche, peut conduire à des conflits qui débordent les frontières et créent l'insécurité sous-régionale très préjudiciable à l'investissement et à la croissance.

### **Disparités – Croissance partagée ou inégalité croissante ?**

D'énormes disparités entre les riches et les pauvres, des inégalités dans l'accès à l'éducation, à la santé et autres services sociaux et une grande proportion de la population vivant encore dans la pauvreté créent des risques d'explosion dans une grande partie de l'Afrique. À moins que ces disparités ne soient surmontées, et ce rapidement, la capacité de l'Afrique à réaliser la vision ambitieuse décrite ci-dessus sera gravement compromise.

Comme mentionné ci-dessus, les taux de pauvreté ont quelque peu diminué au cours de la dernière décennie dans de nombreux pays africains, et pourtant, le nombre absolu de pauvres (définis ici comme ceux ayant un revenu inférieur à 1,25 dollar par jour) a presque doublé au cours des 30 dernières années, passant d'environ 205 millions en 1981 à 386 millions en 2008. Près de la moitié de tous les Africains d'Afrique sub-saharienne vivent encore en dessous du seuil de pauvreté.

Graphique 8 | La pauvreté a diminué plus rapidement en Asie qu'en Afrique

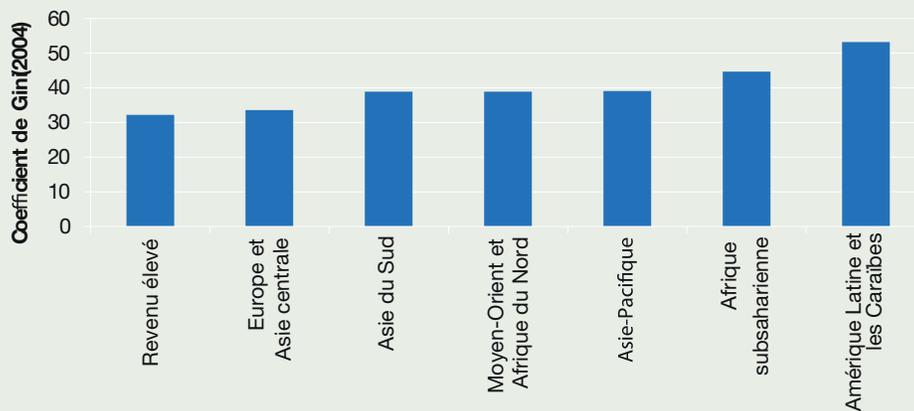


La question des profondes inégalités et des disparités entre les riches et les pauvres est encore plus fondamentale. Malheureusement, en dépit de la récente amélioration de la croissance économique, les disparités s'accroissent au niveau national et régional par rapport au reste du monde (voir Graphique 8). Au niveau national, l'inégalité, mesurée par le coefficient de Gini, a augmenté au cours de la dernière décennie dans les deux tiers des pays africains pour lesquels des données sont disponibles. En conséquence, les inégalités de revenus en Afrique sont maintenant plus élevées que dans toutes les autres régions du monde à l'exception de l'Amérique latine (où l'inégalité des revenus est maintenant en déclin) (voir Graphiques 9 et 10). Les revenus des 20 % de la population les plus riches sont 11 fois supérieurs à ceux des 20 % les plus pauvres en Afrique, contre seulement 7 fois en Asie.

Au niveau régional, le revenu par habitant dans les cinq pays africains les plus riches est, aujourd'hui, 30 fois supérieur à celui des cinq pays les plus pauvres, contre 16 fois il y a 20 ans. Le revenu par habitant en Afrique représentent une part plus faible de la moyenne mondiale qu'elle

Graphique 9

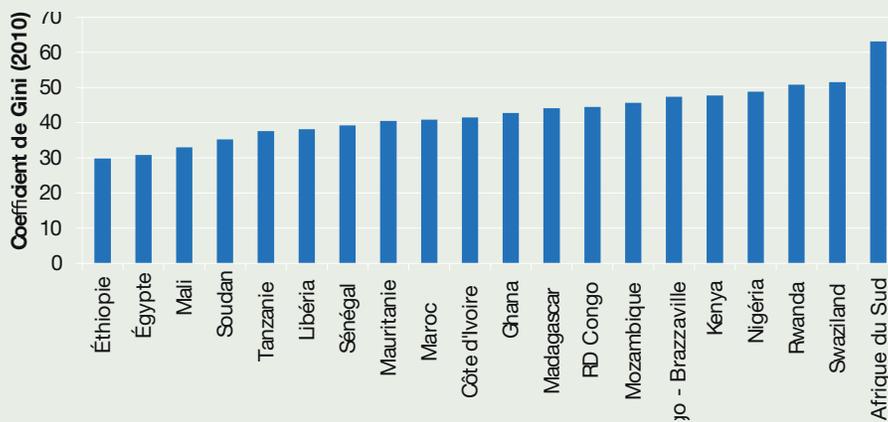
## L'Afrique sub-saharienne a de plus fortes disparités après l'Amérique latine



Source: Calculations based on Ferreira and Ravallion (2008).

Graphique 10

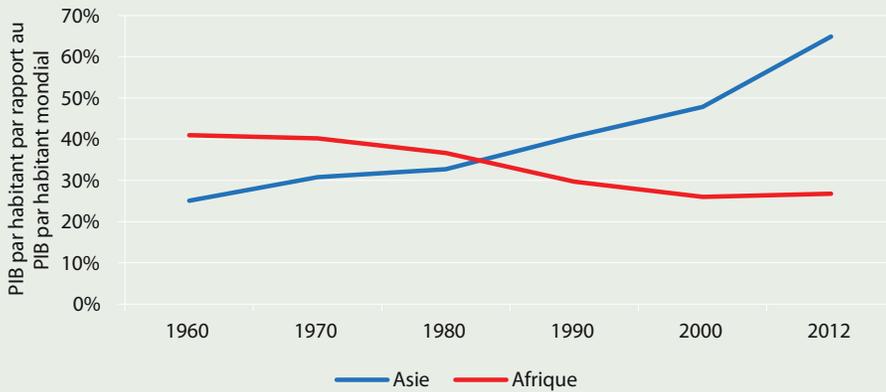
## L'Afrique du Sud a la plus forte inégalité en Afrique



Source: World Bank WDI.

ne l'était au moment des indépendances et cette part a stagné au cours de la dernière décennie (voir graphique 11).

Graphique 11 | **Le PIB de l'Afrique par habitant par rapport au PIB mondial par habitant est aujourd'hui inférieur à ce qu'il était à l'indépendance (1960)**



Source: Centennial Group International.

Ainsi, alors même que le pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté absolue diminue au fil du temps, les inégalités et les disparités doivent demeurer une préoccupation majeure à la fois des décideurs économiques et des dirigeants politiques partout en Afrique.

L'accès à des services de base tels que l'éducation, la santé et l'eau s'est également considérablement amélioré au cours de la dernière décennie. Cependant, comme la réduction de la pauvreté, l'amélioration globale d'accès masque parfois l'aggravation des disparités fondées sur le sexe, la provenance rurale ou urbaine et le niveau de revenu familial. Celles-ci méritent une attention accrue.

L'« Africa Progress Panel » a clairement indiqué les conséquences des inégalités et des disparités : « Les inégalités ne sont pas toutes injustes, mais les niveaux d'inégalité dans la majeure partie de l'Afrique sont injustifiés. Des disparités extrêmes de revenus ralentissent le rythme de réduction de la pauvreté et entravent le développement d'une croissance économique d'envergure. Les disparités d'opportunité dans la vie -pour la santé, l'éducation et la participation dans la société- rendent impossible à des millions d'Africains la réalisation de leur potentiel, ce qui du coup, freine le développement social et économique » (Afrique-Rapport d'activité, 2012). Toute poursuite de la croissance des inégalités susciterait probablement des troubles sociaux, allant de l'effondrement possible dans des pays fragiles à l'augmentation des tensions sociales dans les pays les plus stables et à d'importants mouvements de population à travers les frontières.

*Il y a aussi de fortes raisons positives pour réduire les disparités. Comme l'expérience récente l'a montré au Brésil, les programmes visant à réduire les disparités et à faciliter l'accès de tous les citoyens aux opportunités offertes par la croissance économique sont également favorables à*

*la croissance. Avant cela, l'expérience à long terme dans des pays comme la Corée a démontré que de moins grandes inégalités permettent de créer une classe moyenne plus nombreuse au même niveau de revenu par habitant, et la taille de la classe moyenne augmente à mesure que le revenu national augmente. Ceci augmente alors l'épargne et la consommation intérieure et ouvre de nouvelles possibilités de croissance et de création d'emplois. Socialement, la classe moyenne aspire à une meilleure éducation pour la prochaine génération, crée une nouvelle éthique de travail et pousse l'entrepreneuriat. Au fil du temps, elle milite pour l'amélioration de la gouvernance. Tous ces éléments sont essentiels pour la prospérité et la cohésion sociale à long terme de l'Afrique.*

*Compte tenu des dimensions du problème, augmenter les opportunités pour les plus vulnérables devient le seul moyen à la fois de soutenir la croissance globale et de réduire les disparités. Conscient de cet impératif, le cadre proposé par l'équipe d'étude pour la réalisation de la « vision pour 2050 », met l'accent sur le bien-être des populations, la croissance pour tous et la création d'emplois.*

### **Pays à revenu intermédiaire – Avancée vers la prospérité ou risque de sur-place ?**

Les pays africains ont, pendant de nombreuses années, été considérés comme pauvres. Cela a changé rapidement. L'Afrique est de plus en plus un continent à revenu intermédiaire, mais avec encore beaucoup de pauvres. La moitié des pays du continent ont atteint le stade des revenus intermédiaires et la majorité de sa population vit dans de tels pays. L'incapacité de la plupart des pays africains à revenu intermédiaire à réduire les écarts de revenus et de productivité avec les économies avancées conduit à penser que de nombreux pays de la région se trouvent dans le « piège du revenu intermédiaire » (voir encadré 4). Des 21 pays africains qui avaient un PIB par habitant au-dessus de 1000 USD (dollars américains constants 2011) en 1985, aucun n'est parvenu au statut de pays à revenu élevé aujourd'hui. Trois de ces pays (Botswana, Cap-Vert et Maurice) ont réussi à atteindre des taux de croissance par habitant supérieurs à 4 % par au cours des 25 années suivantes et à montrer que la convergence avec le reste du monde est possible. La plupart, cependant, restent à revenu intermédiaire ; tel est le cas de deux des plus grands pays à revenu intermédiaire de l'Afrique (Algérie et Afrique du Sud) qui avaient en moyenne une croissance par habitant inférieure à 1 % au cours des 25 dernières années. Plus préoccupant encore, pas moins de six de ces pays ont régressé et ont eu une croissance par habitant négative au cours des 25 années suivantes.

Peu de pays gardent une forte croissance pendant plus d'une génération, et encore moins continuent à avoir des taux de croissance élevés une fois qu'ils atteignent le statut de pays à revenu intermédiaire. Pourtant, telle est l'ambition que les pays africains doivent avoir s'ils veulent éviter le piège du revenu intermédiaire. La Commission sur la croissance et le développement a identifié cinq caractéristiques communes entre les pays (principalement de l'Asie de l'Est) qui l'ont fait avec succès (Commission sur la croissance et le développement - 2008) :

- l'ouverture à l'économie mondiale en matière de savoir et de commerce,
- la stabilité macroéconomique,
- une « orientation vers le futur », illustrée par des taux élevés d'épargne et d'investissement,
- un recours aux marchés et des prix du marché pour allouer des ressources,
- un leadership engagé dans la croissance économique inclusive avec une capacité d'administration raisonnable.

Encadré  
4**Certaines économies africaines sont-elles embourbés dans le piège du revenu intermédiaire ?**

Le piège du revenu intermédiaire se réfère aux pays en stagnation au niveau du revenu intermédiaire et n'accédant pas à celui des pays avancés. Ceci est illustré dans l'encadré 4 Graphique 1, qui montre le revenu par habitant de six pays à revenu intermédiaire, entre 1975 et 2011. Dans une économie en croissance constante, la ligne augmenterait progressivement au fil du temps vers des niveaux de revenus plus élevés, comme pour l'expérience de la Corée du Sud. Mais de nombreux pays à revenu intermédiaire, dont le Brésil, le Mexique et de grands pays d'Afrique à revenu intermédiaire, ne suivent pas ce modèle. Ils ont plutôt de courtes périodes de croissance largement compensées par des périodes de déclin. Plutôt que d'augmenter régulièrement, leur PIB par habitant monte et descend, mais n'augmente que très lentement au fil du temps. Cette trajectoire définit le piège du revenu intermédiaire où les pays sont incapables de rivaliser avec les économies à faible revenu et à bas salaires pour les exportations de produits manufacturiers et incapables de rivaliser avec les économies avancées en matière d'innovations à haute compétence technique.

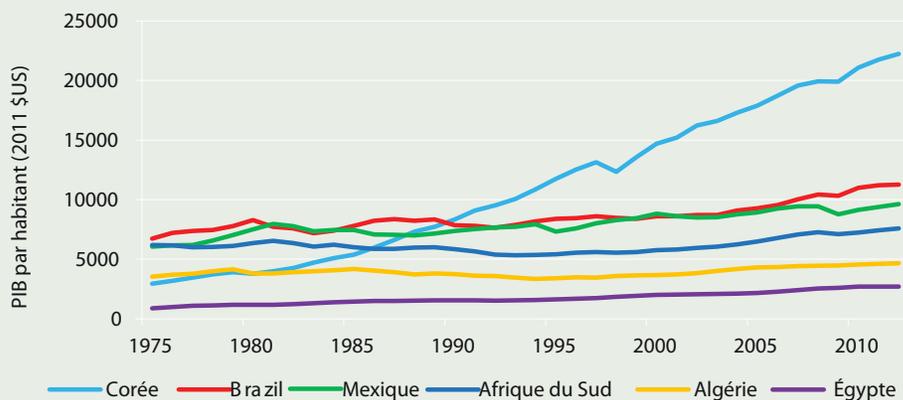
La croissance de la productivité dans les économies à faible revenu se manifeste lorsque, par exemple, des individus quittent des activités à faible productivité telles que l'agriculture traditionnelle, pour des activités plus productives telles que la manufacture à forte intensité de main-d'œuvre ou des services modernes. La croissance de la productivité dans les pays riches est entraînée par l'innovation. Certains pays à revenu intermédiaire perdent leur avantage des faibles coûts, mais ne disposent pas encore des institutions pour les droits de propriété, les marchés de capitaux, le capital-risque ou la masse critique de travailleurs hautement qualifiés, pour se développer grâce à des innovations. Coincés entre ces deux groupes, les pays à revenu intermédiaire peuvent se révéler incapables de trouver une stratégie de forte croissance viable. Cela semble être ce qui s'est passé pour les économies africaines à revenu intermédiaire tels que l'Afrique du Sud, l'Égypte et l'Algérie.

La répartition des revenus peut également jouer un rôle important dans le maintien de la croissance. Dans de nombreux pays, la consommation intérieure devient généralement une

#### Encadré 4 | Certaines économies africaines sont-elles embourbés dans le piège du revenu intermédiaire ?

source importante de croissance de la demande lorsque le revenu par habitant atteint environ 6.000 USD en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA). Pour la plupart, cela n'a pas été le cas en Afrique, peut-être en raison de la répartition très inégale des revenus. Si l'on compare l'Afrique du Sud avec la Corée du Sud, par exemple, la croissance de l'Afrique du Sud a commencé à ralentir après 1975, alors qu'elle avait atteint un niveau de revenu par habitant d'environ 9.000 USD (PPA). A cette époque, sa classe moyenne (définie comme les ménages ayant un revenu entre 10 USD et 100 USD par habitant et par jour) était de seulement 38 % de la population, ce qui était insuffisant pour entraîner une nouvelle croissance. En revanche, au moment où le revenu de la Corée du Sud par habitant a atteint 9,500 USD (PPP) en 1987, une croissance uniformément répartie dans le pays avait produit une classe moyenne importante qui représentait 69 % de la population. La demande de cette importante classe moyenne a alimenté la croissance des industries de service du pays et a créé les fondations pour une économie de savoir.

Graphique 1: PIB par habitant (USD constants de 2011)



Source: IMF World Economic Outlook, October 2012.



## **Cadre stratégique pour la « Vision Afrique 2050 » - Les peuples, les économies et le continent**



L'Afrique doit se développer à la fois plus rapidement et de façon mieux partagée que cela ne l'a été dans le passé si elle veut répondre aux aspirations de ses peuples et réaliser la « vision de 2050 » décrite ci-dessus. Compte tenu de la grande diversité de l'Afrique, les stratégies pour réaliser cette vision seront forcément spécifiques à chaque pays. Même pour chaque pays, les stratégies vont évoluer au fil du temps ; quand on en aura fini avec les défis immédiats, de nouveaux surgiront, allant de la restauration des institutions de base après un conflit à la façon d'éviter le piège du revenu intermédiaire. Le cadre énoncé ici tente d'identifier les grands enjeux auxquels tous les pays de la région doivent faire face, même si les détails varient selon les pays et au fil du temps.

Une croissance plus fortement soutenue nécessite davantage d'investissements, notamment dans les pays d'Afrique aux revenus les plus bas. Surtout, elle nécessite une augmentation de la productivité car la faible productivité actuelle prive le continent des avantages de ses ressources humaines et matérielles existantes, et la convergence des revenus avec le reste du monde dépend d'une convergence rapide des niveaux de productivité.

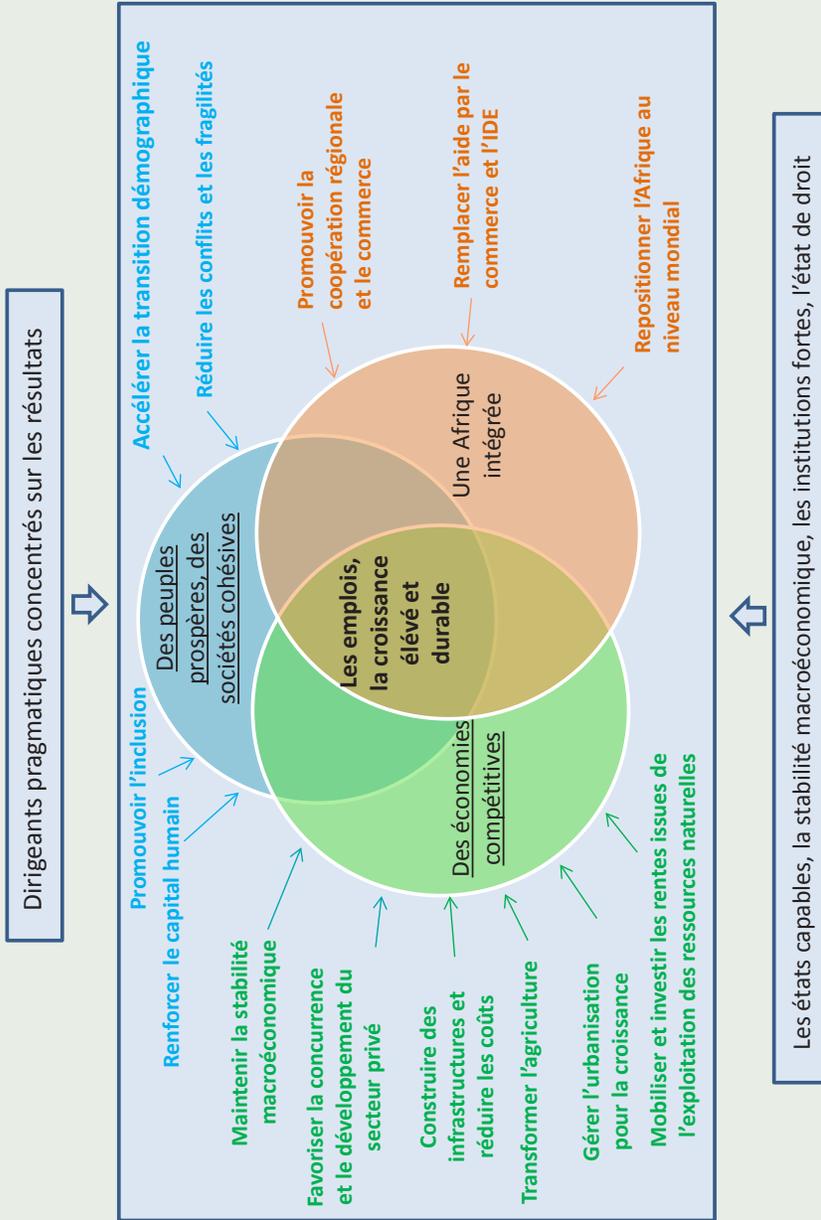
La « vision pour 2050 » sera réalisée par des emplois qui feront passer les individus d'activités moins productives à des activités plus productives. Les emplois sont dans une large mesure le moyen de construire une Afrique aux populations prospères, aux économies compétitives et globalement intégrée. Ces trois dimensions -populations, économies et continent- sont intimement liées et influent directement les unes sur les autres. Elles permettent également de déterminer les principaux domaines d'action pour gérer efficacement les moteurs mondiaux et régionaux du changement. Ces trois dimensions et les domaines d'action-clé sont illustrés dans le Graphique 12.

### **Des peuples prospères construisant leur cohésion sociale – Des offres d'emploi pour transformer les conditions de vie**

À son niveau le plus élémentaire, la vision vise la prospérité des populations et la cohésion de leurs sociétés. Les dimensions de la vision impliquent différentes actions pour des pays différents. Cependant, pour l'ensemble des pays, il y a quatre domaines d'importance stratégique

Graphique  
12

## Cadre pour la réalisation de la vision 2050



Source: Centennial Group International.

sur lesquels il faut agir dès maintenant : l'inclusion, la transition démographique, le capital humain et les conflits.

### *Promouvoir l'inclusion*

Pour les populations, la prospérité implique une plus grande inclusion ; en Afrique, cela signifie surtout rendre égales les opportunités, en particulier pour la mobilité sociale et des emplois plus productifs. Au-delà des considérations morales, l'égalisation des chances est la clé de la mobilisation de toutes les ressources humaines d'une société ; on donne ainsi à chacun un rôle dans la construction d'un avenir fondé sur l'investissement, l'innovation et la prise de risques. En dehors d'elle, la croissance sera à la fois plus lente -en raison du gaspillage potentiel humain est gaspillé- et plus inégale, nuisant ainsi à son avenir. L'inclusion présente de nombreux visages. Dans certains pays, elle signifie veiller à ce que les diplômés universitaires ne soient pas achetés mais mérités, et dans d'autres, un meilleur accès à une éducation de qualité dans les zones rurales. Dans certains pays, cela signifie la suppression des restrictions juridiques aux activités des femmes ; dans d'autres, s'assurer que les filles peuvent fréquenter l'école en toute sécurité. Dans la plupart des pays, cela signifiera une éducation et l'emploi fondés sur le mérite ; dans d'autres, une plus grande ouverture politique et l'inclusion des groupes traditionnellement marginalisés pour des raisons ethniques, religieuses ou autres. Dans tous, cela signifie s'assurer que ceux qui sont au bas de l'échelle des revenus ont accès à des services de base de qualité. Entendons par là la fourniture de services d'infrastructures tels que l'électricité dans les zones rurales, des services sociaux, en particulier des interventions auprès de la petite enfance et une éducation de base de qualité comparables à celles dont bénéficient les populations les plus favorisées.

La croissance dans l'inclusion est plus qu'un résultat, c'est aussi un processus. La possibilité pour les citoyens d'exprimer leurs opinions et d'agir en conséquence est un élément important de la croissance inclusive ; ainsi, la participation des citoyens aux décisions influe sur leur bien-être. Responsabiliser les citoyens peut donc être la clé d'une intégration effective. Les gouvernements doivent assurer la participation directe des citoyens au suivi et à l'évaluation des programmes. Ils doivent ainsi réorienter les subventions générales vers des aides ciblées (telles que des transferts monétaires conditionnels) pour augmenter l'accès des pauvres et, si possible, prévoir des financements liés aux choix des bénéficiaires (financement du soutien aux étudiants par exemple).

### *Accélérer la transition démographique*

Avec un taux moindre de dépendance par adulte en âge de travailler, l'éducation et la création d'emplois pour 600 millions d'adultes en 2050 reste un défi ; pour 800 à 900 millions, avec un nombre croissant de personnes à charge, ce pourrait être un cauchemar. Le rythme de la baisse de fécondité fait toute la différence entre ces deux perspectives fondamentalement différentes. La question est plutôt de savoir si la population devrait continuer à croître. La structure par âge

actuelle signifie que même si la fécondité tombe immédiatement à des niveaux de remplacement (environ 2,1 naissances par femme), la population de l'Afrique aura doublé. La question est plutôt de savoir quelle est la croissance de la population et la capacité des pays à éduquer les jeunes et de leur donner les moyens productifs d'existence. Éduquer les filles et donner aux couples accès aux moyens contraceptifs modernes est essentiel pour un avenir fait de prospérité et de cohésion sociale.

Selon les projections fondées sur des hypothèses de fécondité faible de l'ONU, l'Afrique aurait 520 millions d'enfants de la tranche 0-14 ans en 2050 contre 412 millions en 2010. Selon le scénario de fécondité élevée, ils seraient 839 millions en 2050. Fournir des services éducatifs et de santé de qualité et pour 110 millions d'enfants de plus qu'aujourd'hui apparaît parfaitement faisable, mais en fournir pour 420 millions ne l'est probablement pas. Réduire la mortalité infantile et la fécondité en vue d'accroître l'espérance de vie en ralentissant la croissance de la population constitue un choix stratégique crucial. Dans les 40 pays d'Afrique qui sont encore loin d'avoir achevé leur transition démographique (plus de quatre enfants par femme), il est urgent de définir des programmes pour accélérer la transition de la fécondité. Les taux de prévalence de la contraception doivent augmenter rapidement, de 10 à 20 % aujourd'hui à 60 % environ en 2050. Cela est faisable ; l'Égypte est déjà à ce niveau d'utilisation de la contraception et l'Éthiopie, partant de très bas, pourrait l'atteindre en 15 ans si le taux d'augmentation actuel continue.

Promouvoir l'inclusion et la transition démographique offre la perspective d'un cercle vertueux impliquant de meilleurs résultats en matière d'éducation et des revenus plus élevés (voir Graphique 13). Favoriser de tels services pour tous, y compris l'éducation des filles et l'accès aux contraceptifs modernes, pourrait aider à accélérer la transition démographique qui, à son tour, conduirait à un taux de dépendance plus faible et des revenus par habitant plus élevés, plus de possibilités d'investissement par habitant, un accès plus large à l'amélioration des services et une intégration encore plus grande.

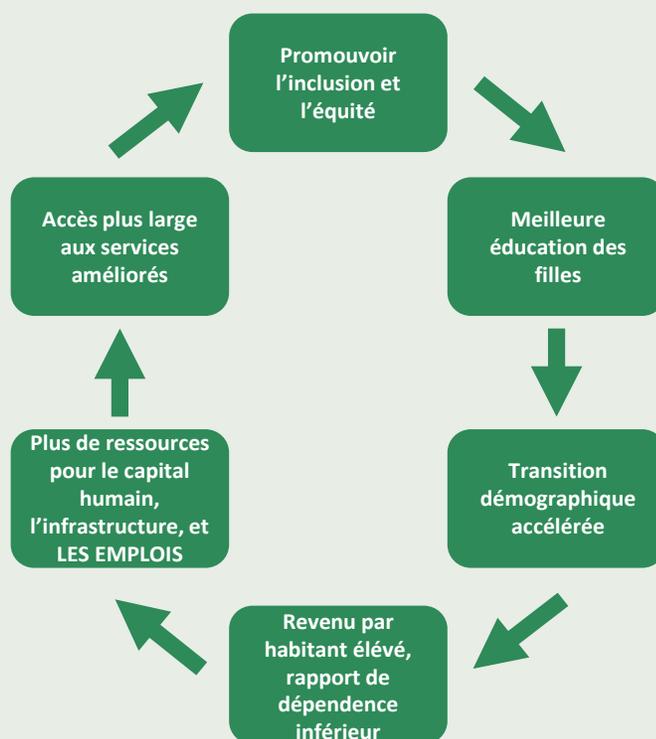
### *Renforcer le capital humain*

Au-delà de l'égalisation des chances, développer le capital humain est la pierre angulaire de la croissance économique future de l'Afrique. L'éducation, en particulier, est l'outil le plus puissant pour accélérer la croissance, améliorer la compétitivité et favoriser l'inclusion. Les efforts récents pour mesurer la richesse des pays (ONU/PIDH et PNUE, 2012) montrent que les pays les plus riches du monde détiennent l'essentiel de leur richesse sous forme de capital humain plutôt que de capital physique ou de ressources naturelles. Dans une perspective à 40 ans, l'Afrique doit transformer sa richesse en ressources naturelles non renouvelables en richesse en capital humain nécessaire pour croître et rester compétitive dans un monde dynamique.

Cette transformation nécessite une action spécifique sur cinq fronts, même si l'accent pourra être différent selon les pays et les circonstances. Premièrement, les interventions précoces sur

la petite enfance sont reconnues comme l'investissement le plus rentable. Elles sont pourtant rares en Afrique et trop d'enfants seront handicapés pour la vie à cause d'une nutrition infantile, de soins de santé ou d'une préparation à la scolarité précoce insuffisants. Deuxièmement, les programmes d'alphabétisation des adultes et des options de « seconde chance » pour les jeunes ayant quitté l'école prématurément sont d'une nécessité urgente. Troisièmement, même si l'accès à l'école s'est amélioré, tant que la qualité de l'enseignement n'est pas tout de suite audacieusement améliorée, les pays continueront à gaspiller des ressources et à hypothéquer leur avenir. Quatrièmement, à la fois l'enseignement professionnel et l'enseignement supérieur doivent suivre de beaucoup plus près les besoins du marché du travail pour produire des diplômés possédant les compétences requises par des emplois à plus grande productivité plutôt que les diplômés inaptes au travail et de plus en plus frustrés par leur manque de perspectives d'avenir. Enfin, malgré les

Graphique 13 **Un cycle vertueux d'inclusion, de transition démographique et de capital humain**



Source: Centennial Group International.

- **Renforcer les capacités de base de tous les enfants :**
  - Étendre l'accès aux interventions auprès de la petite enfance pour réduire la mortalité infantile, améliorer la nutrition et étendre la couverture de l'enseignement pré-primaire
  - Accélérer les progrès vers une éducation primaire universelle à travers des programmes de « deuxième chance », y compris l'alphabétisation des adultes
  - Prolonger la durée de l'éducation de base à neuf ans
  - Relever les niveaux d'instruction et la réussite scolaire des filles pour tirer tous les avantages du cycle vertueux intergénérationnel de l'éducation des filles et des femmes
  - Améliorer la qualité de l'apprentissage en renforçant le soutien et le déploiement, la gestion et la responsabilité des enseignants
- **Dynamiser le développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) en particulier pour les jeunes:**
  - Améliorer la gouvernance du DCTP par le renforcement du rôle de réglementation du gouvernement et la coordination des programmes de formation public-privé
  - Améliorer la qualité du DCTP grâce à une approche basée sur les compétences à la formation, l'amélioration des compétences des maîtres-artisans et moderniser les systèmes traditionnels d'apprentissage
  - Mettre en place des cadres nationaux de certification pour valider les compétences acquises grâce à des programmes de DCTP
  - Dresser un inventaire des compétences nationales et des systèmes d'information du marché du travail qui analysent l'offre et la demande de main-d'œuvre et le suivi des secteurs de croissance de l'économie
  - Favoriser le développement de partenariats entre les écoles, les organismes de formation et les employeurs pour accroître la pertinence de la formation et de l'apprentissage continu
- **Construire une économie basée sur le savoir et l'innovation :**
  - Étendre l'accès à un enseignement secondaire supérieur de qualité comme maillon essentiel entre l'enseignement élémentaire et l'enseignement supérieur et entre le système scolaire et le marché du travail
  - Augmenter les effectifs de l'enseignement supérieur de 6 % actuellement jusqu'à 30 % et guider l'expansion vers le développement de la capacité d'innovation et de la connaissance scientifique et technique
  - Investir au moins 2 % du PIB dans la R & D et fournir des incitations aux établissements d'enseignement supérieur et à l'industrie pour qu'ils collaborent dans la recherche appliquée dans des domaines stratégiques
- **Renforcer la formation et le développement des compétences à travers la coopération régionale et la mise en commun des ressources :**
  - Accroître le soutien aux réseaux régionaux et aux centres d'excellence pour renforcer la recherche commune, approfondir les capacités nationales, maximiser les économies d'échelle et réduire le temps nécessaire pour développer la main-d'œuvre qualifiée nécessaire dans les domaines prioritaires
  - Établir des normes éducatives communes et des systèmes de certification pour accroître la flexibilité et la mobilité de la main-d'œuvre à travers le continent
  - Renforcer les échanges internationaux et interuniversitaires des personnels, des étudiants, des chercheurs et les partenariats avec le secteur privé

progrès récents, le paludisme et le VIH/SIDA constituent encore de terribles plaies qui doivent être maîtrisées.

Pour de nombreux pays, un rattrapage d'urgence s'impose au cours de la prochaine décennie pour corriger le fait que leurs enfants et les jeunes soient bien plus mal lotis en termes de santé de base et d'éducation que ceux des autres régions. Cette étape ne peut pas être évitée : une éducation de base de qualité et de bons soins de santé sont le fondement du développement dans tous les autres domaines. Les enfants qui naissent aujourd'hui dirigeront et géreront l'économie en 2050. Investir massivement dans leur capital humain aujourd'hui portera largement des fruits en 2050.

La principale contrainte pour le rattrapage relève de sa mise en œuvre. L'essentiel de ce qui doit être fait pour assurer l'éducation de base et des soins de santé est connu ; la principale contrainte se trouve dans la faible capacité à traduire cette connaissance en interventions effectives. La capacité des pays à créer des institutions assurant le leadership, la responsabilisation et l'innovation sera cruciale pour garantir à tous des prestations de services de bonne qualité ; la pression des citoyens pour une redevabilité accrue est susceptible de devenir une source de plus en plus importante de progrès dans ce domaine.

La coopération régionale sera également nécessaire pour fournir un ensemble commun de normes éducatives à travers le continent, pour favoriser les échanges de services et la mobilité de la main-d'œuvre. De plus en plus, les décisions nationales dans ces domaines ont des répercussions au-delà des frontières nationales, y compris pour promouvoir de nécessaires mouvements transfrontaliers de travailleurs de l'éducation et de la santé et les échanges des services de santé et d'éducation.

### **Réduire les conflits et les fragilités**

Les conflits affectent très directement la vie des populations. Il ne s'agit pas seulement de leurs perspectives économiques qui en sont affectées. Les conflits armés et l'insécurité globale poussent les populations à fuir leurs logements. Leur vie est détruite. Aujourd'hui, 25 % des Africains vivent dans des pays qui sont classés comme étant en « situations fragiles » par la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale. Il s'agit de pays qui soit souffrent de conflits en cours, soit essaient de gérer les défis des périodes post-conflit (voir Graphique 14). En outre, beaucoup de leurs voisins s'inquiètent de possibles répercussions chez eux. Réduire les conflits et gérer leurs conséquences sont un impératif pour plus d'un quart des Africains. La plupart de ces pays doivent s'arracher des conflits et de la fragilité pour que la vision de 2050 pour l'Afrique dans son ensemble devienne une réalité.

Alors que les origines des conflits sont spécifiques à chaque pays, les progrès reposent pur tous sur trois éléments. Tout d'abord, sur le rôle de médiation des organisations régionales avant tout conflit qui doit être renforcé. Deuxièmement, la capacité d'intervention régionale pour mettre

Alors que les origines des conflits internes sont extrêmement diverses, les risques de conflit sont toujours renforcés par deux facteurs principaux : les politiques d'exclusion et la fragilité de l'État. Dans les sociétés fragmentées selon des critères ethniques ou religieux, des systèmes politiques ouverts représentent la première « assurance » disponible contre des spirales de violence qui peuvent facilement échapper à tout contrôle. Les conflits sont souvent aussi la conséquence des fragilités profondes dans l'appareil d'État incapable de fournir les services de base, y compris la sécurité et la justice, pour l'ensemble de sa population. Enfin, si la fragilité de l'État accroît les risques de conflits, les conflits ont aussi tendance à affaiblir l'appareil d'État au point qu'ils peuvent finalement s'effondrer. Sur la base de ce diagnostic, un programme en trois points est proposé :

- Renforcer le rôle de médiation pré-conflits des organisations régionales. Les conflits sont un mal régional en raison de leurs effets de contagion. Les organisations régionales ne doivent plus hésiter à exercer des pressions et même des sanctions pour pousser des voisins réticents à des interventions politiques plus actives chaque fois que les tensions sociales et politiques s'accumulent sérieusement au risque de mettre la paix en danger. Ces pressions peuvent bien sûr être considérées par certains comme une atteinte à la souveraineté d'un pays, mais elles peuvent aussi représenter une étape nécessaire pour éviter un conflit régional dangereux ou empêcher sa reprise après un cessez-le-feu.
- Renforcer les capacités d'intervention des coalitions régionales pour arrêter les conflits. Si les efforts régionaux de médiation ont échoué et que le conflit a éclaté, les organisations ou les coalitions régionales ad hoc doivent être en mesure d'intervenir avec des moyens militaires adéquats pour y mettre fin chaque fois que le contexte politique et militaire offre de sérieuses chances de réussite de telles interventions. Cela nécessitera la formation de forces militaires adéquates et la mise en place d'accords régionaux pour autoriser une intervention militaire sous couvert de l'ONU ou éventuellement un mandat régional. Des règles spécifiques d'engagement doivent aller au-delà des mandats standards de consolidation de la paix des Nations Unies souvent inefficaces. Un exemple nous en est fourni par la force multinationale qui sera bientôt déployée dans l'est de la RDC.
- Renforcer les institutions de l'État, notamment les institutions économiques de souveraineté. Les États fragiles ont des institutions étatiques très fragiles. C'est pourquoi le renforcement de ces institutions doit devenir une priorité. À cet égard, un accent particulier devrait être mis sur les instruments de souveraineté (gouvernement local, justice et services de sécurité) et les ministères économiques-clés (finances, économie, agriculture et infrastructures). Le développement des capacités institutionnelles à long terme devrait avoir la préséance sur les approches fondées sur des projets à court terme qui risquent d'affaiblir davantage l'appareil d'État. La mise en œuvre de ce programme nécessite la combinaison d'approches techniques solides avec une politique avisée de construction des appareils d'État modernes et performants. Les réformes d'ensemble de l'administration sont parfois décevantes et peuvent s'enliser dans des bourbiers bureaucratiques. La création d'une masse critique de capacités techniques et de gestion dans les organismes-clés de l'État dans un délai raisonnable est cependant possible si l'on concentre un effort d'expertise sur les fonctions de base d'une administration publique vétuste. Une option consiste dans le recrutement d'équipes expérimentées de gestionnaires



## Des économies diverses et compétitives grâce à des investissements privés créateurs d'emplois

Les emplois vont transformer la vie des populations ; autrement, elles resteront démunies et sans espoir. Environ 90 % des emplois en Afrique relèvent déjà du secteur privé, et l'emploi à l'échelle requise ne peut venir que de l'augmentation des investissements du secteur privé, tant national qu'étranger. Les investisseurs, quels qu'ils soient, couturiers de quartier ou multinationales, investissent pour gagner de l'argent. Les investisseurs ont besoin de stabilité macroéconomique, d'un environnement favorable à la concurrence favorisant le développement et la croissance du secteur privé, d'infrastructures adéquates, d'accès aux intrants et services nécessaires, enfin de la main-d'œuvre qualifiée évoquée ci-dessus. Les responsables des économies africaines doivent aussi accorder une attention particulière à la transformation du secteur agricole et à une meilleure gestion des revenus provenant de leur richesse en ressources naturelles.

### *Maintenir la stabilité macroéconomique*

La gestion macro-économique de l'Afrique s'est considérablement renforcée au cours des 15 dernières années. Les politiques budgétaires et monétaires du passé qui se sont traduites par une inflation galopante, l'effondrement des monnaies et une dette insoutenable sont pour la plupart redressées. La nouvelle menace, en particulier si l'Afrique doit profiter d'une plus grande intégration globale, est celui de la volatilité. Heureusement, de meilleures politiques au cours de la dernière décennie ont été accompagnées par un boom des prix des exportations de ses matières premières. L'amélioration obtenue en termes de l'échange a représenté un quart de la croissance du PIB du continent au cours de la dernière décennie (voir encadré 3). Même si l'on pense que les prix des produits de base vont garder une tendance à la hausse en raison de la relative rareté, on peut aussi craindre qu'ils vont éventuellement diminuer du fait des évolutions technologiques permettant à la fois d'augmenter l'approvisionnement et de trouver des solutions alternatives. Il est donc clair que les prix vont rester volatiles. Après une décennie d'amélioration continue des termes de l'échange, très peu de pays se sont préparés à faire face à cette volatilité de leurs propres économies. Tous les exportateurs de matières premières ont besoin d'adopter des règles budgétaires fortes et des mécanismes d'épargne pour se protéger contre une telle volatilité dans les prochaines décennies.

### *Favoriser la concurrence et le développement du secteur privé*

Favoriser la concurrence, y compris grâce à l'arrivée de nouvelles entreprises et à leur croissance (voir encadré 7), est un défi majeur pour la plupart des économies africaines ; il requiert des politiques qui lui soient favorables et une lutte contre les comportements anticoncurrentiels de l'État, de monopoles privés ou de puissants intérêts privés s'efforçant d'accaparer l'État. Le poids des exigences réglementaires (le nombre de procédures, le temps nécessaire pour s'y conformer

- Adopter constamment une approche pragmatique d'amélioration du climat d'investissement pour accroître l'investissement privé, national et étranger
- Mettre en œuvre des politiques et des mesures favorables à la concurrence pour lutter contre les pratiques anticoncurrentielles
- Réduire les coûts de transport par un transport routier compétitif et des ports efficaces
- Mettre en œuvre la décision (ciel ouvert) de Yamoussoukro
- Développer les marchés en abaissant les barrières non tarifaires et les coûts après frontières
- Ouvrir les échanges de services
- Faciliter le commerce intra-africain
- Promouvoir l'adoption de technologies et favoriser le « rattrapage » et l'innovation inclusive
- Améliorer l'environnement des affaires et simplifier la réglementation afin de promouvoir l'esprit d'entreprise, l'entrée et la croissance de nouvelles entreprises.

et les coûts de mise en conformité avec elles) doit être réduit pour permettre aux entreprises nationales de devenir compétitives dans un contexte mondial. La réduction des réglementations inutiles qui affectent le processus d'allocation des ressources des entreprises à faible productivité vers des entreprises à forte productivité est particulièrement nécessaire.

Faire face à la bureaucratie a un coût non négligeable dans la plupart des pays africains. Traverser une frontière, démarrer une entreprise, dédouaner quelque chose ou même payer des impôts ou les coûts imposés aux particuliers et aux entreprises dans l'activité économique quotidienne sont des contraintes évidentes. Il est facile d'améliorer certains indicateurs par l'adoption de nouvelles lois ou règlements mais bien souvent, cela ne change rien. Les habitudes bureaucratiques sont tenaces et des possibilités de prélever des rentes s'offrent à ceux qui administrent les règles. Ces coûts ne seront-ils pas éliminés du jour au lendemain, mais si des dirigeants politiques ne les combattent pas avec détermination, les entreprises africaines, grandes et petites, ne pourront pas être compétitives, croître et créer des emplois.

Les gouvernements doivent introduire la concurrence dans le transport maritime et les services portuaires, rompre la collusion entre acteurs publics et privés qui s'oppose aux nouveaux entrants, démanteler les cartels de transport et mettre en œuvre la décision (ciel ouvert) de Yamoussoukro. La petite taille des marchés dans la plupart des économies africaines constitue un obstacle à la concurrence entre les entreprises, d'où l'importance accrue de l'accès aux marchés d'exportation et de la concurrence provenant des importations.

Les économies africaines ont besoin de promouvoir l'entrepreneuriat appuyé par l'éducation et la formation à la gestion, l'accès au financement et les services professionnels nécessaires. Mettre fin à l'accapement de l'État par des familles ou des groupes d'initiés est une condition essentielle. L'Inde et la Chine offrent de bons exemples à suivre pour les économies africaines en

encourageant l'innovation, en mettant l'accent sur l'innovation de « rattrapage » et inclusive. Les dépenses de recherche et développement (R & D), affectées en grande partie à l'adaptation de la technologie, doivent être élevées, d'un taux négligeable inférieur à 0,5 % à quelque 2-3 %, principalement dans le secteur privé, soutenu par la création d'universités de classe mondiale établissant des liens productifs avec les centres de recherche et l'industrie.

Les fondamentaux nécessaires pour la concurrence et le développement du secteur privé, et donc pour l'investissement et la croissance, sont aussi les sources principales des créations d'emplois. Les économies africaines doivent aussi faire en sorte qu'un vaste programme de promotion de diversification à forte intensité de main-d'œuvre soit mis en œuvre avec succès. Le deuxième élément à l'ordre du jour pour la création d'emplois serait de s'attaquer aux problèmes spécifiques qui subsistent en divers pays en Afrique : exode rural, productivité des travailleurs en particulier dans le secteur informel, accès des femmes dans des activités plus productives et éducation et formation professionnelle (voir encadré 8).

#### Encadré 8 | Programme pour l'emploi

Les éléments suivants de promotion de l'emploi sont spécifiques à la situation des pays d'Afrique :

- Étendre les services pertinents de l'éducation et de santé à la fois dans les zones rurales et les zones urbaines afin de mieux préparer les migrants ruraux pour leur entrée sur le marché du travail urbain et faciliter la migration rurale-urbaine, et promouvoir les possibilités qu'offre le secteur rural d'absorber de la main-d'œuvre dans les activités productives non agricoles
- Prendre des mesures pour améliorer la productivité des travailleurs et les perspectives d'emplois mieux rémunérés dans les secteurs formels et informels, y compris les efforts visant à améliorer l'accès du secteur informel aux intrants, à la finance, aux marchés et à des possibilités d'établir des liens avec les entreprises du secteur formel
- Faciliter l'entrée des femmes sur le marché d'activités à forte productivité en supprimant les obstacles à leur accès aux ressources productives telles que l'éducation, le capital et la terre en soutenant l'entrepreneuriat et en éliminant les réglementations qui privent les femmes de l'égalité des chances à l'emploi
- Améliorer le système éducatif, y compris la formation professionnelle, pour fournir aux jeunes l'éducation et des compétences qui répondent mieux aux besoins du secteur privé ; la formation sur le tas et l'apprentissage peuvent aussi aider les jeunes à mieux s'adapter à l'environnement de travail du secteur privé
- S'assurer que l'embauche dans le secteur public et les politiques salariales prennent également en compte les réalités de la situation macro-économique et la nécessité d'éviter de maintenir des salaires et des avantages non salariaux non compétitifs par rapport au secteur privé

### *Construire des infrastructures et réduire les coûts*

Les agents économiques ont besoin de parvenir à des coûts compétitifs s'ils veulent vendre. Dans ce domaine aussi, les stratégies de réduction des coûts seront largement spécifiques à chaque pays. En particulier, les infrastructures qui ont des performances en dessous du minimum requis soulèvent des défis qui doivent être relevés au niveau national pour améliorer leur compétitivité et leur capacité exportatrice, ainsi que pour faire face aux besoins nationaux dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation et de la santé dans l'espace rural et urbain. Deux types de services d'infrastructure posent des problèmes particuliers à l'échelle continentale : l'énergie et le transport. Pour que les coûts soient suffisamment compétitifs, la logistique doit être fluide, la réglementation limitée mais respectée, et dans tous les domaines, les obstacles à l'efficacité doivent être éliminés.

Le commerce, que ce soit à l'intérieur des pays, avec des pays voisins ou à l'échelle mondiale, implique des mouvements de marchandises, de personnes, et de données. Le coût du transport et de la logistique est donc un élément-clé de la compétitivité. L'Afrique est malheureusement tristement connue pour des coûts de transport élevés liés en partie à l'insuffisance des infrastructures, mais attribuables surtout aux politiques et à la façon dont l'infrastructure est gérée. L'Afrique a trois pays dans le top 50 mondial des performances logistiques : Afrique du Sud, Tunisie et Maroc, mais 27 parmi les 50 moins bons (cf. Banque mondiale, 2012). Les performances portuaires (le nombre de jours nécessaires à la sortie d'un container) sont clairement une priorité pour l'action. Les normes internationales sont de 3-4 jours à compter de l'arrivée. Durban, Casablanca et Tunis sont proches de telles performances, mais la moyenne des autres grands ports de l'Afrique est de 16 jours. Les coûts de transport terrestre sont un autre domaine où les cartels de transport dans une grande partie du continent pratiquent des prix élevés. Enfin, les services de transport aérien et leurs coûts sont particulièrement élevés pour le tourisme, les produits à haute valeur ajoutée, les chaînes d'approvisionnement mondiales et de nombreux services. L'Afrique ne dispose que de trois pays (Algérie, Maroc et Tunisie) dans le top 50 mondial pour la connectivité aérienne mais 31 pays parmi les 50 le plus bas du tableau (cf. Arvis et Shepherd, 2011). L'ouverture de l'accès et l'élimination des restrictions à la propriété augmenteraient le nombre de vols, réduiraient les tarifs et amélioreraient le service, comme l'a démontré la politique de ciel ouvert du Maroc.

Les entreprises, qu'elles soient familiales et unipersonnelles ou de grandes tailles ne sauraient être compétitives et ne créeront pas les emplois pour 2050 si elles n'ont pas accès à une énergie électrique fiable. L'accès généralisé à l'électricité est souvent cité comme l'un des développements technologiques qui a stimulé la croissance de la productivité il y a un siècle dans les pays actuellement développés. À l'exception de celles de l'Afrique du Nord, la plupart des entreprises africaines ne bénéficient pas toujours d'un tel accès. Fournir une énergie fiable et abordable 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 serait le plus grand accélérateur de productivité pour les entreprises

africaines. Sans elle, le potentiel de l'agro-alimentaire, de l'industrie légère et de la plupart des services resteront illusoires.

L'Afrique doit investir dans les réseaux de transport et de distribution de l'électricité et augmenter de façon importante sa production d'énergie. La production thermique peut être financée par le secteur privé, mais le développement de l'énorme potentiel hydroélectrique de l'Afrique nécessitera de nouveaux partenariats public-privé afin de mobiliser les sommes considérables nécessaires à ces investissements rentables. La plupart des pays sont trop petits pour avoir même une unique centrale énergétique de taille optimale et donc des investissements régionaux seront nécessaires. Il est donc urgent d'investir dans les réseaux de distribution régionaux et dans les ressources hydroélectriques du continent largement sous-exploitées.

L'Afrique a l'avantage d'une main-d'œuvre en croissance dans un monde vieillissant et de nombreuses personnes mal employées dans des emplois à faible productivité. La division du travail entre les chaînes d'approvisionnement mondiales et leur mobilité géographique donne à l'Afrique la possibilité de s'intégrer dans ces chaînes. Elle doit le faire si cela peut contribuer à créer des emplois et améliorer leur productivité. Les pays ont différents potentiels pour le faire et devront mettre en place pour cela leur propres stratégies.

### *Transformer l'agriculture*

L'agriculture emploie plus de personnes en Afrique que tout autre secteur, mais elles sont nombreuses à être pauvres et la sécurité alimentaire demeure un problème pour beaucoup d'Africains. Même s'il est prévu que la croissance dans le secteur manufacturier et les services dépasse celle de l'agriculture, des gains de productivité sont essentiels pour augmenter les revenus des agriculteurs, renforcer la sécurité alimentaire et réaliser le potentiel d'exportations agricoles de l'Afrique. Compte tenu de la diversité du continent, augmenter la productivité agricole dépend de l'évolution dans six directions différentes<sup>1</sup>:

1. Une agriculture pluviale extensive et mécanisée, produisant des céréales et des fibres exportables dans les zones semi-arides et subhumides disposant de sols appropriés
2. Une production intensive de cultures d'exportation pour des boissons, les épices et d'autres arbres fruits dans les zones humides
3. L'agriculture périurbaine intensive pour une production à destination des populations locales
4. La production irriguée de cultures à haute valeur ajoutée au nord du Sahara
5. L'agriculture pluviale au nord du Sahara
6. Une culture de subsistance à productivité faible et de l'élevage dans les zones à faible pluviométrie sans un bon accès au marché

<sup>1</sup> De vastes zones non cultivées utilisées pour le tourisme, la chasse, l'élevage de gibier, la protection de la biodiversité et la séquestration du carbone constituent une septième voie, mais qui n'est pas strictement agricole et par conséquent pas discutés ici.

Réaliser le potentiel d'exportation de l'Afrique, augmenter les revenus agricoles et accroître la sécurité alimentaire impliquent une baisse de la part de la population active travaillant dans l'agriculture et un transfert de ressources et des investissements dans les quatre premières directions énoncées ci-dessus. L'ampleur de ce changement dépendra en partie de la réussite des gouvernements à résoudre les problèmes de droits fonciers, de la disponibilité en eau et de l'utilisation des nouvelles technologies.

Les questions foncières sont sensibles partout et encore plus en Afrique compte tenu de son histoire coloniale. Clarifier les droits fonciers, donner des titres de propriété des terres et créer

## Encadré 9 | Agriculture

- Promouvoir l'irrigation
  - Poursuivre les accords entre pays riverains sur la gestion par bassin
  - Réduire le coût de l'équipement d'irrigation
  - Étendre l'approvisionnement en énergie moderne, y compris l'électricité et les énergies renouvelables hors réseau, de sorte que les coûts variables de pompage de l'eau baissent
  - Promouvoir la concurrence dans les investissements d'irrigation
  - Accroître l'efficacité de l'irrigation
- Améliorer l'accès aux terres
  - Accélérer la délivrance de titres fonciers
  - Établir un cadre approprié et équitable pour la location des terres, y compris par des étrangers
- Promouvoir l'utilisation d'engrais
  - Éliminer les distorsions qui réduisent les incitations à l'utilisation d'engrais (taux de change surévalués et systèmes de prix à la production)
  - Promouvoir leur fourniture par le secteur privé
- Exploiter la science et la technologie
  - Utiliser davantage les organismes génétiquement modifiés (OGM) pour augmenter les rendements, développer de nouveaux produits et s'adapter aux nouvelles contraintes (comme le réchauffement climatique)
  - Reconstruire les institutions régionales de recherche agricole
- Baisse des coûts de la participation au marché
  - Améliorer et réduire le coût des communications pour la recherche de marchés
  - Réduire les coûts de transport par des améliorations de l'infrastructure et une concurrence accrue dans le secteur des transports
- Assurer un meilleur accès aux marchés régionaux et mondiaux
  - Faciliter le commerce
  - Améliorer la logistique

un marché foncier est, pour les gouvernements africains, le plus grand défi agricole pour les 40 prochaines années. Le secteur privé peut jouer un rôle majeur dans la lutte contre d'autres contraintes, mais la définition des droits fonciers échoit à l'État. Les titres fonciers sont particulièrement importants dans les zones de fort potentiel d'exportation à la fois pour garantir les droits fonciers nécessaires à l'investissement et comme protection contre les tentatives d'accaparement des terres par des étrangers ou des nationaux.

La disponibilité en eau va devenir un problème encore plus critique avec le changement climatique et le réchauffement planétaire. En plus de nombreuses contraintes propres à chaque pays, deux grandes questions de l'eau touchant l'eau concernent tout le continent. Tout d'abord, les grands fleuves en Afrique couvrent invariablement de nombreux pays et la coopération des riverains pour la gestion des bassins fluviaux pour l'irrigation et le développement de l'hydroélectricité a été insuffisante. Deuxièmement, les coûts de développement de l'irrigation doivent être réduits grâce à une plus grande concurrence du secteur privé et son implication.

L'agriculture africaine est confrontée au défi technologique de rattraper le reste du monde en termes d'utilisation d'engrais et d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Les principales contraintes qui pèsent sur l'utilisation d'engrais ont été d'ordre économique. Les gouvernements doivent réexaminer les politiques de prix et de taxes agricoles qui ont historiquement faussé les incitations à utiliser des engrais ou d'autres intrants modernes alors que des accords de fourniture monopolistiques ont maintenu des prix élevés pour les engrais ou les ont rendu indisponibles. L'agriculture contractuelle pourrait faciliter d'énormes sauts technologiques grâce à des marchés et des prix garantis, un crédit et des systèmes de fourniture d'intrants bien organisés. La technologie agricole mondiale s'oriente vers l'utilisation de davantage d'OGM pour augmenter les rendements des cultures, développer de nouveaux produits et s'adapter aux contraintes, notamment celles causées par le réchauffement climatique. Les gouvernements doivent fournir un cadre à l'agriculture africaine pour rattraper son retard dans ce domaine à deux égards. Le premier consiste à tirer parti de la recherche mondiale pour avoir un potentiel productif plus fort ; c'est le cas du maïs qui résiste à des températures plus élevées, du coton résistant aux parasites ou des caféiers résistant aux maladies. La deuxième est d'appliquer à grande échelle ces technologies sur le terrain.

Le défi pour l'Afrique est de développer des institutions publiques et privées qui contribuent à améliorer le niveau du potentiel productif et son application sur le terrain. L'Afrique doit favoriser des institutions scientifiques public-privé et des partenariats public-privé qui contribuent à l'essor de la technologie mondiale grâce à une infrastructure scientifique nationale et sous-régionale, une large coopération continentale qui facilite la production de savoir et son partage ; les gouvernements doivent enfin, en ouvrant les circuits commerciaux, faire en sorte que les incitations économiques atteignent les producteurs. Les agriculteurs, qu'ils soient petits ou grands, seraient ainsi en mesure de faire des profits en adoptant de nouvelles technologies biologiques.

### *Mobiliser et investir les rentes issues de l'exploitation des ressources naturelles*

La réussite des villes face aux défis qu'il leur revient de relever déterminera l'efficacité-même des pays à bâtir sur ces ressources naturelles les progrès en matière de santé et d'éducation, les améliorations en matière de gouvernance, leurs initiatives de commerce et de développement régional, ainsi que bien des améliorations dans leur efficacité globale. Il sera crucial pour les décideurs politiques d'éviter le piège de ne considérer le défi urbain que comme un programme d'investissement massif pour l'offre de service.

Les villes peuvent être en effet le lieu d'activité économique par excellence ; ce sont les entreprises du secteur privé qui y stimuleront la croissance et la création d'emplois. Les villes doivent non seulement fournir des services urbains traditionnels à leurs résidents, mais aussi s'attacher à la création de l'environnement nécessaire pour attirer et développer des entreprises privées. Les décideurs doivent accorder une attention explicite aux politiques favorables aux entreprises, à l'aménagement du territoire et à la promotion de liens entre l'industrie et les universités. La sécurité des biens et des personnes et la réduction de la criminalité préoccupent particulièrement à la fois les personnes et les entreprises. Elle sera aussi importante que l'infrastructure physique.

D'énormes investissements en capital liés aux infrastructures et aux services seront requis pour que les villes mettent en place des plates-formes nécessaires à la croissance économique.

#### Encadré 10 | Les industries extractives

Tous les pays africains qui exportent des ressources naturelles vont devoir mettre en œuvre les mesures suivantes pour avancer vers la convergence avec des pays plus avancés :

- Obtenir une plus grande part des revenus tirés de leurs ressources
  - Assurer une plus grande transparence dans leurs industries extractives en exigeant la divulgation publique des termes des contrats d'exploitation des ressources
  - Avoir recours à une expertise de classe mondiale lors de la négociation de nouveaux contrats
- Gérer les rentes efficacement
  - Mettre en place les règles de gestion des revenus (équilibre fiscal primaire hors de ces ressources ou équilibre structurel primaire) pour éviter la cyclicité des revenus
  - Envisager la création de fonds de stabilisation et de gestion de patrimoine, gérés de façon indépendante et domiciliés dans des établissements bancaires extérieure de renommée internationale
- Transformer la richesse issue de ces ressources naturelles en capital humain et en infrastructures

Les leçons des 50 dernières années ont montré cependant que l'approche « par projet » ne parvient pas à susciter des réseaux d'infrastructures et de services durables. Au contraire, une grande partie de l'investissement se perd dans des opérations et des dépenses d'entretien inadéquates. Les stratégies de développement urbain doivent donc veiller à ce que les villes aient la capacité de diriger et de soutenir les initiatives d'investissement dans les prestations de services.

En outre, l'expérience internationale a montré que la demande de services urbains ne peut pas être durablement prise en charge par le centre, mais doit être suscitée et gérée par les autorités urbaines. Il s'agit d'un défi important en Afrique, où les villes manquent des cadres politiques, des moyens fiscaux et des régimes juridiques et réglementaires nécessaires pour leur permettre de fonctionner efficacement. Il demeure, enfin, que les gouvernements municipaux ne fonctionnent efficacement que si des règles claires de redevabilité devant leurs électeurs sont mises en place.

Le domaine le plus critique de l'action au cours des dix prochaines années sera donc institutionnel : il faudra introduire et rendre opérationnels les systèmes-clés d'administration locale essentiels à une gestion efficace de la ville. Ces systèmes, pris dans leur ensemble, représentent un environnement propice à un bon développement urbain. Les réponses aux besoins d'investissement doivent être mesurées en fonction de la solidité des systèmes de gestion et les progrès que font les villes pour leur mise en œuvre. Dans ce contexte, les besoins d'investissement, quelle qu'en soit l'urgence, doivent être soigneusement mesurés par rapport aux progrès dans l'aptitude à leur gestion dans un processus itératif, les équipements augmentant au fur et à mesure de l'accroissement des moyens nécessaires à leur gestion.

Pour mettre en place des gouvernements locaux urbains efficaces, il faut agir sur trois fronts. Tout d'abord, établir des cadres de politiques fiscales solides. Des lois et des règles doivent définir clairement les fonctions des villes pour la prestation de services ; la création de systèmes fiscaux fiables garantissant les flux adéquats de ressources aux gouvernements municipaux sont également nécessaires pour qu'ils s'acquittent de leurs responsabilités et soient soumis à des structures de contrôle efficaces. Deuxièmement, il convient de mettre en place des contrats sociaux efficaces entre les représentants du gouvernement local élus et leurs communautés. Des systèmes de gouvernance dans des domaines concrets de management tels que les budgets, les décisions d'investissement, et les performances opérationnelles doivent être établis selon des procédures transparentes, respecter systématiquement les normes d'audit satisfaisantes et fournir des services selon des normes respectant les attentes des citoyens.

Enfin, la capacité du gouvernement local urbain devra être renforcée à travers un processus d'« apprentissage sur le tas » par lequel les villes renforceront leurs capacités à gérer leurs responsabilités, bénéficiant au cours de cette période de transition de programmes ciblés de soutien à la formation.

La plupart des pays d'Afrique ont certaines formes de structures juridiques et de représentation élue au niveau local pouvant servir de cadre légitime pour introduire des pratiques plus solides.

Alors que certains pays ont des structures de gouvernance locale bien avancées (l'Afrique du Sud offrant les meilleures pratiques africaines à cet égard) dans la plupart des cas, peu a été fait pour mettre en œuvre des programmes de renforcement de ces cadres et la capacité budgétaire des collectivités locales. Les structures nationales organisant les transferts fiscaux sont faibles et, au mieux, peu fiables. Par conséquent, peu de capacités de gestion ont été développées au niveau local et la confiance entre les élus et leurs électeurs s'en est trouvé sévèrement érodée. Des flux de fonds insuffisants et imprévisibles ont contribué à ces échecs et ont créé un cycle autoalimenté de mauvaise performance des gouvernements locaux et de réticence des gouvernements centraux à transférer des fonds à des institutions qu'ils jugent incompétentes. Ce cycle doit être interrompu pour que les villes soient en mesure de relever les défis auxquels elles sont confrontées.

### **Une Afrique intégrée – De grands marchés pour favoriser l'investissement et des emplois plus productifs**

La plupart des pays africains sont de petite taille. L'Afrique doit s'intégrer à la fois de façon sous-régionale et mondiale si elle veut avoir des marchés assez grands pour que les entreprises soient incitées à croître et à créer des emplois et pour que l'Afrique ait une voix dans les forums internationaux où les règles concernant son avenir seront fixés.

#### *Promouvoir la coopération régionale et le commerce*

Dans de petits marchés, les entreprises ont peu de chances de se développer, de se spécialiser et d'accroître la productivité et donc de créer des emplois. Il s'agit donc de leur ouvrir l'accès à des marchés plus importants à la fois sous-régionaux et mondiaux. Des mesures doivent aller au-delà de la baisse des tarifs et viser une réelle ouverture pour réduire les obstacles non tarifaires et « post-frontière » et améliorer la connectivité. Ouvrir les économies pour à la fois élargir les marchés et introduire la concurrence offre également des possibilités de politique de sauts qualitatifs. Beaucoup peut être dit à propos de l'amélioration des relations entre les pays, mais certainement la meilleure approche est d'abolir toutes les barrières au propre et au figuré.

Le commerce interafricain est minime (11 % des exportations) non parce qu'il n'y a pas de possibilités, mais en raison du coût des obstacles à surmonter, qu'ils soient physiques ou bureaucratiques. Que le Maroc commerce peu avec le Mozambique ou le Kenya avec le Cameroun n'est pas surprenant, compte tenu de la géographie. Que les membres de la Communauté d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou la Communauté est-africaine (EAC) en fasse si peu les uns avec les autres relève de l'autodestruction. La diversité de l'Afrique est un plus dans ce domaine puisque le commerce et les flux d'investissements qui le suivent fréquemment génèrent des profits particulièrement importants pour les pays qui ont des caractéristiques différentes. Les pays enclavés ont besoin d'un accès à la côte. Le petit Bénin pourrait un jour être un fournisseur de services à la manière de Hong Kong à un Nigeria géant. Et les pays d'Afrique du Nord comme le Maroc et

la Tunisie, déjà intégrés dans les chaînes d'approvisionnement européennes, pourraient s'étendre vers le sud à mesure qu'ils progressent dans la chaîne de valeur.

La première priorité des principales organisations économiques régionales et de leurs États membres devrait être d'identifier de manière pragmatique et ensuite de supprimer audacieusement les obstacles au franchissement des frontières pour les personnes et les marchandises. Cela va des bandits de grands chemins ou des bureaucrates sans mandat qui recueillent des péages indus à des interdictions d'exportation de produits agricoles et à des procédures bureaucratiques qui n'ont d'autre but que l'affirmation de la puissance (et la capacité de recouvrement de rentes) de ceux qui les administrent, à la simple absence de normes harmonisées. Quelle que soit la façon dont ils se manifestent, ces obstacles existent à travers le continent et subsisteront tant qu'il n'y a pas un engagement inconditionnel et pragmatique de les éliminer de la part des dirigeants politiques.

Si les barrières tombent ainsi, les investissements régionaux d'infrastructures de transport seront la clé de l'ouverture des marchés, mais plus particulièrement de la baisse des coûts de transport. Une stratégie à l'échelle du continent pour l'infrastructure régionale a été approuvée par les dirigeants africains, mais sa mise en œuvre traîne. Les principaux défis consistent à lui allouer des ressources financières adéquates et des capacités de mise en œuvre effective. L'expérience d'autres régions suggère que l'Afrique devra augmenter de manière significative les dépenses d'infrastructure de 2-3 % du PIB actuellement à au moins 5 %. Un élément déterminant pour la promotion de la coopération régionale et du commerce est l'infrastructure (l'énergie et l'électricité ; les transports y compris les routes, les ports, le rail, l'eau, l'air, la mobilité urbaine ; des technologies de l'information et de la communication ; les ressources en eau) et des services connexes faisant le lien à l'intérieur et entre les régions du continent. Les infrastructures et les services régionaux offrent des possibilités d'économies d'échelle, par exemple grâce à des pools énergétiques régionaux, au stockage de l'eau pour une utilisation polyvalente, à l'accès à travers le continent et vers le monde extérieur et à une connectivité mondiale à partir de tous les coins du continent à travers la téléphonie mobile et le haut débit.

### *Remplacer l'aide par le commerce et l'IDE*

Beaucoup de pays ont ouvert leurs économies en éliminant les obstacles aux échanges de biens mais seulement beaucoup plus tard (ou pas du tout) pour les services. Il est devenu de plus en plus évident que l'ouverture des services à l'investissement étranger direct et au commerce augmente la productivité et l'emploi à la fois dans le secteur manufacturier et celui des services (Duggan, et al., 2013).

Si l'Afrique veut rattraper rapidement son retard, il faut passer directement à l'ouverture du commerce et de l'IED dans ces deux secteurs. Une attention pragmatique à l'identification et à la levée agressive des obstacles à l'exportation sera la clé et impliquera des actions avec des

partenaires mondiaux et nationaux pour améliorer l'accès à des marchés cibles et en éliminer les obstacles. L'économie politique de cette ouverture doit être explicitement reconnue ; l'ouverture du commerce créera des opportunités, mais détruira également les entreprises non compétitives et mobilisera l'opposition des défenseurs des droits acquis.

Cinquante ans après l'indépendance, l'aide publique étrangère diminue pour la plupart des pays africains. En 2050, l'aide au développement traditionnelle devrait avoir disparue et être remplacée par la coopération entre égaux, dans la poursuite d'intérêts communs. Dans l'intervalle, l'aide devrait être concentrée sur les États fragiles, en reconnaissant que la fragilité peut mener à des conflits et à leur contagion transfrontière.

La réduction de l'importance de l'aide exige une gestion active des relations à la fois avec les anciens et les nouveaux partenaires et, à court terme, une utilisation plus stratégique par l'Afrique de l'aide et des crédits à l'exportation. À l'avenir, l'investissement national et étranger, le commerce et les transferts de fonds seront la source du développement économique d'une Afrique en mesure de faire des choix bien informés dans son propre intérêt.

L'essentiel des échanges économiques sera déterminé par les marchés et le secteur privé et non plus dirigé par les gouvernements. Comme indiqué plus haut, l'Afrique ne peut converger avec le reste du monde que si elle possède de plus grands marchés et une discipline de marché appelée par le commerce mondial ; elle ne peut mobiliser la technologie nécessaire, le savoir-faire et l'augmentation des investissements si elle n'augmente pas les IDE. Rejoindre les chaînes d'approvisionnement et l'accès au marché grâce à l'IDE doit être un objectif au centre de ses relations futures.

L'Asie et l'Amérique latine représenteront environ 60 % du PIB mondial en 2050 et devraient représenter une part correspondante des échanges de l'Afrique. Il est indispensable pour cela d'attirer les IDE des industries d'extraction des ressources naturelles vers le secteur manufacturier, l'agriculture et les services. Compte tenu de la grande part qu'ils détiennent dans l'industrie mondiale de transformation et de la hausse de leurs coûts de main-d'œuvre, l'intégration dans les chaînes d'approvisionnement des partenaires émergents de l'Afrique est particulièrement importante.

### *Repositionner l'Afrique au niveau mondial*

Un passage de l'aide au commerce et à l'investissement améliorera la position de l'Afrique ; elle remodelera ses relations avec le reste du monde et, plus que par le passé, la placera sur un pied d'égalité. Les pays africains devraient s'efforcer de passer de relations généralement centrées sur le dialogue de gouvernement à gouvernement à des relations plus larges et plus inclusives, avec la participation du secteur privé, des autorités locales et d'autres acteurs non étatiques concernés dans les partenariats avec les pays émergents.

L'évolution du partenariat de l'Afrique avec les pays de l'OCDE doit refléter une position africaine plus réfléchie et proactive basée sur sa vision à long terme de son propre avenir. L'Afrique doit essayer de parler, chaque fois que c'est possible, d'une seule voix et veiller à ce que les questions qui l'intéressent soient abordées. L'Afrique doit cesser d'être un spectateur passif des débats mondiaux et de l'élaboration de règles pour devenir un participant actif. Pour participer activement à l'établissement de l'agenda mondial et être plus influente, l'Afrique a besoin d'obtenir des sièges supplémentaires au sein du G20 et des institutions en charge des questions bancaires et financières.

# Une meilleure gouvernance pour obtenir des résultats



Les questions abordées dans le programme d'action 2050 sont choisies pour leur importance parmi les nombreux problèmes auxquels les gouvernements seront confrontés pendant les prochaines 40 années, pour répondre aux aspirations des Africains. La plupart ne sont pas nouvelles. Le défi n'est pas tant de savoir ce qu'il faut faire, mais comment réaliser et comment maintenir une constante concentration sur la recherche des résultats. La clé de la réalisation de la vision 2050 sera donc la gouvernance et le fonctionnement des institutions.

- Une Afrique 2050 florissante aura besoin de disposer d'institutions capables de fournir cet effort de façon soutenue et empêcher des groupes politiquement bien introduits de se les appropriées
- Des investissements continus dans le capital humain, en particulier pour assurer l'accès aux services de santé et d'éducation de qualité
- L'infrastructure physique pour le transport, les communications, l'énergie électrique et les besoins en eau d'une économie dynamique
- Un environnement d'affaires qui favorise la concurrence et stimule l'innovation

Il y a aussi un large consensus sur les caractéristiques d'un État en bon état de marche, capable de fournir de tels biens publics :

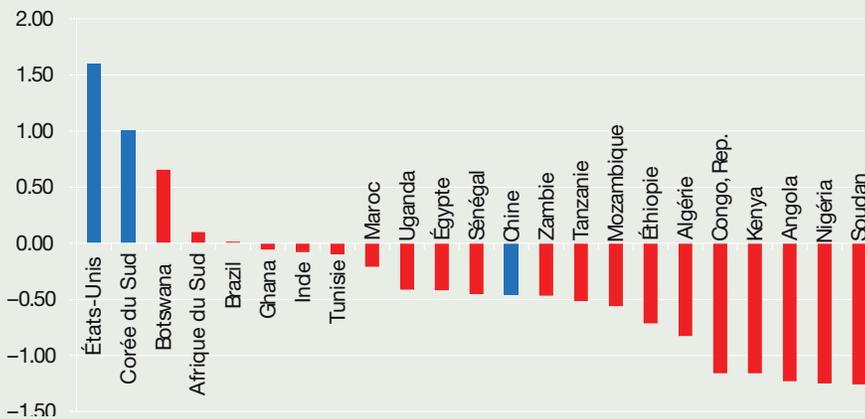
- Un état de droit fort
- Des bureaucraties compétentes fondées sur le mérite
- La bonne administration des dépenses publiques et des systèmes de gestion financière
- Une corruption pourchassée et des sanctions fortes lorsqu'elle est découverte
- La responsabilisation des agents publics et des gouvernements envers leurs citoyens
- Une large acceptation de la légitimité des dispositifs de gouvernance

La plupart des pays qui se rapprochent de ces normes ont une longue histoire spécifique à chaque pays, de développement institutionnel et politique. Beaucoup d'analystes suggèrent que les institutions économiques et politiques recherchant l'inclusion sont la clé d'une telle évolution (Acemoglu et Robinson, 2012).

Comment réunir ces caractéristiques ? Le défi pour la plupart des dirigeants africains est d'obtenir à partir d'institutions relativement faibles des institutions plus fortes et efficaces. Comme

Selon les normes internationales, la plupart des pays africains obtiennent de mauvais scores en ce qui concerne la primauté du droit (voir graphique ci-dessous). La plupart ont des cadres juridiques raisonnables mais l'application laisse à désirer. Dans certains pays, la sécurité physique des personnes n'est même pas assurée. Dans certains cas, les investisseurs qui réussissent, qu'il s'agisse de particuliers, de petites entreprises ou de grandes, risquent de perdre leurs gains au profit de gens politiquement bien introduits. Dans d'autres cas, la mise en oeuvre d'un simple contrat est un défi et des décisions de justice peuvent facilement être achetées. Dans tous les cas, ces écarts sont mortels pour l'investissement, l'innovation et l'initiative privée, sans lesquels il n'y aura pas de création d'emplois. De façon assez perverse, ces problèmes sont plus aigus pour les investisseurs nationaux que pour les étrangers car ces derniers sont souvent assez puissants pour conclure des accords avec des intérêts particuliers ou sont moins vulnérables en raison de leur visibilité. Pour que la Vision 2050 en Afrique puisse être réalisée, les pays africains devront garantir les droits individuels et les droits à la propriété et veiller à ce que la qualité et l'incorruptibilité du système judiciaire le fasse respecter.

**Graphique 1: La plupart des pays africains se classent mal en matière d'État de droit**



Source: World Governance Indicators, World Bank.

une longue période est nécessaire pour assurer la solidité des changements institutionnels, il est urgent de démarrer sans délai après avoir choisi les mesures à prendre en premier. Les réponses sont évidemment spécifiques à chaque pays, mais l'attention à deux grandes questions est nécessaire partout : le renforcement des capacités et celui de la crédibilité et de responsabilisation.

### Renforcement des capacités

La capacité fait référence à la mesure dans laquelle le secteur public d'un pays a les aptitudes et les compétences organisationnelles nécessaires pour une bonne élaboration des politiques

et leur mise en œuvre. Il y a cinquante ans, lorsque de nombreux pays africains sont devenus indépendants, cette capacité était extrêmement faible car de nombreuses administrations coloniales n'avaient aucun intérêt à développer le capital humain national. Faute d'attention accordée à l'éducation, il y avait tout simplement très peu de gens dotés des compétences nécessaires.

Le problème aujourd'hui est différent. Il y a un grand nombre d'Africains hautement qualifiés qui remplissent de nombreuses fonctions dans le monde entier. À quelques exceptions près, la grande contrainte aujourd'hui est d'utiliser les compétences qui existent à l'intérieur et à l'extérieur des pays. Pour profiter des capacités professionnelles existantes et les attirer, il est nécessaire d'assurer que les arrangements institutionnels offrent une stabilité suffisante et une rémunération adéquate dans un environnement de professionnalisme, de promotion en fonction des mérites et de participation active à la mise en œuvre des politiques.

Le manque de capacité institutionnelle s'applique à l'ensemble du spectre des revenus de l'Afrique. La Sierra Leone, le Liberia et la RDC ont commencé à attirer leurs ressortissants qualifiés et expérimentés à des postes importants dans l'administration publique, ce qui était impensable quand ils étaient encore en guerre. Depuis plus d'une décennie, le Maroc a réussi à attirer les Marocains hautement qualifiés à la fois pour rester dans le pays et travailler dans le secteur public. La Tunisie, sur la même période, en a attirés beaucoup moins. La plupart des gens disent que la différence la plus importante tiendrait entre d'un côté un ethos politique qui valorisant les compétences techniques dans les échelons supérieurs au Maroc et de l'autre un accaparement de l'État par des gens politiquement en cour au détriment des échelons supérieurs de la fonction publique autrefois bien respectés en Tunisie.

Que ce soit pour restaurer la gestion financière de base dans un pays « post-conflit » d'un côté ou pour créer une administration agile pour échapper au piège des pays à revenu intermédiaire, les gouvernements africains doivent mobiliser des capacités techniques précises et hautement qualifiées, dans les domaines où des résultats peuvent être rapidement obtenus et mobiliser les parties prenantes fortement intéressées à la réussite des réformes.

Bâtir un secteur public compétent est une entreprise de longue haleine, mais il y a certains domaines où les résultats peuvent être obtenus rapidement, même là où la plate-forme initiale est faible (encadré 13). Une approche étape par étape, d'abord concentrée sur ces domaines, va dans la plupart des situations offrir les meilleures perspectives pour la propagation rapide des capacités techniques de gestion du secteur public. Les premières mesures seront bien sûr spécifiques à chaque pays ; elles vont de la création de banques centrales et de ministères des finances compétents à la mobilisation des meilleures compétences pour la planification des villes de demain et la conception de partenariats public-privé intelligents.

Le parcours de faible à une bonne gouvernance est long. La clé de la réalisation de la Vision 2050 en Afrique consiste à commencer par des actions qui produisent des résultats de développement à court terme et fournissent une plate-forme pour des gains de plus grande envergure au fil du temps. Des actions à fort potentiel dans ce sens impliquent de :

- Renforcer les capacités du secteur public en mettant l'accent sur les actions qui peuvent produire directement des résultats de développement spécifiques :
  - ◇ Construire des unités de grande capacité en matière de politiques macroéconomique et budgétaire
  - ◇ Garantir un budget qui fixe des ressources prévisibles pour les gestionnaires
  - ◇ Poursuivre des efforts en vue de gains rapides contre des contraintes de développement majeures
  - ◇ Initier une réforme institutionnelle axée sur les résultats dans quelques secteurs
- Renforcer la crédibilité de capacité d'engagement et signaler clairement que le gouvernement s'engage sur des résultats et respecte les règles du jeu :
  - ◇ Légiférer sur un cadre institutionnel crédible pour l'investissement intérieur et étranger
    - » Un cadre de participation locale
    - » Une taxation transparente
    - » Un mécanisme crédible de résolution des différends, y compris extraterritoriale
  - ◇ Recourir aux mécanismes mondiaux et régionaux pour MIEUX verrouiller les réformes
  - ◇ Lancer un programme de renforcement de l'institution de vérification de plus haut niveau
- Il y a un défi supplémentaire pour le long terme auquel il faut accorder la priorité très tôt : la promotion d'une culture de la citoyenneté fondée sur le respect et les promesses du gouvernement ainsi que sur la redevabilité des hommes politiques. Il faut y ajouter le soutien à la liberté de presse et le renforcement des capacités des médias, la mise en place de tableaux de bord des prestations de services et tous autres mécanismes de suivi des réponses aux demandes.

### Améliorer la crédibilité et la responsabilisation

La crédibilité se définit par la mesure dans laquelle les citoyens et les entreprises (nationales et étrangères) ont confiance dans le fait que les engagements du gouvernement seront honorés. Elle repose sur les résultats (définir les objectifs et les atteindre) et la responsabilisation. Les conditions préalables pour la crédibilité sont un État assez fort pour faire appliquer ses décisions sur son territoire et suffisamment cohérent dans son action pour atteindre ses objectifs.

La crédibilité peut être ruinée par l'incompétence par incompétence mais son pire ennemi est l'utilisation du pouvoir d'État par les dirigeants politiques ou les groupes qui lui sont proches à des fins personnelles et dans un temps aussi court que possible. Le développement exige un leadership qui s'engage à investir pour le long terme. Un seuil minimum de crédibilité est de faire preuve d'assez de contrôle et de fiabilité pour que les investisseurs privés, nationaux ou étrangers, soient prêts à investir dans des activités autres que les industries extractives .

Promouvoir la responsabilisation est essentiel pour dépasser ce seuil. Les mécanismes de responsabilisation peuvent à la fois améliorer directement la prestation de services (par exemple, lorsque les parents ont leur mot à dire dans la gestion des écoles et peuvent bloquer les salaires des enseignants absents) et créer la confiance nécessaire à des particuliers pour investir, prendre des risques et innover.

Plus encore que pour d'autres questions, ce qui est nécessaire pour maintenir ou rétablir la crédibilité varie selon les pays et au fil du temps. Certaines actions peuvent faire une différence très tôt en envoyant des signaux forts et clairs démontrant que le gouvernement s'est engagé vers des résultats et respecte les règles du jeu (voir encadré 13). Rétablir l'ordre et la sécurité peut suffire à la suite d'un conflit civil chaotique. Après le rétablissement de l'ordre, les attentes se porteront rapidement vers la fourniture de service minimum.

Le plus gros défi de nombreux gouvernements africains à un horizon de 40 ans sera de répondre aux attentes d'une classe moyenne en pleine expansion. Elle peut être un moteur important de la croissance économique à la fois par la demande de biens et services et à travers un cercle vertueux d'augmentation des revenus, de l'épargne, des investissements et à nouveau des revenus. Plus important encore, une classe moyenne en pleine croissance exigera aussi plus de responsabilités et donc une meilleure gouvernance de la part de ses dirigeants et gouvernements.

La crédibilité et la responsabilisation sont possibles quels que soient les dispositifs politiques à condition qu'il existe un contrat social clair qui engage toute la société. La nature de ce contrat doit évoluer à mesure que le niveau de vie augmente, les communications s'améliorent et les attentes changent ; sinon la crédibilité en souffrira.

Pour répondre aux aspirations de ses peuples, l'Afrique a besoin de dirigeants et de gouvernements sans autre but que les résultats, faire face aux défis de demain et démontrant leur volonté d'être tenus pour responsables.



# Scénarios alternatifs : énorme coût de l'échec



Chapitre  
**8**

L'Afrique peut réaliser la vision esquissée dans la section 2, mais cela ne va pas de soi. Cela nécessitera une action audacieuse et soutenue des dirigeants africains dans l'application de l'agenda proposé ci-dessus.

Trois scénarios -convergence, refus du changement et régression- sont décrits ci-dessous pour illustrer le large éventail de résultats possibles. Ces scénarios sont basés sur un modèle de l'économie mondiale et une méthodologie établie par « Centennial Group International » qui projette l'évolution à long terme du PIB de 186 pays en fonction de la force de travail, du capital et de la productivité totale des facteurs (voir annexe 3).<sup>1</sup>

## Convergence contre refus du changement

La récente amélioration de la performance de l'Afrique (voir Graphique 15) constitue la base du scénario de convergence dans lequel la convergence des niveaux de vie est entraînée par le commerce qui réduit les écarts de prix des facteurs entre pays riches et pays pauvres, l'intensification du capital dans les pays où les ratios de capital/travail sont plus faibles, et la croissance de la PTF accélérée pour rattraper les niveaux de PTF dans les économies avancées. Le scénario suppose que 19 pays africains sont « convergents précoces »<sup>2</sup> dont la croissance de la PTF commence à converger vers celle des pays avancés de cette décennie, que 15 sont « convergents tardifs »<sup>3</sup> dont la croissance de la PTF commence à converger dans la décennie suivante, et que les derniers 20 pays actuellement considérés comme « fragiles »<sup>4</sup> s'écarteront de la fragilité au cours des 30 prochaines années.

Selon le scénario de convergence, le revenu par habitant en Afrique pourrait croître de 4,6 % par an au cours des 40 prochaines années et dépasser 17.000 US \$ (2010 PPA dollars américains) en 2050 (graphique 16). Le revenu par habitant à l'échelle africaine serait alors plus élevé que

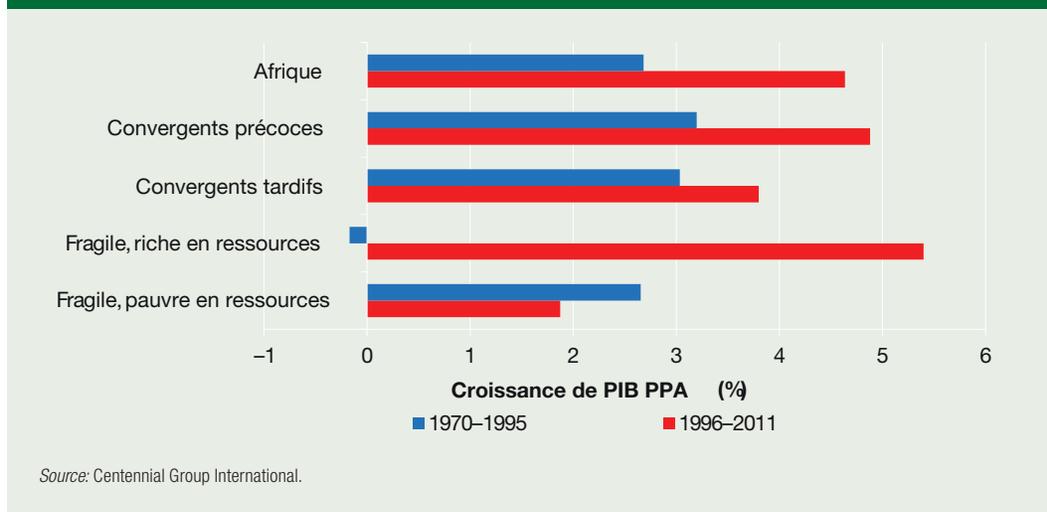
1 Le modèle de croissance du Centenaire est expliqué dans Kohli, Szyf et Arnold (2012) et ses résultats sont reflétés dans de nombreuses études y compris Mexico 2042 2042-Réalisation de la prospérité pour tous, Asie 2050-Réaliser le Siècle de l'Asie, de l'Inde 2039, une Société d'Abondance en une Génération, et l'Amérique Latine 2040-Rompant avec la Complaisance.

2 Il s'agit de quatre pays (Botswana, Cap-Vert, Maurice, Mozambique) avec 25 années de croissance du PIB par habitant, supérieure à 3,5 %, auxquels s'ajoutent 15 pays où la croissance annuelle la PTF au cours de la dernière décennie est de plus de 1 %.

3 Pays non fragiles avec une croissance annuelle la PTF au cours de la dernière décennie de moins de 1 %.

4 Il s'agit des 20 pays classés par la Banque africaine de développement et la Banque mondiale comme étant en « situations fragiles ».

Graphique 15 | **La croissance du PIB de l'Afrique a fortement augmenté depuis 1995 (croissance réelle du PIB)**



celui de la Russie, de la Malaisie, du Mexique ou de la Turquie aujourd'hui. Dans un tel scénario, le revenu par habitant en Afrique commencerait à converger avec le reste du monde, passant de 27 % de la moyenne mondiale actuelle à 52 %.

Cette croissance soutenue mettrait en marche de nombreux autres changements qui transformeront la vie des Africains et le rôle de l'Afrique dans le monde. Sur le plan individuel, la taille de la classe moyenne<sup>5</sup> atteindrait 68 % de la population pour 12 % aujourd'hui. Le nombre de pauvres devrait diminuer à 53 millions (soit moins de 3 % de la population) contre 380 millions (soit 37 %) aujourd'hui. La part du PIB mondial de l'Afrique ferait plus que tripler, passant de moins de 3 % aujourd'hui à 9 % en 2050 (voir graphique 16).

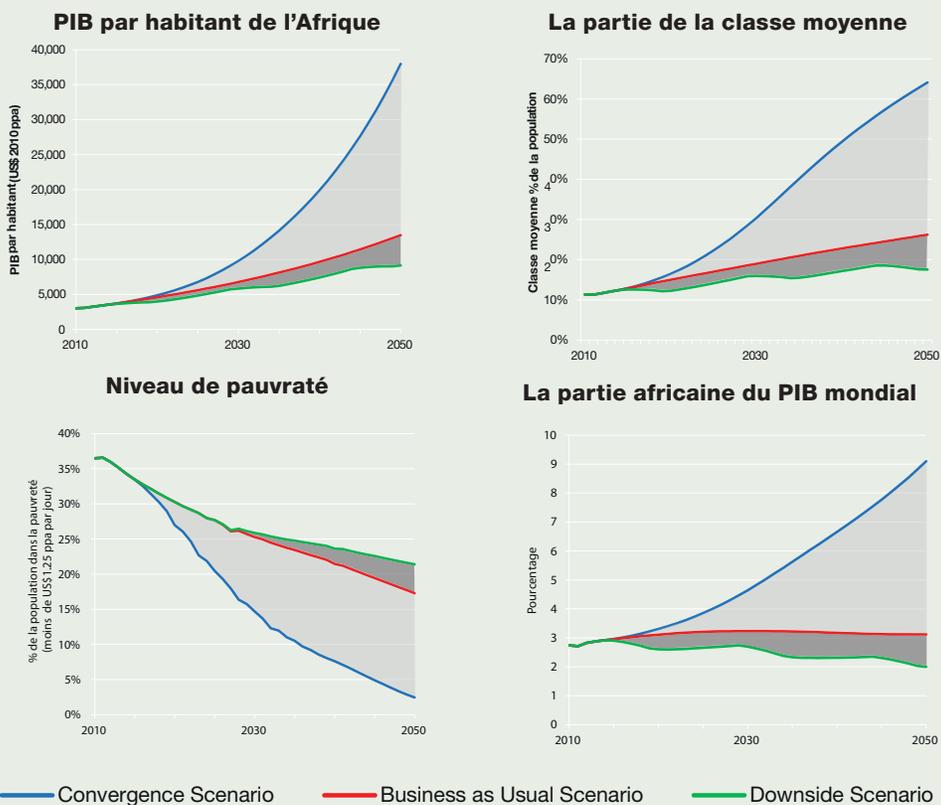
Les graphiques de la page suivante comparent les résultats du scénario de convergence avec ceux du scénario « business-as-usual » ou refus de changement. Celui-ci suppose que les taux d'investissement plus élevés de l'Afrique de ces dernières années se poursuivent, que sa main-d'œuvre continue de croître, que les prix des matières premières restent élevés et que les politiques qui se sont généralement améliorées ces 10-15 dernières années sont maintenues sans qu'une action soutenue soit engagée en application de l'agenda politique décrite ci-dessus. En conséquence, contrairement au scénario de convergence, la croissance de la productivité ne s'accélère pas. Quatre pays avec toujours une forte croissance au cours des 25 dernières an-

<sup>5</sup> Classe moyenne définie comme la part de la population dont le revenu par habitant est supérieur à 10,80 USD et inférieur à 100 USD par jour (2010 PPA dollars américains).

néess<sup>6</sup> continuent à converger, mais les 30 autres pays non fragiles ne convergent pas<sup>7</sup> et les pays fragiles le restent.

Selon la base du scénario « business-as-usual », les revenus par habitant continuent

## Graphique 16 Il y a un coût d'opportunité élevé pour la non-réalisation du scénario de convergence



Source: Centennial Group International.

d'augmenter mais de 1,9 % par an seulement et atteignent plus de 6000 dollars (2010 PPA en USD) en 2050 (voir graphique 16). Compte tenu de la croissance dans le reste du monde cepen-

<sup>6</sup> Botswana, Cap-Vert, Maurice et Mozambique.

<sup>7</sup> Leur croissance de la PTF correspond à celui de la croissance de la PTF à long terme des économies avancées (1 %).

dant, le revenu par habitant de l'Afrique continuerait en fait de s'éloigner de celui du reste du monde, tombant à 20 % de la moyenne mondiale en 2050. La taille de la classe moyenne augmenterait, mais après 40 ans ne concernerait que 27 % de la population. Près d'un Africain sur cinq demeurerait embourbé dans la pauvreté. Enfin, compte tenu de la croissance ailleurs dans le monde, la part du PIB mondial de l'Afrique stagnerait autour de 3 %.

La zone grise des tableaux indique l'énorme coût d'opportunité pour les Africains, le scénario de « business-as-usual » sans une accélération du changement permettant de réaliser le scénario de convergence. Le revenu par habitant serait inférieur de plus de 10.000 dollars américains ; environ 40 % de la population (900 millions) seraient incapables d'atteindre le statut de classe moyenne, 15 % supplémentaires de la population (325 millions) resteraient dans la pauvreté. En un mot, à l'approche du centenaire des indépendances, ce continent riche du quart de la population mondiale, ne produirait que 3 % de l'activité économique. Un tel résultat dont nul ne peut se satisfaire constituerait une grave menace pour la stabilité sociale et politique. Un tel écart par rapport aux aspirations des Africains constitue une menace inacceptable.

### Scénario régression

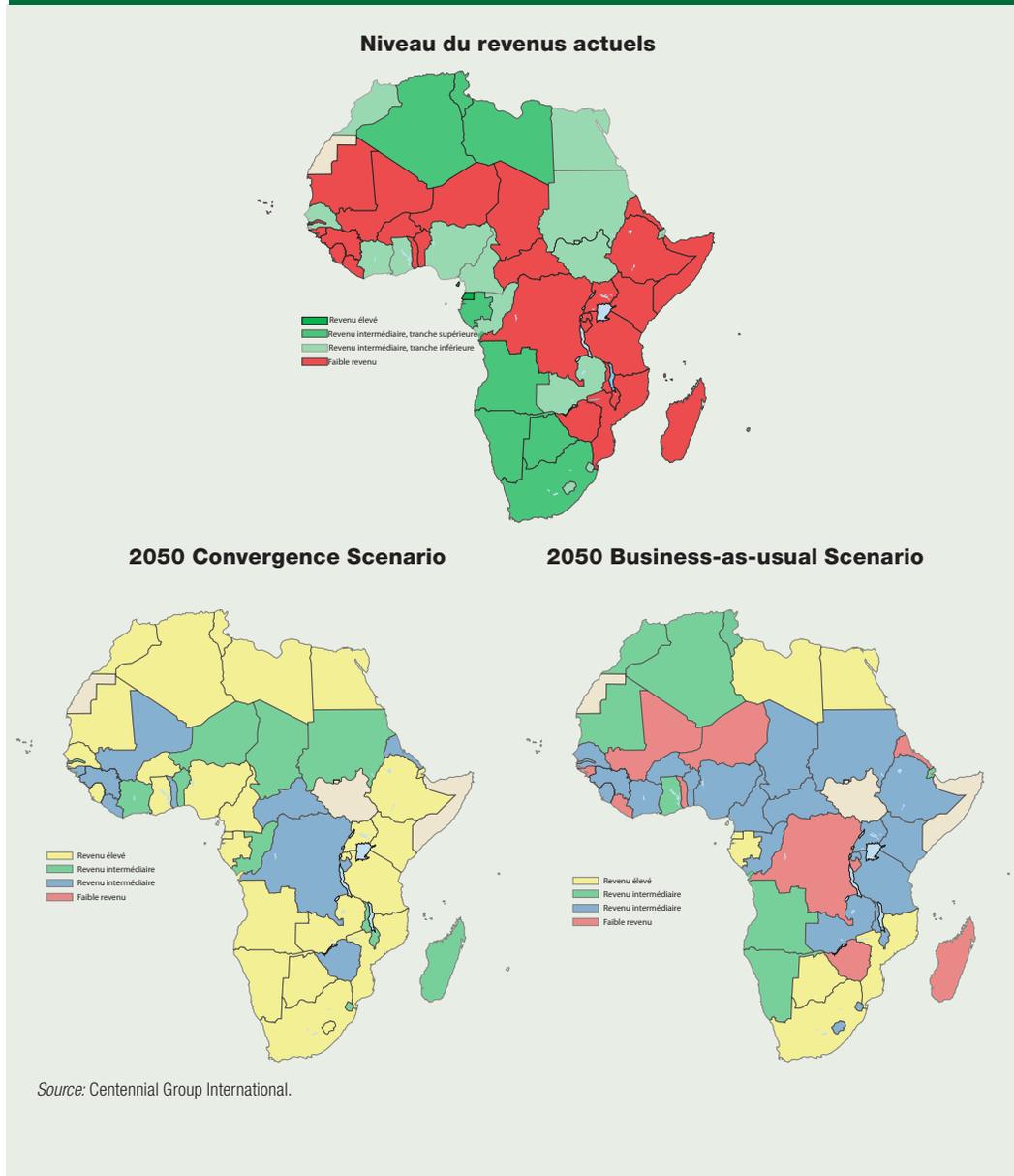
Le scénario « refus du changement » est cependant loin d'être le scénario pessimiste. Un scénario de régression beaucoup plus inquiétant pourrait se réaliser, par exemple si les termes de l'échange de l'Afrique venaient à se détériorer en raison de l'évolution des prix des produits de base et si la fragilité et le conflit venaient à se propager à travers les pays. Il est difficile de modéliser un tel scénario, mais le scénario « régression » du graphique 16 suppose qu'en raison des fluctuations des prix des produits de base, les termes de l'échange cycliques de l'Afrique baissent de 15 % sur cinq ans et récupèrent ensuite 15 % au cours de la décennie suivante (hypothèse relativement modérée si l'on se place dans la perspective des 40 dernières années), que cinq autres pays subissent la fragilité et le conflit et que tous les pays à revenu intermédiaire tombent dans le piège du revenu intermédiaire et ne convergent pas avec les économies avancées d'aujourd'hui.

Dans un tel scénario, le revenu par habitant devrait augmenter de moins de 1 % par an et serait en 2050 seulement d'environ 4000 USD (2010 dollars PPA). Compte tenu de la croissance rapide dans le reste du monde, le revenu par habitant de l'Afrique aurait chuté à seulement 14 % ou un septième de la moyenne mondiale, une situation pire que celles qui ont été connues jusqu'ici. Un Africain sur trois (environ 690 millions de personnes) serait encore dans la pauvreté et la classe moyenne ne s'étendrait qu'à ment 18 % de la population. Sur la scène mondiale, l'Afrique serait marginalisée avec seulement 2 % du PIB mondial. En 2050, l'Afrique aurait encore de nombreux pays à faible revenu et peu de pays à revenu élevé (voir graphique 17). Dans un tel scénario, les aspirations des Africains seraient balayées.

Les scénarios « business-as-usual » et « régression » brossent un avenir sans attrait, pour dire le moins. Le scénario de convergence en revanche est réalisable s'il donne lieu à une mise

Graphique  
17

**Le coût d'opportunité élevé pour la non-réalisation du scénario de convergence, comme le montre les niveaux de revenus**



en œuvre vigoureuse et soutenue de l'agenda proposé dans le présent rapport. Ce scénario nécessite une croissance soutenue de la productivité dans la plupart des pays au cours des 40

prochaines années. Des pays d'autres régions, pas très nombreux cependant, ont atteint une telle croissance de la productivité. Le succès d'un programme de 40 ans dépend de beaucoup du développement institutionnel et de la volonté politique présidant à une mise en œuvre soutenue.

Une telle stratégie serait en nette rupture avec le passé ; elle nécessite un changement culturel. Elle montre l'important qu'il y a à ce que les dirigeants africains se concentrent sur la réalisation du scénario de convergence et soient prêts à être jugés sur leur réussite dans l'obtention de ses résultats. Pour être en mesure de le faire cependant, ils doivent mettre en place un nouveau contrat social avec les citoyens (par-delà les clivages politiques, ethniques et religieux) tourné vers la réalisation des objectifs ci-dessus pour 2050 mais reconnaîtraît l'extrême effort de concentration sur les moyens envisagés pour sa réalisation tels qu'ils sont décrits par le programme d'action proposé par ce rapport.

## Conclusion : l'heure d'une Afrique maîtresse de son destin



L'Afrique est à un tournant critique. Une « fenêtre d'opportunité » s'offre à elle pour rompre avec les hauts et les bas de l'histoire liés aux aléas des marchés de matières premières et adopter une vision ambitieuse d'un continent transformé pour 2050. Une attention et une détermination sans faille pour la réalisation de cette ambition lui permettra de répondre aux aspirations croissantes de ses peuples et du reste du monde, devenant ainsi maîtresse de son destin dans la communauté mondiale. Ce chemin ne sera pas facile. Mais les populations africaines méritent et n'exigent rien de moins pour éviter les scénarios qui pourraient entraîner des troubles sociaux, voire une explosion sociale et leur marginalisation dans le monde.

En termes humains, les enjeux pour les deux prochaines générations d'Africains sont énormes. Les perspectives décrites dans ce rapport suggèrent que plus de deux milliards d'Africains vivant en 2050 pourraient profiter des avantages de sociétés riches telles que la Malaisie, le Mexique ou la Turquie d'aujourd'hui et se trouver ainsi à l'abri de la violence et de l'insécurité qui frappent actuellement près d'un Africain sur trois. La pauvreté, l'analphabétisme et la maladie seraient pratiquement vaincus. Dans un scénario de « refus du changement » en revanche, le niveau de vie du continent serait en 2050 encore inférieur à celui de l'Égypte ou de l'Afrique du Sud aujourd'hui et près de 20 % de la population (environ 380 millions de personnes) seraient encore victimes de la pauvreté. Et le scénario « régression » serait tout simplement un cauchemar et socialement et politiquement encore plus inacceptable.

### L'avenir de l'Afrique est entre ses mains

Dans une ère de mondialisation croissante, le continent sera clairement affecté par les évolutions extérieures, y compris sur les marchés des produits de base, mais l'orientation fondamentale de sa trajectoire économique et sociale future sera déterminée par les actions des gouvernements africains, des institutions publiques et privées, des milieux d'affaires et de la société civile. Dans ce contexte, ce que les dirigeants africains choisiront et réussiront à faire dans les prochaines années pour commencer à appliquer le programme défini dans le présent rapport fera une énorme différence.

Presque tous les changements importants (dans les politiques, les institutions, les investissements, les relations avec les autres au sein de la région et ses partenaires dans le reste du monde) appellent une perspective à long terme, une stratégie et un programme d'action. Les réformes dans les domaines les plus importants s'attaquent à des problèmes intergénérationnels qui prennent des décennies à être lancés, pilotés, adaptés à l'écoute des leçons apprises sur le terrain, et finalement élargis au niveau national ou régional. Si elles ne sont pas lancées sans délais, les réformes n'atteindront pas assez vite la maturité requise pour produire des résultats au moment où les problèmes qu'elles abordent se transformeront en contraintes plus lourdes encore.

### **Quelques facteurs contournables**

Aussi importants que les questions intergénérationnelles soulignées ci-dessus, quatre facteurs incontournables s'imposeront pour maintenir l'élan retrouvé de l'Afrique pendant quarante ans et finalement façonner son destin à long terme :

- Premièrement, la capacité de ses dirigeants à persévérer durant les inévitables hauts et bas, à maintenir une attention aigüe sur le long terme et de faire des ajustements continus dans la stratégie et les politiques pour répondre à l'évolution des circonstances à l'intérieur et à l'extérieur du continent, malgré les pressions incessantes des préoccupations au jour le jour.
- Deuxièmement, la volonté et la capacité des Africains à adopter et poursuivre une approche pragmatique à l'élaboration des politiques plutôt que des approches géopolitiques et idéologiques ainsi que de maintenir une attention d'une précision de laser sur les résultats obtenus comme les économies d'Asie orientale par le passé.
- Troisièmement, la construction d'une plus grande confiance mutuelle entre les principales économies de la région comme base d'une coopération régionale efficace.
- Quatrièmement, l'engagement et la capacité des leaders de l'Afrique à moderniser la gouvernance et les institutions sur une base continue, tout en améliorant la transparence et la responsabilisation dans l'ensemble.

Forum de Marchés émergents

Avril 2013

# La résilience des économies africaines



Annexe

**1**

De nombreux pays africains ont bien résisté à la crise financière mondiale de 2008. Les raisons de cette résistance sont toutefois très différentes à travers le continent. Le tableau A1 montre les valeurs de l'indice de résilience du Centennial Group International et les sous-indices le constituant pour les 31 pays africains pour lesquels des données sont disponibles (Boorman, et al., 2013).

Les économies les plus résilientes de l'Afrique comme l'Algérie et le Botswana, sont résilientes parce qu'elles ont de fortes positions extérieures et de grandes réserves résultant de leurs exportations de ressources naturelles. Quelques pays comme l'Afrique du Sud, l'Ouganda, le Ghana et Maurice sont devenus plus résistants en raison de la combinaison de gestion macroéconomique solide, d'une réforme du secteur bancaire et de la diversification des exportations. D'autres, cependant, ont relativement bien résisté parce que, compte tenu de leur pauvreté, ils sont faiblement intégrés avec le reste du monde.

Un examen des sous-indices de résilience montre que, dans l'ensemble, l'Afrique se comporte bien (vert foncé) en ce qui concerne sa « robustesse externe » et sa « dette privée », mais toujours mal (rouge foncé) en ce qui concerne « l'efficacité gouvernementale » et la « gouvernance ».

Tableau  
A1.1

## Indice de résilience (moyenne mondiale = 100)

Pays/Région	Résilience	Politique fiscale	Efficacité gouvernementale	Gouvernance	Politique monétaire	Solidité des banques	Diversité de l'exportation	l'indépendance de l'exportation	Robustesse externe	Dette privée	Réserves
Algérie	115.6	113.6	86.3	80.7	96.6	108.1	86.2	91.1	136.1	113.6	136.8
Botswana	106.0	109.2	92.5	91.7	94.4	109.7	76.9	93.7	120.6	111.3	118.9
Namibie	102.8	109.1	89.4	90.8	95.1	109.0	98.2	92.3	110.9	109.9	104.0
Afrique du Sud	102.2	103.6	92.5	97.1	100.6	96.5	104.1	98.1	110.3	104.2	100.0
Uganda	100.3	106.1	83.2	78.8	86.9	115.3	102.2	103.0	113.4	112.1	99.9
Ghana	97.4	103.0	92.0	83.4	98.3	109.1	93.4	92.7	108.6	111.9	99.5
Maurice	97.3	102.2	97.3	93.3	96.2	106.6	93.9	98.3	104.3	91.6	107.6
Togo	97.2	120.8	72.9	76.2	96.3	101.9	103.4	94.8	116.5	109.4	98.9
Cameroun	96.7	112.1	79.1	76.5	97.9	105.6	95.1	101.1	112.2	112.5	97.5
Maroc	96.7	101.7	89.4	88.0	97.6	101.6	98.4	99.2	110.4	103.5	99.8
Egypte	96.6	97.4	83.2	88.3	93.5	98.9	108.5	103.8	107.3	109.5	98.5
Kenya	96.5	103.6	83.2	82.5	87.8	113.3	104.9	101.8	109.2	107.9	94.8
Benin	96.1	107.6	82.0	81.4	97.4	101.7	90.9	97.7	114.9	112.9	101.1
Swaziland	95.2	112.2	84.2	80.8	95.0	110.3	90.6	85.9	107.9	112.2	105.5
Malawi	95.1	106.0	87.4	78.9	94.1	120.0	95.3	99.1	102.4	110.9	90.3
Tanzanie	94.1	102.7	81.1	79.2	87.3	104.0	103.6	100.6	112.2	112.2	98.6
Mozambique	92.7	109.7	81.1	80.3	94.0	116.1	85.2	96.0	115.3	105.5	93.6
Madagascar	92.5	102.6	78.0	76.4	95.3	103.4	95.6	102.2	116.1	112.7	93.9
Burkina Faso	91.8	107.4	78.0	80.4	95.8	101.2	89.0	101.0	109.3	112.2	99.7
Sénégal	91.2	102.0	79.6	78.2	96.6	96.5	97.5	101.7	111.8	109.6	98.9
Seychelles	91.2	137.1	93.8	81.7	95.2	103.1	85.0	87.7	95.1	92.3	101.2
Niger	90.1	110.8	80.6	79.2	97.7	101.3	79.6	99.6	107.0	114.1	98.7
Ethiopie	89.9	108.6	82.2	74.5	77.7	107.1	96.7	106.3	107.8	114.5	92.7
Tunisie	89.4	105.7	87.9	89.4	97.8	98.9	94.3	91.1	112.3	105.1	84.2
Nigeria	89.0	110.3	79.6	80.1	93.8	108.5	74.6	86.3	117.0	112.7	102.5
Mali	88.8	106.1	75.9	82.7	96.2	99.5	81.7	98.4	110.6	112.8	100.7
Zambie	84.3	109.0	81.1	82.7	95.5	97.4	76.2	87.5	111.9	112.8	96.3
Côte d'Ivoire	83.7	92.6	72.9	75.2	96.9	103.1	97.4	87.8	111.1	111.4	100.3
Gabon	83.5	111.2	80.6	78.0	98.0	104.6	71.0	75.8	114.0	114.9	99.8
Angola	82.7	108.6	80.6	77.5	93.3	105.2	64.8	80.2	115.1	110.9	109.2
Soudan	68.4	100.1	71.9	72.4	89.9	105.5	62.9	103.0	91.8	114.6	88.3

Source: Centennial Group International. Note: Vert foncé > 110 (plus d'un écart-type au-dessus de la moyenne mondiale); Vert clair 100-110 (moins d'un écart-type au-dessus de la moyenne mondiale); Rouge clair 90-100 (moins d'un écart-type au-dessous de la moyenne mondiale); Rouge foncé < 90 (plus d'un écart-type au-dessous de la moyenne mondiale)

# Impact des variations des termes de l'échange

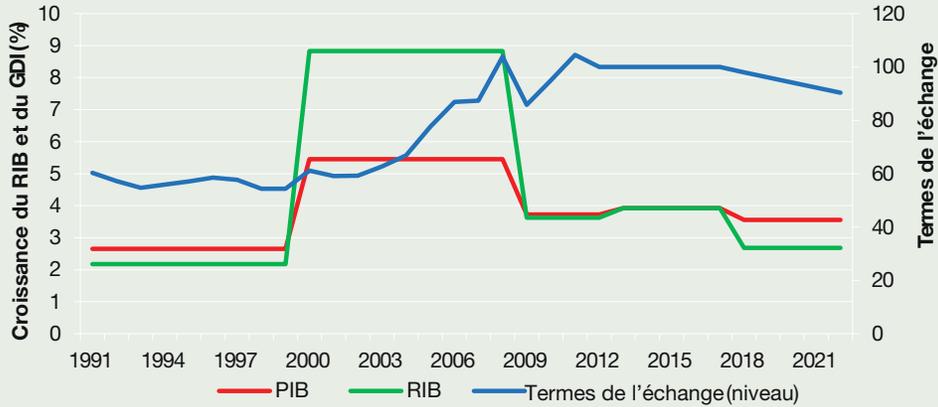


Annexe  
**2**

L'impact des termes de l'échange sur le PIB, RIB et leurs taux de croissance respectifs est illustré ci-dessous. Le premier graphique indique le taux de croissance moyen du PIB et du RIB pour la période 1991-2012 et un scénario pour la période 2013-2022. Pour la période jusqu'en 2012, le graphique présente les taux moyens de croissance pour 1991-1999 ; 2000-2008 et 2009-2012, contre le niveau réel des termes de l'échange. Pour l'avenir, le scénario suppose des termes de l'échange constants pendant cinq ans et une baisse de 2 % par an pour les cinq prochaines années. Il est clair d'après le graphique, que les taux de croissance du PIB et du RIB chuteraient considérablement, de même si les termes de l'échange restent à ces niveaux record actuels. Le taux de croissance du PIB tomberait à des niveaux « business-as-usual » sous-jacents, à moins que des réformes n'aient lieu. Les taux de croissance baissent encore en période de détérioration des termes de l'échange en raison du pouvoir d'achat réduit des exportations.

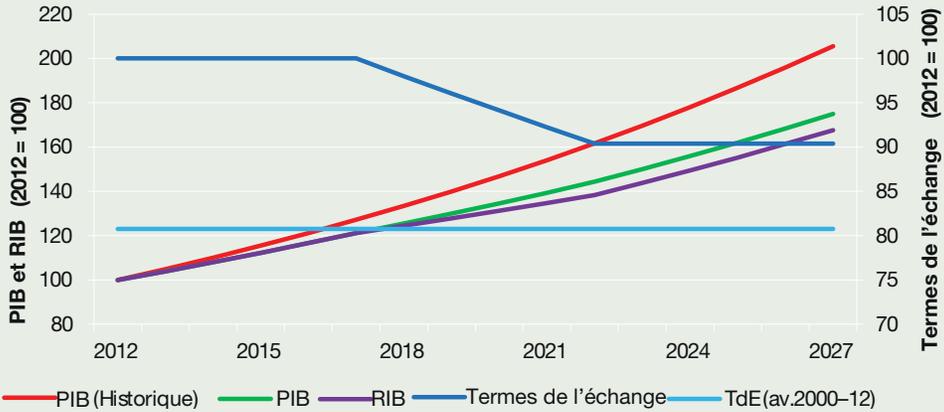
Le second graphique montre la trajectoire du PIB et du RIB, sur la base des niveaux de 2012. Les termes de l'échange devraient continuer à augmenter indéfiniment pour que le PIB continue sur la voie d'une croissance historique. Dans l'hypothèse plus réaliste du plafonnement des termes de l'échange, suivie d'une légère baisse à des niveaux bien supérieurs aux moyennes de 2000-2012, le PIB serait de 11 % inférieur en dix ans à celui auquel on aurait pu s'attendre si le taux historique (irréaliste) de croissance de la période 2000-2012 avait prévalu après 2012. Le revenu disponible, tel que mesuré par le RIB, sera inférieur de 15 %.

**Graphique A2.1 | Historique et projections des niveaux des termes de l'échange et des taux de croissance du PIB et du RIB**



Source: Centennial Group International.

**Graphique A2.2 | Projections des termes de l'échange et niveaux du PIB et du RIB (2012 = 100)**



Source: Centennial Group International.

## Modèle d'élaboration des scénarios de croissance mondiale



Cette étude estime le PIB en fonction de la force de travail, du capital et de la productivité totale des facteurs de 186 pays entre 2013 et 2050 selon trois scénarios différents de croissance, le « scénario de convergence », « business as usual » ou refus de l'accélération du changement, et le scénario de régression. Cette annexe offre une brève description du modèle, un exposé plus détaillé, dans Kohli, Szyf, et Arnold (2012), est disponible sur demande.<sup>1</sup>

Comme on le voit dans l'équation (1), une fonction Cobb-Douglas à rendements d'échelle constants est supposée, avec  $\alpha$  égal à deux tiers :

$$GDP = TFP \times L^{\alpha} \times K^{1-\alpha} \quad (1)$$

Les chiffres du PIB sont produits pour trois mesures différentes : le PIB réel (aux prix constants de 2010), le PIB PPA (prix PPA constants de 2010) et le PIB aux taux de change du marché, qui intègre les mouvements attendus des taux de change et constitue la meilleure approximation du PIB nominal.

Le modèle estime d'abord une croissance annuelle du PIB réel pour chaque pays entre 2013 et 2050. Ces estimations sont appliquées aux valeurs précédentes du PIB réel, PIB PPA, et une mesure égale au PIB nominal déflaté par l'inflation américaine (sur laquelle le PIB aux taux de change du marché est fondée) pour obtenir la série complète. Enfin, pour déduire le PIB aux taux de change du marché, des changements des taux de change réels sont estimés et ensuite multipliés par le PIB nominal déflaté par l'inflation américaine pour obtenir le PIB aux taux de change du marché.

La croissance de la population active provient de la croissance démographique et de l'évolution des taux de participation de la population active. La croissance démographique est basée sur la Révision 2010 des perspectives démographiques mondiales de l'ONU, tandis que les taux de participation de la population active sont projetés séparément, par sexe, pour sept tranches d'âge (15-19, 20-24, 25-29, 30-49, 50-59, 60-64 et 65 +) afin de mieux saisir les tendances spécifiques à chaque tranche. Les taux des hommes sont projetés directement ; les taux féminins sont obtenus en soustrayant les taux masculins des taux de participation de la population active.

---

<sup>1</sup> Cette annexe est basée sur Kohli, Szyf, et Arnold (2012).

nus en projetant la différence entre les taux masculins et féminins pour chaque groupe d'âge. Les taux de participation de la population active de 1980 à 2012 sont tirés de l'Organisation internationale du travail.

Les équations spécifiques des tranches d'âge entre pays pour prévoir les taux masculins sont des auto-régressions simples de la forme suivante :

$$\ln(M_{age,t}) = m_{age} \times \ln(M_{age,t-1}) \quad (2)$$

Où  $m_{age}$  est le pourcentage d'hommes dans le groupe d'âge  $age$  qui sont actifs dans la population active et  $age$  est une constante qui varie pour chaque groupe d'âge.

Les équations entre pays spécifiques à chaque cohorte pour prévoir les écarts entre les taux de participations masculins et féminins sont les suivants :

$$\ln(D_{age,t}) = d_{age} \times \ln(D_{age,t-1}) \quad (3)$$

Où  $D_{age}$  est égale à la différence entre le pourcentage d'hommes en  $age$  de groupe d'âge dans la population active et le pourcentage de femmes en  $age$  de groupe d'âge dans la population active, et  $d_{age}$  est une constante qui varie selon les groupes d'âge. Dans les modèles masculins et féminins, pour certaines cohortes, des limites brutes supérieures ou inférieures sont incorporées pour traiter les valeurs aberrantes. Les observations qui commencent en 2012 au-delà de ces limites ne sont pas régies par les régressions mais convergent progressivement, au fil du temps, vers les limites.

La croissance du stock de capital, basé sur un stock de capital initial et le taux d'investissement annuel et amortissements, est définie comme suit :

$$(1 + K \text{ Growth}_t) = \frac{K_t}{K_{t-1}} = \left( \frac{I_{t-1}}{K_{t-1}} \right) - 0.06 \quad (4)$$

où  $K$  est le stock de capital, 0,06 représente l'amortissement annuel de 6 %, et  $I_{t-1}$  est l'investissement en capital de l'année précédente, qui se définit comme le PIB de l'année précédente (mesuré en dollars PPA constants de 2010) multiplié par le taux d'investissement en pourcentage du PIB.

Le capital initial est calculé en utilisant la méthode Caselli, avec l'équation suivante :

$$K_0 = \frac{I_0}{g + 0.06} \quad (5)$$

Où  $K_0$  est le stock de capital initial,  $g$  est la croissance moyenne du PIB au cours des dix années suivantes, 0,06 est le taux d'amortissement, et  $I_0$  est l'investissement de la première année. Pour  $I_0$ , pour chaque pays, la première année pour laquelle il existe des données d'investissement (année  $y$ ) est identifiée. La moyenne des valeurs de taux d'investissement pour l'année  $y$  et les deux années suivantes est calculée et considérée comme le taux d'investissement initial. Ce lissage des fluctuations du taux de l'investissement initial donne de meilleures estimations pour certains pays à forte volatilité des valeurs du taux d'investissement initiaux. Ce taux est ensuite multiplié par le PIB en année  $y$  pour déterminer  $I$ . La première année possible est choisie pour cette estimation parce que plus le délai avant que les projections commencent le plus les amortissements annuels permettront de réduire les effets sur le modèle de toutes les imprécisions initiales dans les prévisions d'immobilisations.

Le modèle est calibré en calculant la productivité totale des facteurs (PTF) pour une première année (2012)<sup>2</sup> basé sur la main-d'œuvre, le capital et le PIB historique, avec un stock PIB et du capital mesurée en dollars de pouvoir d'achat parité au constants de 2010 prix PPA. Pour les années suivantes, la PTF est projetée.

Pour les projections PTF, nous distinguons quatre catégories : les riches ou développés ; convergents ; non convergents, et fragiles. Tous les pays commencent avec un taux de défaut de la PTF de croissance de 1 %, qui avec un fort niveau de signification statistique, est égal au taux américain moyen au cours des dernières 40 -, 30 -, 25 - et 20 ans, et qui, également avec une fort niveau de signification statistique, est égale à la moyenne de tous les pays non-convergents au cours des quatre périodes. Dans le modèle, c'est le taux fixe de croissance de la productivité des pays non-convergents et non-fragiles.

La recherche montre que des différences de croissance entre les pays en développement peuvent être modélisés avec succès en les séparant en deux groupes : les pays convergents et non convergents (Gill et Kharas, 2007).

Un pays est considéré comme convergeant si son revenu par habitant a convergé rapidement sur une période de 20 ans vers celui des économies avec les meilleures pratiques ou si sa croissance de la PTF 2001-2011 est plus proche de ce que le modèle prédirait pour un pays convergeant (voir ci-dessous) plutôt que pour ce qu'il prédirait pour un non-convergent, moins la productivité d'un pays se rapporte aux meilleures pratiques mondiales, plus elle converge rapidement. Cette convergence reflète les transferts de technologie des pays riches innovants, des bonds

<sup>2</sup> Projections de croissance du PIB du FMI/PEM sont utilisées pour 2012 et 2013.

technologiques, la diffusion de gestion et de recherche opérationnelle de pays plus développés, et d'autres moyens qu'un pays peut court-circuiter les processus d'amélioration de la productivité en apprenant des économies qui sont déjà à la frontière de la productivité.

Dans le modèle, la baisse de la productivité d'un pays convergent par rapport à celle des États-Unis, plus le boost est grand et plus le rattrapage est rapide.<sup>3</sup> La croissance de la productivité de 14 des 36 pays riches sont traitées de la même façon que celle de pays convergents. Des pays non-convergence et 22 des 36 pays riches maintiennent le 1 % la croissance de la productivité annuelle par défaut et donc ne subissent aucune poussée de convergence. Les pays riches sont divisés en ces catégories en fonction de leur performance de la PTF passé. L'équation générale pour la croissance de la PTF est :

$$TFPGrowth = 1.0\% + CB - FP \quad (6)$$

Où CB est le boost de convergence bénéficiant pays « convergents » et FP est la pénalité de croissance de la productivité subie par les États fragiles.

Le boost de convergence est défini comme suit:

$$CB = c \times 2.69\% \times \ln\left(\frac{TFP_{USA,t-1}}{TFP_{i,t-1}}\right) \quad (7)$$

Où  $i$  est le pays 2,69 % est le coefficient de de convergence (dérivée des données historiques), La PTF est la productivité totale des facteurs, et  $c$  prend une valeur entre 0 et 1 et indique si un pays essayer est traité comme un convergent ( $c = 1$ ) ou comme un état de non-convergent ou fragiles ( $c = 0$ ), ou dans un état intermédiaire de transition entre être un convergent et non convergent ( $0 < c < 1$ ).

La pénalité fragile FP est définie comme suit :

$$FP = f \times 1.5\% \quad (8)$$

Où  $f$  joue un rôle analogue à celui de  $C$  dans l'équation (7) ci-dessus. Pour chaque pays fragile,  $f$  est égal à 1, correspondant à une pénalité à la croissance de la productivité de 1,5 %, de sorte que sa productivité est supposée diminuer de 0,5 % par an. Le coefficient négatif de 1,5 %

<sup>3</sup> La PTF est utilisée dans le terme de convergence au lieu du revenu par habitant utilisé par d'autres pour trois raisons: d'abord, si l'équation était d'utiliser le PIB par habitant, au fil du temps la PTF d'un pays convergents ne convergerait pas vers celui des États-Unis mais plutôt vers d'autres valeurs. En outre, puisque l'équation de convergence représente la convergence de la PTF, nous utilisons des PTF afin de rendre l'équation conforme à son objet. Troisièmement, en utilisant le coefficient de convergence des recherches antérieures en tandem avec une convergence fondés sur le revenu terme des rendements des écarts importants avec les données historiques récentes de croissance de la PTF pour de nombreux pays, utiliser les PTF donne un meilleur ajustement.

est calculé en identifiant les défaillances de l'État et des guerres débilantes avant la crise financière mondiale qui a duré au moins 2 années consécutives dans 44 pays. La liste des États fragiles est la liste harmonisée préparé par la BAD et la Banque mondiale.

Les projections de croissance du PIB sont conclues par l'application de la croissance de la main-d'œuvre, l'approfondissement du capital, et les changements de productivité à chaque pays sur la période 2013-2050.

La mesure du PIB aux taux de change du marché attendus ajuste l'estimation du PIB par l'évolution attendue du taux de change réel. Tout d'abord, une équation provient pour établir une relation théorique entre le taux de change réel d'un pays et son revenu PPA par rapport à celle des États-Unis. Ensuite, le taux de change modelé du pays converge vers la valeur qui correspond à son revenu dans cette équation théorique. Ces relations ne sont pas linéaires, et les pays pour lesquels l'augmentation du PIB PPA par habitant conduisent à la plus grande appréciation de leurs taux de change réels sont les pays dont les revenus se situent entre un tiers et deux tiers de celui des États-Unis, et pas les pays les plus pauvres ou les pays les plus riches.

Le modèle prévoit également la taille des populations à faible, moyenne et haut revenu, à nouveau d'après Kharas, en mesurant le nombre de personnes dans chaque pays avec le niveau de vie, en termes PPA, dans une certaine fourchette absolue. Une répartition des revenus pour chaque pays est tirée du Programme de comparaison internationale de la Banque mondiale.

Le modèle calcule quelle part du revenu de la nation est disponible pour la consommation, et il distribue ce revenu de la consommation sur la population en fonction de la répartition des revenus. Comme le revenu de consommation globale du pays augmente, le pouvoir d'achat de ceux qui sont au bas de la distribution augmente, en entraînant plus au statut de revenu intermédiaire.

Aux fins du calcul des classes de revenu de la consommation, le modèle projette des changements dans la part des revenus du pays disponibles pour la consommation selon l'équation suivante :

$$\ln(C_{i,t}) = \alpha_1 \times \ln(C_{i,t-1}) + \alpha_2 \times \ln(GDPPCCap_{i,t}) + \alpha_0 \quad (9)$$

Où t est l'année, i est le pays, C est le rapport entre la consommation au PIB, GDPPCCap est le minimum du PIB PPA PC de chaque pays et de \$ 50 000 PPP (en 2010 dollars PPA internationaux), et  $\alpha_0$ ,  $\alpha_1$  et  $\alpha_2$  sont des constantes.

L'étude fait des projections séparées pour le scénario de « convergence », le scénario « business as usual », et le scénario « baisse ». La différence entre les scénarios est de savoir comment les pays sont classés, soit comme convergents, non-convergent, ou fragile, et comment les pays progressivement transitent entre les classifications.

Pour 145 pays du classement initial est basé sur la classification Kharas et pour 41 pays de plus, sur une analyse similaire des données récentes. Selon cette classification, quatre pays africains (Botswana, Cap-Vert, Maurice et Mozambique) sont classés comme « convergents ».

Pour le scénario de convergence, un groupe de 15 autres pays africains rejoint les « convergents précoces » et commencent à converger cette décennie. Un groupe supplémentaire de 15 « convergents tardifs » commence à converger dans la décennie suivante. Les 20 pays restants actuellement considérés transition « fragile » sortiront de la fragilité au cours des 30 prochaines années.

Dans le cadre du « business as usual », les quatre pays africains qui convergent actuellement sont supposés continuer converger jusqu'en 2050. Tous les non-convergents actuels continuent à ne pas converger, et tous les pays fragiles restent fragiles.

Dans le scénario « baisse » cinq autres pays deviennent fragiles, les non-convergents ne convergent pas, et les quatre convergents cessent de converger. Ce scénario comprend également des fluctuations cycliques des termes de l'échange de l'Afrique. Commenant notamment en 2015 les termes de l'échange se détériorent de 15 % sur 5 ans et ensuite récupèrent 15 % au cours des 10 années suivantes, après quoi ce cycle se répète.

Dans les trois scénarios, le passage de chaque pays entre convergent et non convergent, ou de fragile à non-convergent, est progressif. Autrement dit, les pays sont faits pour adopter un état intermédiaire entre fragiles et non-fragiles ou entre convergents et non convergent, en faisant varier les valeurs de  $f$  et  $c$  dans les équations (7) et (8).

## Bibliographie



Acemoglu and Robinson, 2012, *Why Nations Fail*

Africa Progress Report 2012, *Jobs, Justice and Equity: Seizing opportunities in times of global change*

Arvis and Shepherd, 2011, "The Air Connectivity Index: Measuring Integration in the Global Air Transport Network," Policy Research Paper No. 5722, World Bank

Boorman, et al., 2013, *The Centennial Resilience Index: Measuring Countries' Resilience to Shock*, Centennial Group International

Commission on Growth and Development, 2008, *The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development*

Duggan, et al., 2013, "Service Sector Reform and Manufacturing Productivity: Evidence from Indonesia," World Bank Policy Research Working Paper No. 6349

Kohli, Harpaul Alberto, Y. Aaron Szyf, and Drew Arnold. "Construction and Analysis of a Global GDP Growth Model for 185 Countries through 2050." *Global Journal of Emerging Market Economies* 4.2 (2012): 91–155

*Program for Infrastructure Development in Africa (PIDA: Interconnecting, integrating and transforming a continent)*

*Africa Infrastructure Country Diagnostic (AICD): Overhauling the engine of growth—Infrastructure in Africa.* World Bank, 2009

Multipolarity: The New Global Economy, World Bank, 2011

UNU-IHDP and UNEP, 2012, *Inclusive Wealth Report 2012: Measuring progress toward sustainability*. Cambridge: Cambridge University Press

World Bank, 2012, "Logistics Performance Index," World Development Indicators



